

EUROPE

Tchécoslovaquie

M. Vaclav Havel aurait promis de « s'abstenir de toute activité punissable »

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — L'écritain Vaclav Havel a-t-il désavoué son action en faveur de la Charte 77 pour obtenir sa mise en liberté provisoire, survenue le vendredi 20 mai à Prague (nos dernières éditions du 21 mai). C'est l'impression qu'a tenté de suggérer l'agence en publiant le même jour une paraphrase d'une lettre envoyée le 6 avril dernier, il y a donc six semaines, par Vaclav Havel au procureur général.

Selon C.T.K., l'écritain serait arrivé à la conclusion que ses actions en relation avec la Charte 77 n'auraient pas toujours été correctes et que certaines d'entre elles auraient été utilisées abusivement contre la Tchécoslovaquie, en raison d'une « interprétation déformée par la presse étrangère ».

Vaclav Havel ajoute qu'il « s'abstiendrait de toute activité qui pourrait être qualifiée de punissable ». Il s'abstiendrait en fait de toute activité qui pourrait être qualifiée de punissable. Il s'abstiendrait en fait de toute activité qui pourrait être qualifiée de punissable.

DIPLOMATIE

AVANT LA RÉUNION DES « NEUF » A LEEDS CASTLE

Les services de la Commission ont suggéré que l'élargissement de la C.E.E. ne suive pas un calendrier préétabli

De notre envoyé spécial

Leeds Castle. — Les ministres des affaires étrangères des Neuf, réunis, ce week-end, au château de Leeds, dans le Kent, ont tenu une session « privée » consacrée pour l'essentiel aux problèmes que pose l'éventuel élargissement de la C.E.E. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. Les négociations avec la Grèce sont engagées depuis plusieurs mois, mais progressent à un rythme très lent. Le Portugal a fait officiellement acte de candidature et le conseil des ministres des Neuf a chargé la Commission de rédiger un avis à ce sujet. On s'attend, enfin, que l'Espagne présente sa demande d'adhésion rapidement à leur prochaine session législative.

Sur le plan politique, les trois pays, qui sortent d'une longue période de dictature, s'adressent à la Commission pour consulter une démocratie retrouvée mais encore fragile, ce qui place la C.E.E. devant des responsabilités jusqu'ici inconnues ; sur le plan économique, le retard des pays candidats par rapport aux actuels Etats membres est important. Il leur rendra difficile la reprise de l'acquis communautaire, pourtant indispensable si l'on veut que l'élargissement ne provoque pas l'écroulement de la C.E.E.

Compte tenu de cet état d'« anxiété », les services de la Commission ont la conviction que l'intégration de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne ne devra pas suivre un calendrier préétabli, mais s'effectuer au fur et à mesure que seront atteints des critères (à déterminer secteur par secteur) permettant de mener le rapprochement des économies.

A partir de quel moment les trois candidats deviendront-ils membres à part entière ? Serait-il possible de les intégrer progressivement dans le processus de décisions de la C.E.E. au fur et à mesure qu'ils franchiront les étapes rapprochant leur économie de celle des Neuf ? Selon les services tchèques, une telle solution progressive serait la plus réaliste, mais il n'est pas pensable d'associer à la prise de décisions des pays qui n'auraient pas, pendant longtemps, « en assumant les conséquences », le consentement d'une solution intermédiaire devra absolument être recherchée.

PHILIPPE LÉMAÎTRE.

La rencontre Vance-Gromyko à Genève

Des progrès ont été faits pour établir un cadre à la négociation SALT déclare le communiqué commun.

Le communiqué publié samedi 21 mai, à l'issue des entretiens que le secrétaire d'Etat américain et le ministre soviétique des affaires étrangères ont eus à Genève, déclare notamment :

« (MM. Gromyko et Vance) ont examiné en détail la situation concernant la préparation d'un nouvel accord sur la limitation des armes stratégiques offensives, basé sur l'accord de Vladivostok et prenant en compte le résultat des discussions qui ont suivi. Les deux parties sont d'accord sur le fait que les discussions de Genève ont été nécessaires et utiles, et que des progrès ont été faits pour établir un cadre commun à la poursuite des négociations. Il résulte des échanges de vues que les divergences entre les deux parties sur plusieurs des questions non résolues précédemment ont été réduites. Ils sont convenus que les discussions de toutes les questions non résolues seront poursuivies avec, comme objectif, la conclusion rapide d'un nouvel accord qui remplacera l'accord intermédiaire sur certaines mesures portant sur la limitation des armements stratégiques offensifs. »

« MM. Vance et Gromyko ont eu aussi un échange de vues complet sur le problème que pose le règlement au Proche-Orient. »

« Les deux côtés considèrent que l'élimination d'une source de tension permanente, au Proche-Orient, constitue une des tâches primordiales pour assurer la paix et la sécurité internationale. Ils sont convenus que pour atteindre ce but un rôle important revient à la confiance de paix de Genève, sur le Proche-Orient, Instance internationale spécifique mise sur pied pour négocier un règlement du problème du Proche-Orient dans l'intérêt de toutes les parties concernées. »

« Conformément que les efforts mutuels des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui sont coordonnés de la conférence de Genève, sont d'une grande importance pour établir une paix juste, durable et stable au Proche-Orient, les parties sont convenues de diriger leurs efforts conjoints afin que le travail de la conférence puisse reprendre pendant l'automne 1977, tout en reconnaissant l'importance d'une préparation soignée avant que la conférence se réunisse. A cette fin, les Etats-Unis et l'Union soviétique procéderont à des consultations nécessaires, au sein de leurs ambassades, à Washington ou à Moscou. Ils sont convenus qu'ils travailleront aussi dans la même esprit, en prenant des contacts avec les parties immédiatement impliquées dans le conflit du Proche-Orient. »

AFRIQUE

La rencontre Vorster-Mondale à Vienne

M. Walter Mondale, vice-président des Etats-Unis, est arrivé le vendredi 20 mai à Belgrade, venant de Vienne, où il avait rencontré M. John Vorster, premier ministre sud-africain. Il a déclaré que les Etats-Unis « soutenaient totalement l'indépendance de la Yougoslavie, son unité et son intégrité territoriale » et qu'ils avaient depuis longtemps « reconnu l'importance de relations étroites avec ce pays », car ils apprécient grandement « le rôle qu'il joue dans les affaires mondiales ». M. Mondale n'a cependant pas pu assister vendredi, en raison d'une légère indisposition, au dîner donné en son honneur par M. Stjepan Dronovskij, vice-président yougoslave. Le vice-président américain devait s'entretenir ce samedi 21 mai avec le maréchal Tito.

Après leur rencontre de Vienne, M. Mondale et Vorster avaient tenu deux conférences de presse séparées, dont nous citons ci-dessous les principaux extraits :

Le coup de semonce

(Suite de la première page)

Ses exhortations à ne pas faire confiance à la seule lutte armée pour modifier la situation en Afrique australe ne sont évidemment pas nouvelles. En revanche les Américains semblent avoir décidés d'obtenir ces « changements » significatifs qu'ils ont toujours souhaités — fin de la lutte armée, fin des tentatives de direction à Pretoria et usage d'une force de pression afin de ramener à bout leverser un ordre intérieur progressif jusqu'à présent par le principe sacré de la « non-ingérence dans les affaires intérieures ».

L'année dernière encore, les objectifs de la diplomatie américaine étaient beaucoup plus limités. Washington consentait seulement à se préoccuper du véritable scandale, condamné par la communauté internationale unanime, de l'occupation de la Namibie (Sud-Ouest africain) par l'Afrique du Sud et de l'anachronisme par lequel des colons blancs révoqués contre leur volonté maintiennent, à un contre-vingt, un « Etat » de leur façon en Rhodésie.

A la veille de sa rencontre avec M. Vorster, fin juin 1976, en Allemagne, M. Kissinger avait déclaré devant le comité des affaires internationales de la Chambre des représentants : « Ce que je veux fléchir, est de savoir si l'Afrique du Sud est prête à se parer son propre avenir du sort de la Rhodésie et de la Namibie. »

Il était d'autant moins question pour Washington, à l'époque, de s'en prendre directement à Pretoria que la « doctrine » américaine sur l'Afrique australe ne croyait guère à des bouleversements proches. L'étude commandée en 1969 à un groupe spécialisé du National Security Council par M. Kissinger concluait : « Les régimes blancs sont installés durablement, et ce n'est qu'à tra-

LE PREMIER MINISTRE SUD-AFRICAÎN : la participation des Noirs à la vie politique existe déjà dans notre pays

M. Vorster a notamment déclaré, au cours de sa conférence de presse :

« Il existe entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud une différence vitale dans le sens de la considération de la question sud-africaine. Je pense que cela vient du fait que les Etats-Unis veulent comparer la position des Noirs américains avec celle des Noirs africains. »

« Cela est impossible. Je dois souligner que l'homme noir américain est un Américain dans tous les sens du terme. La seule différence est le couleur de sa peau. Il a perdu son langage, sa culture et son identité. »

« L'homme noir, en Afrique du Sud, n'a jamais été un esclave. Il était un homme libre de sa nation. Cela peut être difficile à comprendre, mais il a été difficile à commander, aussi l'impression que certaines personnes refusent de le comprendre. »

« Evoquant les déclarations de M. Mondale souhaitant que la population noire d'Afrique du Sud participe pleinement à la vie politique, il a ajouté :

« Je ne peux dire qu'une chose : c'est ce qui existe déjà dans notre pays. Mon gouvernement est décidé à faire tout ce qui est possible pour que tous les Noirs bénéficient d'une participation politique entière. Ils ont leurs propres gouvernements locaux. Si quelqu'un dit que cela n'est pas suffisant, la paix lui demander de me désigner quelques pays noirs que ce soit en Afrique, et de me dire si il doit suivre son exemple. »

« Au sujet de la Namibie, M. Vorster a indiqué :

« Notre conviction est qu'il revient au peuple du Sud-Ouest africain de régler lui-même ses propres affaires. Le SWAPO n'est pas une organisation du Sud-Ouest africain. Ses dirigeants n'ont jamais été élus. (...) Le SWAPO n'a pas même été formé dans le Sud-Ouest africain, mais au Cap. » (U.P.)

LE VICE-PRÉSIDENT AMÉRICAIN : nous n'interviendrons pas pour sauver Pretoria des conséquences de sa politique raciale

M. Mondale a déclaré pour sa part dans sa conférence de presse :

« Le point de vue que le président Carter désire que l'expose est que des progrès sont nécessaires sur trois problèmes un régime minoritaire en Rhodésie ainsi qu'en Namibie et une transformation progressive de la société sud-africaine, dans le même but. »

« Il est produit une transformation dans la société américaine dont nous sommes très fiers. Elle influence non seulement notre vie interne, mais aussi notre politique étrangère. »

« Nous ne pouvons pas accepter, et encore moins défendre, les gouvernements qui rejettent le principe fondamental, la plénitude des droits de l'homme, les possibilités économiques et de participation politique pour tous leurs citoyens, quelle que soit leur race. »

Pretoria « doit », a-t-il ajouté, « entretenir aucune illusion sur une intervention des Etats-Unis pour la sauver des conséquences de sa politique raciale. Nous ne le ferons pas. »

A propos de la Rhodésie, il a indiqué : « M. Vorster s'est engagé à apporter le soutien de l'Afrique du Sud aux efforts anglo-américains en vue de parvenir à un règlement négocié en Rhodésie, à l'adoption d'une Constitution pour l'indépendance et à des élections générales conduisant le pays vers la souveraineté de la majorité. »

A propos de la Namibie, après avoir souligné que la position sud-africaine avait évolué de « façon positive », M. Mondale a énoncé :

« Des représentants français, canadiens, ouest-allemands, américains et britanniques, rencontreront fin mai au Cap des membres du gouvernement sud-africain pour connaître leurs vues sur la formation d'un gouvernement de transition en Namibie bénéficiant d'un large soutien populaire. » (Reuters, A.P.)

JOHANNESBURG : deux langages différents

De notre correspondant

Johannesburg. — MM. Mondale et Vorster ont parlé deux langages différents. Ils n'ont pas pu se comprendre, constatent le radio sud-africain et la presse pro-gouvernementale après la rencontre de Vienne.

« Les perspectives d'amélioration de la situation en Afrique du Sud et en Afrique australe, ont été discutées, ont constaté les deux gouvernements pour autant que les mêmes buts : la paix, la stabilité et un compromis acceptable pour tous. », a commenté la radio nationale (S.A.B.C.) tandis que les Etats-Unis déclaraient à leur tour : « Les intérêts des hommes de différentes couleurs », le gouvernement sud-africain désire « concilier les intérêts des hommes de différentes couleurs, nous tenons de leur langue de leurs traditions, de leur culture et de leur territoire. »

Le Citizien, dernier-né des quotidiens anglophones, explique qu'il ne faut pas se désoler du résultat des discussions : le chemin à parcourir entre les positions des deux partenaires était trop long. « Après le Vietnam, aucun pays ne peut compter sur les Etats-Unis pour le sauver quel que ce soit, il n'est dans son intérêt. En fait, avec beaucoup moins d'ingérence américaine, l'Afrique du Sud serait capable de se sauver seule, sans aucune aide de qui que ce soit. »

L'opposition, quant à elle, soulignerait que le premier ministre consulté le pays. Le leader du Progressive Reform Party, M. Colin Eglin, constate que M. Vorster n'est pas parvenu à persuader M. Mondale sur les changements intervenus en Afrique du Sud : « M. Vorster, dit-il, devrait consulter le plus haut possible non seulement le Parlement mais aussi les leaders noirs. »

Evoquant la situation en Namibie et les pourparlers entre l'Afrique du Sud et les deux pays occidentaux, le Rand Daily Mail regrette que M. Vorster ne se montre pas aussi conciliant lorsqu'il est question de son propre pays. La déclaration de M. Mondale « jette le pays dans une ère de relations internationales entièrement nouvelle. Il serait peut-être judicieux de jeter un regard froid et attentif sur la nouvelle situation dans laquelle nous nous trouvons. »

En attendant, le très controversé Andrew Young, ambassadeur américain à l'ONU, est arrivé samedi 21 mai à Johannesburg pour une visite privée de deux jours.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Ethiopie

NEUF CENT SOIXANTE ET ONZE CONTRE-REVOLUTIONNAIRES AURAIENT ETE « LIQUIDES » EN UN SEMAINE DANS UNE SEULE PROVINCE

Citant une information de l'ethiopian Herald, quotidien gouvernemental d'Addis-Abeba, paru le 17 mai, l'envoyé spécial du « New York Times » dans la capitale éthiopienne rapporte que « neuf cent soixante et onze contre-révolutionnaires ont été liquidés » en un an par les milices populaires dans la province de Gondar, au nord-ouest du pays. Cette région est en proie à une insurrection armée alimentée par l'Union démocratique éthiopienne (U.D.E.). Si l'on s'en tient aux chiffres publiés par les autorités, ajoute le « New York Times », plus de trois mille opposants ont été tués dans l'ensemble des provinces éthiopiennes depuis octobre. Ce bilan ne prend pas en compte les victimes des combats en Erythrée.

Zaire

Le président Mobutu annonce la reprise d'une ville importante du Shaba

Le président Mobutu a publié, vendredi 20 mai, un « ordre du jour » annonçant la reprise par les forces saïro-marocaines de la ville de Dilolo, sur la frontière avec l'Angola.

Selon les observateurs militaires, à Kinshasa les deux camps de la ville importante dont la reprise n'a pas encore été annoncée par les forces saïro-marocaines — Kapanga et Sandoa — ont été abandonnées par les « rebelles ».

On ignorait samedi en fin de matinée et la reprise de Dilolo avait donné lieu à des combats.

● A Genève, le comité international de la Croix-Rouge et la ligue des sociétés de Croix-Rouge ont démenti, vendredi, avoir procédé à l'inhumation de cinquante-cinq corps au Shaba, comme l'avait annoncé jeudi l'agence saïro-marocaine de presse (le Monde du 21 mai). Ces organismes indiquent qu'il n'y a aucun représentant au Shaba et que personne ne peut agir ou parler en leur nom. Un porte-parole du comité a précisé que son délégué en Afrique a séjourné à Kinshasa mais ne s'est pas rendu dans la zone des opérations.

● A Luanda, un nouveau groupe de sept réfugiés — six saïro-marocains et un civil — est arrivé jeudi au gouvernement du Shaba. (A.F.P.)

Pékin se félicite de la politique africaine de la France

Le général Nemeiry, chef de l'Etat soudanais, qui a rencontré vendredi 20 mai à Alexandrie, le président Sadate, se rendrait prochainement en Chine, où ses récentes déclarations anticomunistes ont été favorablement accueillies, comme l'est la politique africaine de la France.

De notre correspondant

Pékin. — La Chine approuve vigoureusement la politique française en Afrique. Chine nouvelle a saisi samedi 21 mai l'occasion de la récente visite en France du président Nemeiry pour citer divers passages du communiqué de presse de l'Etat français, en particulier celui qui est relatif à « la sécurité de l'Afrique orientale et des rives de la mer Rouge ». Elle cite aussi les propos de M. Giscard d'Estaing, selon lesquels « les puissances étrangères devraient laisser l'Afrique aux Africains ».

L'agence fait écho enfin aux accusations formées contre l'O.R.S.A. par le président soudanais pendant son séjour à Paris.

La détérioration des relations saïro-soudanaises a été suivie avec une grande satisfaction à Pékin. La diplomatie chinoise entend profiter des avantages que lui offre cette évolution. On apprend en effet de bonne source que le président Nemeiry fera sous peu, sans doute au début juin, une visite en Chine. Mais Pékin se félicite surtout d'avoir trouvé dans les pays d'Europe occidentale, et en particulier en France, d'actifs alliés contre les tentatives de Moscou pour étendre son influence en Afrique. Analysant le soutien accordé au Zaïre par la France, la Belgique et l'Allemagne fédérale, Chine nouvelle admet que cette action « avait pour but de préserver la sécurité de l'Europe occidentale (menace, paraît-il, en raison de l'importance stratégique des routes maritimes reliant l'Océan Indien à l'Atlantique Sud) et ses intérêts en Afrique ». Elle se félicite cependant de « la tenue d'un des pays ouest-européens et africains à renforcer leur unité dans la lutte contre l'hégémonie face à l'intensification de l'agression et de l'expansion soviétiques en Afrique. »

Le souci de faire échec aux initiatives soviétiques domine les autres préoccupations de la politique extérieure chinoise, en Afrique comme ailleurs. Samedi le Quotidien du peuple publie un commentaire sur la situation en Afrique australe, dénonçant les menaces du régime de Salisbury contre ses voisins. Le journal affirme que « l'extinction du régime des régimes racistes (...) est une tendance historique inévitable à laquelle aucune force ne peut faire obstacle ». Mais le commentaire accuse à nouveau à cette occasion « la superpuissance qui se prétend l'alliée naturelle du peuple africain (c'est-à-dire l'Union soviétique) d'essayer par tous les moyens de miner la lutte des peuples africains centraux pour leur libération. »

ALAIN JACOB

ASIE

Japon

ACCORD PROVISOIRE ENTRE TOKYO ET MOSCOU AU SUJET DES DROITS DE PÊCHE

(De notre correspondant.)
Tokyo. — Après deux mois et demi d'après négociations, Japonais et Soviétiques sont finalement parvenus à un accord provisoire sur la réglementation des pêches dans la zone des 200 milles délimitée par Moscou. Le gouvernement japonais a approuvé vendredi 20 mai l'accord conclu jeudi 18 mai, à Moscou, entre M. Suzuki, ministre nippon de l'Agriculture, et M. Ishkov, ministre soviétique de la Pêche.
Les Japonais font valoir qu'ils ont obtenu des Soviétiques que le problème des pêches et la question territoriale des quatre îles du Sud de l'archipel des Kouriles, occupées par l'U.R.S.S. depuis la guerre et réclamées par le Japon, soient examinés séparément. Le premier ministre, M. Fukuda, a déclaré vendredi devant la Diète que cet accord ne remettrait pas en cause la revendication du Japon concernant les quatre îles.
Depuis le 1^{er} avril, les bateaux japonais qui pêchaient jusque-là au large des côtes soviétiques avaient dû quitter cette zone, sous peine de voir leur pêche interdite. L'accord n'a donc été obtenu qu'après de longues négociations. Les négociations se poursuivent au sujet des autres espèces.
— P. P.

AMÉRIQUES

Haïti

UN COMLOT. CONTRE LE RÉGIME DUVALIER EST DÉCOUVERT AUX ÉTATS-UNIS

Newark (New-Jersey) (A.F.P.). — Quatre Haïtiens hostiles au régime du président Jean-Claude Duvalier, et deux citoyens américains sympathisants, ont été arrêtés le jeudi 19 mai par la police fédérale américaine.
Ils doivent comparaître devant le tribunal fédéral de Newark. M. Barry Moskowitz, procureur adjoint, a déclaré qu'il s'agissait d'un complot destiné à renverser un gouvernement étranger en utilisant les États-Unis comme base de départ, ce qui aurait pu créer un incident international grave.
Selon l'accusation, les six hommes complotaient de procurer des armes, qui devaient être utilisées pour effectuer des attaques de banques à Haïti, et l'argent ainsi recueilli devait permettre la formation d'une force d'invasion.
Les quatre Haïtiens sont MM. René Léon (qui était chef d'état-major de l'armée haïtienne en 1961), Raymond Pion, Arnold Salinas et Charles Smith. Les deux Américains sont MM. John Hickey et Wayne Callier.

CONSULADO GENERAL DE ESPAÑA EN PARÍS

Le consulado general de España en París a fixé les dates des élections de Mayo, y a efectos electorales, la cancelaría consular permanente de Madrid, a partir de hoy, miércoles 20 de mayo, a las 12 horas, y los dominicos por la mañana, desde las 8 hasta las 12 h. 30.

PROCHE-ORIENT

Israël

Il faut dire aux Américains qu'il n'y aura aucune chance de paix si nous abandonnons la Judée et la Samarie

DÉCLARE M. BEGIN

De notre correspondant

Jérusalem. — Le dépouillement du scrutin du 17 mai n'est pas totalement achevé. Un certain nombre d'urnes de l'armée seront ouvertes en même temps que celles des bulletins de la marine marchande et les bulletins ainsi contenus permettront de garder le secret sur le nombre de militaires en service actif. Le résultat de cette dernière opération sera connu dans les prochains jours.
De nouveaux chiffres officiels ont été publiés vendredi 20 mai. Ils apportent de légères modifications aux résultats déjà connus. Le Likoud passe de 41 à 43 sièges. Il en avait 39 à la précédente Knesset. Le Front travailliste reste sans changement avec ses 32 mandats. Le Dash (Démocratie et changement) et le parti national religieux ont chacun un mandat supplémentaire, soit 15 pour le premier et 12 pour le second. Le parti communiste Rakah n'en aura que 5 (et non 6) et le Shaï

occupé. Il faut donc dire aux Américains que cette région restera sous contrôle israélien et que si nous abandonnons la Judée et la Samarie (la Cisjordanie), il n'y aura aucune chance de paix.
M. Itzhak Rabin, qui demeure premier ministre en titre jusqu'à la constitution du nouveau gouvernement, est apparu quelques instants plus tard sur le petit écran pour s'adresser avec véhémence contre la façon dont certains organes de la presse internationale présentent M. Menahem Begin. « Tout israélien, quelles que soient ses convictions politiques, doit se dresser contre des accusations mensongères lancées contre le chef du Likoud », M. Rabin a cependant ajouté qu'il craignait que le gouvernement de M. Begin ne mette en péril l'accord provisoire signé avec l'Égypte et la Syrie.

Il a également souligné que le Moudjahidisme avait toujours été hostile à la violence du Likoud. « Imposer la loi israélienne en Cisjordanie », A ce propos, il a exprimé la crainte que le Likoud, sous la pression des religieux, ne ravivasse les décisions prises par le parti travailliste de respecter, dans les lieux saints à Jérusalem et Hébron, la liberté du culte islamique.
La violence des commentateurs de la presse anglo-saxonne et notamment du Times de Londres qualifiant

M. Begin de « terroriste » et de « fasciste » a provoqué une vive irritation dans l'opinion. M. Ygal Allon, ministre des affaires étrangères, a fait parvenir aux ambassades israéliennes des instructions leur demandant de protester contre « les accusations mensongères lancées contre un homme qui a largement contribué à la libération de son pays et à l'établissement d'une démocratie authentique ».
Le surcroît d'indignation des milieux officiels israéliens contre le déferlement d'injures dont M. Begin est l'objet est compréhensible, mais on peut se demander si ces mêmes milieux n'ont pas, par le ton de leurs polémiques avec le Likoud, fourni quelques arguments à la campagne dirigée contre M. Begin. Ce n'est pas le Times de Londres qui a qualifié le premier M. Begin de « terroriste », mais David Ben Gourion, et certain film du parti travailliste, lors de la dernière campagne électorale, présentait du chef du Likoud et de ses amis une image assez « fascisante ».

ANDRÉ SCAMAMA.

(1) Le plan Allon prévoit le rattachement à Israël d'une bande de territoire peu peuplée, large d'une quinzaine de kilomètres, longeant le Jourdain et partageant en deux la mer Morte. Une vingtaine de kibboutzim militaires, choisis en fonction de la sécurité d'Israël, seraient installés sur cette bande. La Cisjordanie, ainsi amputée, serait d'ailleurs reliée à la Jordanie par un corridor étroit à la hauteur de Jéricho.

A travers le monde

El Salvador

● TROIS JÉSUITES, les Pères Andres Caranza et José Ortega, ainsi que deux de nationalité espagnole, et le Père Marcelino Perez, citoyen panaméen, ont été expulsés du Salvador, a annoncé vendredi 20 mai à Rome, la Compagnie de Jésus. Les autorités salvadoriennes ont exigé la présence de plusieurs semaines une campagne contre les prêtres jugés « subversifs ».

États-Unis

● M. EDWARD KERRY, qui fut ambassadeur des États-Unis au Chili de 1967 à 1970, a intenté un procès à la société L.T.T. qu'il accuse d'avoir terni sa réputation en lui faisant porter la responsabilité de certains agissements de la société, destinée à l'époque à « déstabiliser » le régime du président Allende. M. Kerry, qui n'a pas eu d'affectation diplomatique depuis 1974, demande 4,6 millions de dollars de dommages et intérêts à L.T.T. — (A.F.P.)

Inde

● POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS L'HISTOIRE DE L'INDE, les partis auront le droit de faire leur propagande à la radio et à la télévision nationales à l'occasion de la campagne précédant les élections, en juin, de plusieurs Assemblées d'État. — (Reuters)

Italie

● LA DEUXIÈME RENCONTRE entre les dirigeants de la démocratie chrétienne et les communistes pour la négociation d'un programme de gouvernement s'est achevée vendredi 20 mai. Elle a permis, a déclaré M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., de réaliser quelques progrès dans le rapprochement des positions, même si, a-t-il ajouté, « persistent des divergences et des difficultés ». Le secrétaire général du P.C.I. a indiqué qu'il y a accord entre les deux partis sur les questions touchant à l'ordre public. — (A.F.P.)

Maroc

● LES ÉTATS-UNIS ont décidé de renoncer, avant le 30 septembre 1978, aux dernières facilités militaires qui leur étaient offertes au Maroc. Il s'agit essentiellement, a indiqué vendredi 20 mai un porte-parole de l'ambassade des États-Unis à Rabat, de relais

de transmissions qui emploient entre sept cents et huit cents militaires américains et servent également à l'instruction du personnel marocain. Ils sont situés au nord de Rabat, sur les bases de Kenitra, Sidi Yahia, et Sidi Bouknadel.

On souligne à l'ambassade des États-Unis à Rabat qu'il ne faut donner aucune signification politique à cette mesure prise d'un commun accord entre le Maroc et les États-Unis, les installations en cause étant « dépassées ». — (A.F.P.)

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institution internationale privée, spécialisée depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres, accueillent chaque année, sans distinction de sexe, de race ou de nationalité, un nombre limité de participants dans ses cours :

- FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE (pour cadres débutants)
- PRÉPARATION À LA DIRECTION DES ENTREPRISES (pour cadres en fonction)

Deux programmes intensifs, de courte durée, résolument concret, multi-disciplinaires, internationaux et, avant tout, pratiques. Les études durent 9 mois, à plein temps. L'enseignement se fonde sur la réalité du monde des affaires : il est dispensé exclusivement par des praticiens, tous dirigeants, cadres ou conseils. Les méthodes pédagogiques sont actives, basées sur la participation et le travail en équipe. Les progrès sont mesurés par contrôle systématique et continu des connaissances. La prochaine session débute le 15 octobre 1977.

Documentation détaillée sur simple demande au Secrétariat ECL, ch. de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MON 2.

SURVAL Ecole Internationale pour jeunes filles
CH-11815 CLARENS-MONTEUX
Cours intensifs d'anglais
de septembre à juin. Économie domestique. Branches commerciales.
Direction : M. et Mme F. Stiller-Sandrea. Tél. 1941/21.26.73
Téléc. 2518 Surval et

EXCEPTIONNEL !
HOTEL DIPLOMAT, RIMINI (Adriatique). Téléph. 0039541/80011. 2^e cat. Dir. mer. Ttes ch. av. téléph. douches, w.c. ou bain, balcon sur mer. A chaque chambre une place parking auto. Pénalités connues de 10 000 à 15 000 lire, tout compris.

pour vos safaris
Kenya Airways
The International Airline of Kenya
PARIS (Orly) - NAIROBI
tous les jeudis soir
Consultez votre Agent de Voyages ou (1) 260.66.88 +

Votre rasoir électrique peut être plus efficace, découvrez-le gratuitement.

Avec Lectric Shave "Nouvelle Formule" découvrez à quel point votre rasoir électrique peut être plus efficace. Lectric Shave c'est tout simplement un avant-rasage :
— Il redresse les poils; votre rasoir les tranche à la base pour un rasage de plus près.
— Il lubrifie votre peau, évite les irritations, et permet au rasoir de mieux glisser.

Lectric Shave "Nouvelle Formule". Pour se raser de plus près sans irritation.

GRATUIT UN ÉCHANTILLON

Offre valable jusqu'au 31/08/1977 aux 50.000 premières demandes. J'attends votre échantillon gratuit. (Offre valable en France).

Mon nom : _____ Adresse : _____ Ville : _____ Code Postal : _____

Envoyez ce coupon à : Lectric Shave, 15, rue de la République, 92100 Nanterre (France)

SURVAL
Court intensifs d'

A mon évêque...



Monde aujourd'hui

RETROUVAILLES

Un dîner à Tanger

par MICHEL TOURNIER (*)

ETAGÉE autour de nous sur sa colline crayeuse, Tanger, situait ses mille tentes. A l'horizon, le ciel tombait sur le rocher de Gibraltar. A notre droite, le lince montait au-dessus des eaux calmes de la Méditerranée. A gauche, les vagues tumultueuses de l'Atlantique noyaient les dernières heures du couchant. Edmond Charlot venait d'évoquer son enfance algérienne, les tremblements de terre qu'il avait traversés, le premier surtout, dont il ne pouvait se souvenir et qui avait fait couler sa maison natale sur son berceau, tandis que ses parents dinèrent au jardin. Il avait aussi connu les derniers nuages de sauterelles. Et, en somme, c'était surtout le bruit de ces deux lieux qui avait marqué sa mémoire, grandement caveaux, tel-turque, fondamental du système, craquement turc, innombrable, vertigineux des gros crickets en train de déshabiller un arbre de toutes ses feuilles.

Puis il raconte son amitié pour Albert Camus, dont il fut le premier éditeur des avant la guerre; le groupe de la revue Fontaine, qui réunissait également Henri Hail et Max-Pol Fouchet. C'étaient les derniers temps, illuminés de jeunesse et d'esprit méditerranéen, d'une terre que beaucoup croyaient française à tout jamais, les dernières clartés d'un âge d'or. Ensuite, ensuite.

Il nous dit encore qu'à Tanger il se sentait curieusement déporté vers l'ouest, et qu'il s'efforçait de

* De l'Académie Goncourt.

tourner le dos à l'Océan, restant obstinément fidèle à ses origines. Déjà Ulysse, dérivant pendant dix jours avec un vent de tempête, s'était vu emporté « au bout du monde », et avait échoué dans la grotte de Calypso que Victor Bérard a pu situer très précisément à deux pas d'ici, près de Ceuta, petite ville espagnole qui doit son eau douce à la quadruple source mentionnée dans l'Odyssée.

Pour les purs Méditerranéens, des contrées occidentales (le Maroc, c'est le Maghreb-Est), le pays de l'extrême couchant ne soit pas sans malices. Charlot nous rappelle que le jardin des Hespérides, où Hercule couronne ses douze travaux héroïques, se trouvait également non loin de là, à Lixus, devenu Larache. Enfin, il rapporte le dernier grand mystère de cette terre, mystère montagneux, celui-ci. Il y a quelques années, une petite communauté juive installée dans la vallée du Drâa, au sud d'Ouarzazate, a disparu, s'est littéralement volatilisée, avec une bibliothèque de manuscrits sacrés inestimables.

Depuis trop d'années, j'étais prêt à l'oublier ou à le nier pour n'être pas sensible au contraste. Maroc-Tunisie. Raresment deux noms ont mérité plus heureusement le titre et l'esprit, le premier par sa brièveté sèche et minérale, le second par son titubement caressant et charnel. Je venais de traverser des paysages splendides, d'une grandeur et d'une austérité

tarouches, et de me trotter à des gens hautement intelligents, mais difficiles, ombrageux, peu ouverts à l'humour.

Pour beaucoup, le Maroc, c'est Marrakech, ville fiévreuse, musquée, trépidante, cynique, qui prend le voyageur par les épaules et qui ne le lâche plus. Le trop fameux place Jema-El-Fna s'agit comme un grand cirque permanent, avec ses rôtisseurs, ses jongleurs, acrobates, devins, conteurs, archangeurs de dents, marchands de kif ou d'amour. Mais me vifion était illuminée et approfondie par la présence à mes côtés d'un photographe américain de génie, Arthur Tress, qui saisait partout surgit sous nos pas des figures et des scènes qui se ressemblaient dans leur hiératisme cruel et féroce, parce qu'elles répondaient toutes à son appel. Dans la médina de Marrakech, son instinct l'a conduit ainsi tout droit à une étrange boutique pleine d'images, mais dont le tapage effaçait l'aspect d'une cage à fauves.

Le patron, qui nous fit les honneurs, se présentait comme artiste photographe, un confrère d'Arthur Tress en somme. Sa spécialité : le portrait-rêve. Quand un client se présente, il commence par le soumettre à une psychanalyse de sa leçon. Puis il se met au travail. Il peint un décor en trompe-l'œil, il rassemble des accessoires, il tisse un costume, il dessine une maquette. Vous voilà devant, conformément à votre rêve secret,

Al Capone, coiffé d'un borsalino rabattu sur l'œil, brandissant une mitrailleuse dans une rue de Chicago qui paraît sortir de la palette de douanier rousses. Ou bien, saint d'un pagne en simili-topard, vous êtes Tarzan gonflant ses poitrails entre un lion empalé et une panthère de papier mâché sur fond de lianes et de touffes arborescentes. Ou encore, prince des Mille et Une Nuits, vous êtes couvert de soie et de bijoux au milieu d'un parterre de femmes capiteuses. Et tout cela parfaitement sérieux, grave, sévère même, car ici on n'est pas à la tôle, on ne plaisante pas avec les rêves...

(Lire la suite page 8.)

RENCONTRE

Slimane, de Fleury-Mérogis

« MAIS qu'est-ce que j'en ai à faire, moi, de votre vie, rien du tout; je la connais pas; moi, je veux me marier avec la mort une fois pour toutes, et je recommencerai. Hier soir, j'ai cru que ça serait fini, aller, au revoir tout le monde, j'ai avalé trente cachets à la file, tant le faire. Il y a ces idiots au restaurant, ils m'ont versé une bouteille d'huile sur la tête, ils disaient que j'avais foutu du sel dans

leur café; du sel, ça tient pas debout, vous comprenez ? — Ce n'est pas pour ça que tu as voulu mourir ? — Si, c'est pour ça, parce que j'en ai eu marre. Ecoutez : ensuite, je vais aux toilettes pour me passer les cheveux sous la flotte, et quand je reviens m'asseoir pour bouffer, ces idiots qui recommencent et qui m'envoient mon potage dans la gueule. Alors, je suis retourné

aux toilettes et j'ai avalé les trente cachets; trente, vous comprenez ? — Et tes parents, tu y as pensé ? — Ah ! certainement pas ! Certainement pas. D'abord, mon père, je sais plus où il est depuis toujours. Ma mère est à Saint-Denis. Elle travaille dans une blanchisserie. — Tu la vois, ta mère, tu l'aime bien ? — Je la vois par-ci, par-là, je lui porte mon linge à laver. Oh non ! elle, elle s'occupe pas, ça lui fait ni chaud ni froid ! Ah ! mon frère ! Oui, il m'aurait regretté, mon frère ! Il a dix-neuf ans, deux ans de plus que moi; lui, il a un boulot sérieux, on se voit dès qu'il a le temps. — Il pourrait t'aider, ton frère. — Il aide déjà ma mère, parce qu'elle y arrive pas; j'ai encore quatre frères et sœurs là-bas. Mon frère, il lui apporte de l'argent toutes les semaines. Vous savez, ce matin, je me suis réveillé tout seul dans une chambre que je connaissais pas et je me rappelaient rien. Et puis, j'ai vu que c'était un hôpital, et ça m'est revenu, hier soir. Je me suis habillé et je suis parti.

Fiancé avec la mort

— Tu as prévu quel'un ? — Personne. Ils doivent me chercher. Ils me verront peut-être encore; je recommencerai la prochaine fois, la prochaine fois que je serai embêté par des idiots pour rien. Je suis fiancé avec la mort. Est-ce qu'on vous a dit si j'ai mangé ma cote de porc, au restaurant ? J'avais demandé une cote de porc avec des choux de Bruxelles avant de prendre les cachets. Je voulais manger, bien avant de tomber dans le néant. Ah ! vous ne savez pas...

— Qu'est-ce que tu vas faire, maintenant ?

Je vais téléphoner au juge pour qu'il me ramène à Fleury-Mérogis. Oui, parce que là-bas j'ai une cellule à moi, j'ai décoré, je suis tranquille. Je fais des poèmes, je lis, je dessine. La poésie et les dessins, c'est seulement ça qui m'intéresse. Tiens, regarde dans mon sac, mais si, regarde, tu vois les livres, sors-les, voilà : Baudelaire, Rimbaud, Villon, ils sont beaux, dis-le. Jamais je les montrerais aux mecs, ils me les déchireraient, ils arracheraient toutes les pages. A Fleury personne y touche, tu comprends ? Comment tu t'appelles ?

— Olivier.

— Tu as des enfants ?

— Oui.

— Tu as l'air d'être dans une famille aisée. Tes enfants sont pas malheureux, ça se voit rien qu'en te regardant. Moi, j'aimerais un chien, un petit, un chiot, qui serait avec moi.

— Ça ne manque pas, les chiens.

— Oui, mais il pourrait pas venir à Fleury, et quand je suis pas là-bas, toi j'ai pas de domicile, je suis à droite et à gauche. J'ai déjà demandé.

OLIVIER RENAUDIN.

(Lire la suite page 22.)

Au fil de la semaine

LES trois coups sont frappés, la grande fête du tennis va commencer. Pendant deux semaines, du lundi 23 mai au dimanche 5 juin on se bousculera à l'orée du bois de Boulogne, aux portes du vieux stade Roland-Garros — des portes qu'il faudra fermer devant la foule, comme ce fut le cas à cinq reprises l'on passé — pour les Internationaux de France. On prévoit cent soixante mille entrées, près de douze mille par jour en moyenne, deux fois plus qu'en 1975, trois fois plus qu'en 1971 ou 1972. Cent vingt-huit joueurs, soixante-quatre joueuses de trente nationalités disputeront les sept tours des barrages qu'un seul champion et une seule championne franchiront. Quarante télévisions ont demandé à retransmettre les matches les plus spectaculaires et ou moins la finale.

Avec Wimbledon, Forest-Hills et l'Australie, les Internationaux de France constituent l'officiel championnat du monde de tennis, un championnat dans lequel, en simple, deux joueuses et deux joueurs seulement, dont l'un deux fois, ont réussi le fabuleux « grand chelem » (1).

Sans chauvinisme, mais tout de même un peu désolé, les spectateurs français regretteront, une fois de plus, que leurs compatriotes soient absents de la finale. Quelques nostalgiques ne manqueront pas de soupçonner, selon le rite, en évoquant la grande époque des « Mousquetaires », les victoires historiques d'Henri Cochet, René Lacoste et Jean Borotra, vieillies d'un demi-siècle ou presque. D'autres se contenteront de raconter, pour la millième fois, le triomphe de Marcel Bernard, dernier vainqueur français des Internationaux, battant en cinq sets le Tchèque Drobny en 1946, tandis que la même année Yvon Petra triomphait à Wimbledon. Et peut-être les rencontreront-ils ou détour d'une allée ou au coin d'une tribune, car ils sont, l'un et l'autre, organisateurs, aux côtés de Pierre Darmon, de ces journées. Mais on rappellera aussi que Darmon, précisément, allo jusqu'en finale en 1963, que Françoise Durr triompha en 1967, que Patrick Pratsky fut, lui aussi, finaliste en 1972 et François Jouffret demi-finaliste en 1974.

Tout cela est bel et bon, mais ce n'est pas du sport, c'est un spectacle. Les supporters font volontiers penser à l'ancien Café du Commerce qui s'exclamait : « Nous avons pris Berlin ! » alors qu'ils n'ont pris, en réalité, que deux demis. D'ailleurs, le tennis n'est-il pas un jeu de riches, l'affaire d'une poignée de privilégiés ? A une époque où on loge une famille dans 16 mètres carrés, bâtiment n° 11, escalier D, vingt-septième étage, couloir nord, porte 74, seuls les privilégiés peuvent disposer de l'espace qui leur est nécessaire pour installer un court, des moyens nécessaires pour l'entretenir, sans parler de l'équipement, de plus en plus coûteux. Et puis il y a ces règles désuètes, l'arbitraire de ceux qu'on nomme encore des tennismen, car il s'agit, chacun de soit, d'un sport aristocratique, si on a pu dire du rugby qu'il était, lui, un jeu de voyous mais pratiqué par des gentlemen.

Alors qu'on montre aux téléspectateurs quelques beaux échanges, qu'on détaille pour les fatigués les finesses de telle balle de match, que quelques dizaines de milliers de Parisiens préfèrent un après-midi au grand air à une séance de cinéma, c'est très bien. Mais ne confondons pas le tennis avec les sports populaires, le football, le rugby, l'athlétisme, le cyclisme, la natation, le ski même, ceux que l'on apprend dès l'école, que tout le monde peut pratiquer, qui sont familiers à un vaste public sensibilisé par les médias à la Coupe du monde, au Tournoi des Cinq Nations, au Tour de France, aux Jeux olympiques...

En bien non ! le tennis, ce n'est pas cela, pas du tout. C'est au contraire le premier sport populaire individuel en France, avec 500 000 licenciés (c'est-à-dire joueurs inscrits à un club reconnu par la Fédération française, clubs actuellement au nombre de 3 200 en chiffres ronds) et, en tout, près d'un million de pratiquants. Seul le ski atteint des chiffres comparables, mais le développement du tennis est si constant, si rapide, qu'il est en train de prendre décidément l'avantage. La courbe de ses progrès est en effet impressionnante : environ 100 000 licenciés en 1965, 150 000 en 1969, 200 000 en 1971, 300 000 en 1975. La barre des 500 000 est sur le point d'être franchie en 1977. On prévoit, on espère approcher les 800 000 en 1980, le million peut-être un jour.

En haut, tout en haut du tableau, les joueurs et joueuses classés. Ils étaient, ensemble, une centaine à peine il y a peu.

Le phénomène tennis

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

d'années, dont une dizaine en première série. Aujourd'hui, pour 30 joueurs et joueuses de première série, on ne compte pas moins de 10 000 joueurs et 3 000 joueuses dans les seconde et troisième séries. Et la Fédération envisage de créer bientôt une quatrième série.

Les 30 champions et championnes de notre première série figurent pour la plupart parmi les quelque 400 joueurs et 200 joueuses, amateurs ou professionnels, qui nous ont donné le monde entier. Pour ceux-ci, leurs performances sont répertoriées, les résultats de chacun de leurs matches enregistrés par un ordinateur qui peut à tout moment établir le classement mondial. Il va sans dire que ceux qui occupent les tout premiers rangs sont les vedettes du tennis mondial et que leurs raquettes sont « cousues d'or » (2). Mais au fur et à mesure qu'on s'éloigne de ces quelques champions exceptionnels le peacock se fait très vite, et un très bon joueur, même figurant au classement mondial, ne parvient que difficilement à vivre du sport.

On peut discuter et même déplorer cette situation. Estimer par exemple que, puisqu'il s'agit d'un sport de plus en plus répandu, la formation et l'entraînement des joueurs, même s'ils ne sont pas des « espoirs », exigeraient un encadrement beaucoup plus généreux que ce n'est actuellement le cas en France (en chiffres ronds : 430 professeurs, 520 moniteurs, 3 800 éducateurs nationaux). Et encore que, s'il peut paraître parfaitement normal que des champions exceptionnels gagnent beaucoup d'argent, il serait bien nécessaire que les jeunes joueurs doués soient encouragés, mis en mesure de développer leur valeur et que pour cela ils bénéficient de conditions matérielles supportables.

L'équipement pose aussi des problèmes : la construction d'un court en dur coûte actuellement de 80 000 à 120 000 F, et la moitié environ pour un court en terre battue, mais son entretien est double le prix. Combien de municipalités pourraient obtenir des subventions et l'ignorer, comme elles ignorent aussi que les six courts qui représentent à peu près la surface d'un terrain de football atteignent généralement un coefficient d'occupation très supérieur ? Sur tout cela et d'autres aspects du renouveau du tennis, il y aurait certes beaucoup à dire.

Le plus étrange, c'est tout de même que ce sport vieillot, hérité du jeu de paume de nos ancêtres, connaisse aujourd'hui un tel regain. Ses règles n'ont pratiquement pas changé — à part quelques détails tout à fait mineurs — depuis un siècle, depuis que le major anglais Wingfield vendait dans une boîte aux amateurs deux raquettes, un filet et des balles avec leur mode d'emploi.

Wimbledon, la Mecque du tennis, fête cette année son centenaire et, l'an prochain, Roland-Garros, monument national érigé en 1928 pour le triomphe des « Mousquetaires », célébrera son cinquantième. Le plus ancien club français a été fondé à Dinard en 1878, le premier championnat national s'est joué en 1891 et a été ouvert aux joueuses en 1897, le soldat d'argent de la Coupe Davis se promène depuis 1900 entre les Etats-Unis, l'Australie et la Grande-Bretagne, à quatre exceptions près (3).

Dans l'histoire déjà longue du tennis, les périodes éclatantes alternent avec les années grises. Mais ces variations, jusqu'à présent, n'intéressaient guère qu'un nombre réduit de pratiquants et un public assez restreint de supporters, tantôt attirés par quelques champions et par quelques épisodes spectaculaires des compétitions, tantôt peu intéressés par un sport de luxe considéré comme un passe-temps de vacances pour privilégiés. Voici que, au fil des dix ou quinze dernières années, tout change, et de plus en plus vite. Cent millions de joueurs et de joueuses dans le monde, dont près de tiers aux Etats-Unis, un bon million en France, dont la moitié de licenciés, c'est le grand essor populaire, c'est vraiment le « phénomène tennis ».

(1) Donald Budge en 1938, Rod Laver en 1962 et 1969, Maureen Connolly en 1963, Margaret Court en 1970.

(2) L'expression est d'Olivier Merlin décrivant « les nouveaux venus de Roland-Garros » dans le bel album « Dix ans de tennis de Gianni Clerici, qu'il a adapté en français avec Fabio Raffaelli / Hatier, 1976. Avec 1 600 photos noir et blanc. 338 pages. 200 F ».

(3) France, de 1897 à 1932 inexistante. Afrique du Sud en 1924, Suède en 1975, Italie en 1976.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

THE TIMES

L'arme anti-Amin

Les Anglais ont peut-être enfin trouvé le moyen de dissuader le maréchal Amin de venir assister à la conférence du Commonwealth, qui se tiendra à Londres le mois prochain. Selon THE TIMES : « Une plainte vient d'être déposée contre le président Amin pour la mort de Mme Dora Bloch, tuée après le coup de main israélien qui permit de sauver les autres victimes de l'affaire d'Entebbe. La plainte en dommages et intérêts concerne aussi le major Farik Mwanza, du service de renseignements ougandais qui, selon le député travailliste Greville Janner, a assassiné Mme Bloch. »

» Le plaignant est M. Ian Hartus, cinquante ans, le fils aîné de Mme Bloch, qui habite Jérusalem et qui voyageait avec elle. Il estime que la mort de sa mère a été provoquée « par la » négligence, un ou des actes délibérés des accusés, de leurs » serviteurs ou de leurs agents. »

» M. Janner a déclaré que le président Amin étant chef d'un pays du Commonwealth a théoriquement droit à l'immunité diplomatique, mais cette immunité pourrait être levée. « Si le » président maintient qu'il est innocent de la mort de » Mme Bloch, il devra se présenter à se présenter devant la » justice britannique », assure-t-il. »

Herald Tribune

Les vrai (e) s dur (e) s

« Selon Scotland Yard, écrit le quotidien américain INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, le nombre de femmes cambrioleuses s'accroît à Londres. Les limiers anglais ont fait cette découverte en remarquant le nombre de bouteilles de parfums entamées qui disparaissent avec l'argentier, les bijoux ou l'argent liquide. « Ce ne sont » certainement pas les zèbres que nous connaissons déjà » qui les emportent », disent-ils. »

» Le commissaire adjoint Jack Wilson estime que les cambrioleuses opèrent maintenant par équipes mixtes. Les femmes sont utilisées pour faire le guet, comme apprentis ou pour pénétrer par des lucarnes ou des fenêtres qu'un homme ne pourrait pas franchir. »

» Autrefois, dit le commissaire Wilson, un homme n'aurait jamais imaginé emmener une femme faire un pareil travail, de peur qu'elle ne flanche ou ne jette des bâtons. Mais aujourd'hui, elles sont aussi solides qu'eux. Certaines sont de vrai(e)s dur(e)s. »

24

Un canon au-dessus de tout soupçon

Le quotidien suisse 24 HEURES est scandalisé. Il écrit : « Un canon antiaérien Oerlikon de 35 mm, avec visée automatique radar, a occupé une place de choix à la récente Foire du Sud en Afrique du Sud, où il figurait au stand de l'armée sud-africaine aux côtés d'un hélicoptère Super-Frelon et d'un Mirage construit dans le pays sous licence. »

» Pourtant, depuis une dizaine d'années, la Suisse ne participe plus officiellement à la Foire du Sud. Pourtant, l'Afrique du Sud a été placée, il y a des années déjà, sur la liste des pays auxquels la Suisse refuse de vendre du matériel de guerre (...). La réponse à ce mystère est simple : « La firme constructrice du canon, Duercher, n'a point sollicité d'autorisation spéciale. Elle n'en avait d'ailleurs pas besoin, si, comme elle l'affirme, l'arme a été construite en Italie et vendue directement par sa filiale milanaise. »

» On peut se demander si la loi sur le matériel de guerre, sinon dans la lettre du moins dans l'esprit, ne permettrait pas de punir les entreprises suisses dont les filiales étrangères se chargent de ce que la maison mère ne peut plus faire. La morale, semble-t-il, y trouverait son compte. »

DER SPIEGEL

Fâcheux lapsus

L'hebdomadaire de Hambourg, DER SPIEGEL, rapporte : « La commission gouvernementale pour l'égalité des chances à Londres s'est préoccupée de la grogne de l'hebdomadaire féministe The Spare Rib. Elle a d'abord organisé un séminaire sur le thème « La femme dans les médias », puis en a envoyé le compte rendu à la rédaction de l'hebdomadaire en indiquant « Cher monsieur... ». Malheureux lapsus ! »

The New York Times

Miracle à Manor Villa

A l'intention des promoteurs immobiliers qui ont des difficultés à vendre leur production en période de récession. Selon THE NEW YORK TIMES, « il y a trois mois, la résidence Manor Villa, à Austin (Texas), était sur le point d'être démolie. Quelques-uns seulement de ses soixante-deux appartements étaient occupés : la plupart seraient devenus des planques » à de petits malheureux locaux. Il y avait eu un meurtre, et plusieurs locataires avaient cessé de payer leur loyer. »

» Mais une miraculeuse rénovation urbaine vient de restaurer la résidence. Au lieu de la faire démolir, les promoteurs de Manor Villa y ont investi 80 000 dollars (400 000 francs), ils ont refait les appartements à neuf et augmenté les loyers de 10 %. En un mois, le tiers des appartements a été loué par des étudiants de l'université du Texas, des hommes d'affaires et des membres des professions libérales. Le sauveur de Manor Villa est un jeune New-Yorkais barbu, membre du parti libéral, qui a persuadé les promoteurs de transformer leurs équipements en un phalanstère pour individus libérés (...). Mais pour la majorité des habitants d'Austin, Manor Villa est simplement devenu un endroit où on se promène tout nu (...). »

» Une pancarte accrochée derrière la grosse grille de fer forgé suggère aux visiteurs de ne pas entrer s'ils risquent d'être « offensés par la vie libérée qui règne en ce lieu », libération qui implique « le nudisme et divers jeux dans la piscine et en autres lieux. »

Lettre de Sao-Tiago
Une agriculture sans eau et sans terre

A Sao-Tiago, la plus grande des îles de l'archipel du Cap-Vert, on cite les cas d'esclaves africains au début du siècle dernier qui, plutôt que de continuer à travailler pour leurs anciens maîtres, et prétendant subvenir seuls à leurs besoins, broyèrent les pierres qu'ils ramassèrent pour en faire la terre cultivable qui leur manquait (1). Bien que toute la population de Sao-Tiago vive de l'agriculture, l'eau et la terre continuent d'y faire défaut. Dix années consécutives de sécheresse et la persistance, maintenant, d'un système archaïque de propriété foncière, réduit à la condition de sous-prolétaires paysans les cent cinquante mille personnes qui sont concentrées sur ces 1 000 kilomètres carrés de rocs basaltiques.

Pour des raisons idéologiques évidentes, les historiens portugais ont perdu de vue pour savoir si l'île était ou non peuplée, lorsque, à l'aube de la deuxième moitié du quinzième siècle (2) le navigateur portugais Diego Gomes, qu'accompagnait un marin génial dénommé António da Noli, y toucha terre. Pour les zéloteurs de la colonisation portugaise, l'archipel que bat la grande houle atlantique, à 500 kilomètres des côtes sénégalaises, était entièrement vierge. Pour d'autres, utilisant les forts vents d'est, des Noirs ouloofs fugitifs firent souche ici, avant que les souverains très catholiques aient fait don de ce sol si ingrat à des seigneurs de l'Algarve, province méridionale du Portugal.

Les exégètes paraissent pourtant à peu près d'accord sur deux points : le premier mépris de l'île est néuf mois, au plus tard, après le débarquement des portugais. « C'est alors qu'il y eut échange d'un salaire minime ou de maigres rations de céréales importées les insulaires furent contraints d'empêcher les pirates, meniers absurdes de contraindre les gens à un travail dépourvu de toute portée économique à long terme », ajoute-t-il. Ces « routes de la misère », véritable travail d'orfèvre, réalisées par des carriens qui « claquèrent » chaque morceau de basalte en marteau, font penser aux murailles de pierre construites par les paysans irlandais

(1) Alfredo Margarido, « L'archipel du Cap-Vert. Perspectives politiques », dans la Revue française d'études politiques africaines, n° 25, p. 57.
(2) En 1462 selon les uns, en 1461 ou 1462 selon d'autres.

trois familles. Celles-ci y maintenaient un régime féodal apparentement inamovible, reposant sur un réseau étroit de clientèles qui avaient, seules, accès au travail rémunéré. Cette situation archaïque, héritée de l'époque de la traite des esclaves, explique les jacqueries dont, après les révoltes d'esclaves, le pays fut le théâtre jusqu'au début du vingtième siècle.

FIDÈLEMENT attachés à la langue créole, curieusement apparentée à celle de l'île caribbe de Curaçao, les rebelles sont les descendants, soit des esclaves « sauvages », négociés chez les royaumes du littoral ouest-africain, soit des esclaves indiens. Ces derniers paraissent soit le portugais, soit la créole, et faisaient donc prime sur les plantations brésiliennes, où ils étaient plus aptes à comprendre les commandements des conducteurs de travaux. En effet, Sao-Tiago n'aurait pas seulement, au quinzième et au seizième siècles, de simples entrepôts d'esclaves, mais aussi des haras humains (3). C'est dans ces véritables fermes d'élevage que l'on « fabriquait » des lédins, destinés aux terres à sucre des Amériques.

Après le déclin de l'odieux commerce de la traite, les Portugais abandonnèrent l'île aux Africains et se replièrent en partie sur Sao-Tomé — au sud de l'équateur — où l'extrême humidité du climat permettait la culture du cacao. Livrés à eux-mêmes, les insulaires connurent un mode de vie d'autant plus misérable que des épidémies massives cycloiques ravagèrent le pays, détruisant sur pied les récoltes. Comme en Irlande à pareille époque, des milliers de paysans sans terre moururent de faim, ou milieu de l'indifférence générale de leurs contemporains, tandis que des milliers de leurs frères quittaient leur patrie pour le Nouveau Monde.

» Pour éviter que les lédins ne tombent à l'extermination totale des Cap-Verdiens, le gouvernement de Lisbonne recourut au système de l'apolo, nous explique un jeune économiste récemment formé au Fao. « C'est alors qu'il y eut échange d'un salaire minime ou de maigres rations de céréales importées les insulaires furent contraints d'empêcher les pirates, meniers absurdes de contraindre les gens à un travail dépourvu de toute portée économique à long terme », ajoute-t-il. Ces « routes de la misère », véritable travail d'orfèvre, réalisées par des carriens qui « claquèrent » chaque morceau de basalte en marteau, font penser aux murailles de pierre construites par les paysans irlandais

qui, après avoir été chassés de leurs terres par les lédins, furent ainsi secourus par la monarchie anglaise.

LORSQU'ON apprend, de la bouche même d'un expert des questions agricoles, que Sao-Tiago est la plus grande des îles du Cap-Vert, qu'elle abrite plus de la moitié de la population de l'archipel et qu'elle recèle les plus grandes potentialités productives, on mesure la tragique pauvreté de cet ensemble. Les chiffres que nous cite notre hôte sont d'ailleurs terrifiants, par la réalité désastreuse qu'ils expriment : « La densité réelle est de cent vingt-cinq personnes actives par hectare de terre irriguée et de quarante personnes par hectare de terre mise en valeur par culture pluviale... »

A l'extrémité occidentale de la zone sahélienne, les paysages de Sao-Tiago font penser à ceux, tout à fait orientaux, du Territoire français des Afars et des Issas. Marqués par le volcanisme, calcifiés par un soleil de plomb, dont aucun nuage n'adoucit la brutalité des rayons balayés par un vent incessant qui couche le cime des arbres parallèlement au sol, ils sont comme tarabotés par la sécheresse.

La terre, ou ce qui en tient lieu, passe par toutes les nuances des noirs, des gris, des bruns, des roux et des ocres. Seuls, le blanc des anses, et, exceptionnellement, le vert d'une végétation clairsemée étendent l'impression de désolation qu'inspirent ces amas chaotiques, néanmoins « civilisés » par ces véritables cases qui constituent de rares valées irriguées, comme celles de Santa-Cruz ou de Sao-Domingo.

Dans les chaumes rousses, drus comme les poils d'un tapis-brûlé, d'un champ de maïs et l'achade (plateau) Sao-Felipe, quelques gauchistes ramassent les dernières tiges de céréales, utilisées comme fourrage pour alimenter les chèvres, comme bois de chauffage pour cuire la purée de maïs et les haricots, qui constituent le brochet quotidien. Devant les chaumières, dont les murs de basalte sont si péniblement appareillés, déboulent quelques gorilles anthropomorphes, défilant avec les résidus de l'alimentation humaine. « On se demande lesquels et des chèvres qui, ici, mangent les vieux vêtements et le papier... »

A quelques pas de ces habitations, propres à tenter les pincesaux de nouveaux frères Le Nin, et qu'étoilent des raves le marquis de Sévigné qu'exaltaient les paysans bretons que les gens d'ermes en ont acheminé, on trouve des constructions rigides, construites, elles aussi, à mains d'hommes. Nous traversons

une partie du millier d'hectares qu'un ancien propriétaire portugais, Almeida Henriques, avait fait planter en fruits et en légumes. Les bananeraies succèdent aux vergers et aux hortillonnages. Courbés sur le sol, les journaliers, aujourd'hui payés par l'Etat cap-verdien, jardinent. « L'ancien maître était le deuxième propriétaire de l'île », explique un ancien métayer.

Au fond de certains de ces canyons rocheux, à l'ombre des palmiers, croissent des cultures délicates. Dans un cadre qui rappelle les Aurès et les Nememchus du Constantinois algérien, ce sont, parfois encore, les terres de l'évêché de Praia sur lesquelles pointent durement au soleil les menues herbes. « Viva e religião » (Vive la religion) e pourtant tracé mélancoliquement l'un d'entre eux sur le mur d'un des presbytères de l'île. Curieuse soumission des ouailles à leurs pasteurs, que l'on ne retrouve plus en Europe que dans les paroisses bretonnes ou irlandaises les plus reculées et les plus désertées. Abandon l'entre les mains de la providence, qui contraste avec ces critiques, anonymes mais aussi, vieilles de quatre siècles : « Les gouverneurs, qui sont ici plus que des rois, et, les évêques plus que des papes, nous foulent aux pieds... » (4).

S L'Eglise n'a pas laissé que de mauvais souvenirs et bénéficie dans le cœur des Cap-Verdiens, officiellement tous chrétiens, de préjugés restés souvent favorables, l'ancien pouvoir colonial est condamné sans appel par presque toute la population de Sao-Tiago. Il est vrai que, à la pointe septentrionale de l'île, subsiste un témoignage concret de l'un des aspects les plus odieux du fascisme portugais : le bagne de Tarrafal.

C'est ici que mourut Benito Antonio Gonçalves, premier secrétaire du parti communiste portugais, comme le rappelle une croix de pierre du cimetière du camp, portant son nom et deux dates : 1900-1942. C'est ici également que, nous dit un confrère cap-verdien, passa de longs mois un détenu angolais inconnu qui devait, plus tard, beaucoup faire parler de lui : Agostinho Neto, devenu depuis lors président du Mouvement populaire de l'Angole et président de la République angolaise.

PHILIPPE DECRAENE.

(3) Comme ceux décrits par Kyle Onorato dans son roman Mandragora.
(4) Dans la description de la côte de Guinée du Père Baltasar Barreira (1686), par Guy Thillmann, Bâle, 1972, p. 132.

PORTRAIT

Chris Barnard, la bonne conscience

CHRIS BARNARD entend toujours répéter. Pour lui-même certes, car le célèbre cardiologue ne dissimule pas qu'il aime le succès et tout ce qu'il comporte de satisfactions personnelles ; mais surtout pour ses compatriotes sud-africains, que leur attachement à la notion exotique de développement séparé — l'apartheid — place au ban des nations.

De passage en France, il y a quelques jours, où il rendait visite à ses éditeurs (1), qui, après les hommes ne meurent jamais, viennent de faire paraître Afrique du Sud, quatre millions de blancs, vingt millions de Noirs, le professeur Barnard en un court face-à-face d'une heure, à Paris, nous a semblé moins convaincant que soudeux de convaincre.

Faisant partie de la caste de privilégiés que constitue la minorité blanche dont il est issu, le célèbre cardiologue ne comprend pas la révolte de Soweto. En dépit de ses qualités de cœur, il reste comme happé de côté devant la soif de dignité des Noirs sud-africains. « Si un enfant sud-africain noir a besoin d'un traitement médical, je suis en mesure, au Cap de lui en offrir un plus valable que celui qui pourrait lui être offert n'importe où ailleurs en Afrique. Mais ce n'est pas plus important que de lui donner un bulletin de vote ? »

Devant d'autres questions, le cardiologue de Groote Schuur argumente : « Ce qui se passe ailleurs en Afrique n'est guère encourageant. Que se passe-t-il en Angola, en Ouganda ? De quels droits politiques disposent les Hutus du Burundi, dont les frères ont été massacrés par les Tutsis ? » Au nom des injustices perpétrées par certains régimes autoritaires d'Afrique noire, il justifie le maintien du développement séparé, proclamant : « Je suis contre l'apartheid, mais je suis pour l'apartheid politique. »

Après l'avertissement sotennel que semblait porter les émissaires de juin dernier, l'hiver brûlant de 1976 de l'hémisphère austral, le moment n'est-il pas venu de reconnaître l'absence du développement séparé ? Cette fois encore, l'avocat se réfugie dans les effets de manches, mettant en cause les tiers, soulignant que les Blancs d'Afrique du Sud ont été dépassés par d'autres sur la voie des excès. « Partout à travers le monde, la discrimination existe dans les faits. Mais il n'y a qu'en Afrique du Sud que la discrimination existe dans les textes. C'est notre franchise qui nous voue à la réprobation », dit-il avec conviction.

A l'audition de tels propos, comment croire le professeur Barnard, lorsque, quelques heures plus tard, ayant assisté à la projection du film Apartheid, d'Eric Durschmidt, au cours de l'émission « l'événement », il affirmait (2), en réponse aux questions de ses interlocuteurs : « Vous voyez que, bientôt, l'apartheid aura totalement disparu en Afrique du Sud ? » Comme lui, trop de Sud-Africains blancs restent profondément persuadés de la justice de leur comportement à l'égard des Noirs, trop intimement convaincus du caractère inaltérable de leurs droits, pour être crédibles. Cette bonne conscience persistante et l'impétuosité croissante de la majorité de couleur risquent de servir de catalyseur à la nouvelle explosion de haine raciale qui menace l'Afrique du Sud. — Ph. D.

(1) Pierre Belfond, 3 bis, passage de la Petite-Boucharie, 75006 Paris.
(2) Sur TF1, le 5 mai.

RETROUVAILLES

Un diner à Tanger

(Suite de la page 7.)

Pourtant, ce n'est pas de Marrakech que le rapport l'Image-force de ces retrouvailles avec le Maroc. C'est de Casablanca plutôt, de Cesse le mal-aimée, le surprenante, le moins « pittoresque » de toutes les villes marocaines. La cité était gris et froid. Une brève redoublée faisait croquer des vagues livides sur les rochers de la corniche avec un grondement de tonnerre. Un vent mouillé balayait d'embruns trois grandes immeubles de style H.M.M. en béton brut et saouls à chaque balcon des guirlandes de guirlandes noires et blanches. Une poignée de garçons jouaient avec des acrobates saouls à chaque balcon. Un ballon contre le regard d'un des immeubles, et les impacts sonnaient comme des coups de poing. Il y avait là une brutalité, une désolation et une énergie qui blessaient et gonflaient le cœur. Fort de ses montagnes, de son océan, de son climat rude, mais aussi de ses ethnies berbères et de son goût pour les chevaux, le Maroc sait mal bouillir, mais il augmente le tallo et élargit le poitrine de ceux qui l'aiment et le comprennent.

L'un des convives écoutait en silence les souvenirs d'Edmond Charlot et mes propres impressions. Ses lunettes étudiées de savant théologien n'adoucissaient pas son visage ascétique, élargi au vent du désert et au feu de l'émotion politique. Nous commisions la fabuleuse aventure de Muhammad Asad, et elle donnait un écho extraordinaire au moindre de ses propos (1).

Juif autrichien, né avec le siècle à Lwow en Galicie orientale, il avait découvert le Proche-Orient en Palestine dès 1922 comme correspondant d'une agence de presse berlinoise. Sa métamorphose s'opéra en peu de temps. Il adopta l'islam (2). Mais une religion qu'une manière de vivre », la langue arabe, son nom

nouveau, le désert et son mode d'emploi ne lui, le nomade, « si l'eau d'un émirat reste immobile, elle devient tétive : elle reste immobile si elle coule. Ainsi de l'homme qui voyage... », et surtout la cause des pays arabes contre leurs colonisateurs occidentaux.

Son aventure devient alors celle d'un Lawrence d'Arabie qui aurait réussi parce qu'il aurait eu le force et le courage d'arracher toutes ses racines occidentales au lieu de chercher un impossible compromis. Bédouin parmi les bédouins, il eût été en Syrie ou en Irak, et c'est lui qui le conseiller politique d'un Secoud, il a connu l'effacement mystique du pèlerinage à La Mecque.

Mais ce n'était encore qu'une première étape et une préparation à l'œuvre grandiose qui se situait à l'est en l'Émirat-Orient et sur l'embouchure de l'Hudson. On parlait depuis longtemps de la création, au nord du continent indien, d'un grand Etat islamique. Lorsque le Pakistan fut créé en août 1947, Asad était là, portant le jeune Etat sur les toits baptismaux, se faisant déléguer le premier passeport pakistanaise de l'Histoire, et c'est lui qui le représenta avec rang de ministre plénipotentiaire auprès des Nations unies à Paris, puis à New-York.

Aujourd'hui retiré à Tanger, au pied des Colonnes d'Hercule, Asad met le dernier main à une traduction commentée en anglais d'un Coran. Cette retraite que le destin lui a assignée pour l'échec d'une œuvre sacrée est chargée de signification. Gibraltar, n'est-ce pas le trou de serrure par lequel le monde méditerranéen, équilibré, mesuré, limpide, fini, regarde avec effroi l'infini brumeux et brutal du grand Océan ?

MICHEL TOURNIER.

(1) Muhammad Asad, le Chénit de La Mecque (Payot).
(2) Il s'agit de l'islamisme.

chose, mais c

L'anarchie

دورتيو

POINT DE VUE

Autre chose, mais comment ?

par MAURICE SEVENO (*)

En 1976 : la gauche accède au pouvoir. Immédiatement le gouvernement est confronté à d'immenses problèmes économiques et politiques. Des problèmes tellement importants que ceux de la Radiotélévision française et de la communication audiovisuelle en général risquent d'être oubliés comme mineurs. Ce sera une erreur de les considérer comme tels, car le pouvoir de gauche sera aussi jugé sur la manière dont il donnera la parole aux citoyens, respectant en cela, stricto sensu, ses multiples professions de foi en faveur de la liberté d'expression, voire même de l'exercice des libertés tout court.

Aujourd'hui, le projet autogestionnaire du parti socialiste devrait être décliné pour aborder les problèmes sous un angle entièrement neuf.

Les problèmes, en effet, car ils sont multiples et complexes.

Tout d'abord celui du monopole. Celui-ci est le type même du débat bialé.

Aujourd'hui, tout comme l'O.R.T.F., le monopole existe plus (surtout à considérer le texte de la loi de 1974, abolie dans la pratique quotidienne et qu'il conviendrait de changer).

A ce propos, une question se pose : le pouvoir de gauche est-il prêt à entretenir cette fiction hypocrite du monopole d'émission appartenant à l'Etat, alors que des dérogations ont été accordées à des groupes financiers eux-mêmes monopolistes et qui saturent le territoire national avec des émetteurs de 3 000 à 5 000 kW sur ondes longues (R.T.L., Europe 1, R.M.C., Sud-Radio).

C'est là une spécificité bien française. Car lorsqu'on évoque une situation « à l'italienne » pour décrire l'Etat, on omet de souligner une différence essentielle : c'est qu'avant l'abolition du monopole, il n'existait en Italie aucune station publique, alors qu'en France on peut considérer que le marché de la radio commerciale est d'ores et déjà saturé.

On voit donc le risque de voir apparaître de minuscules stations publiques à l'échelon régional ou local sans portée. Bien sûr il y en aura. Mais celles-ci seront rapidement confrontées à la dure loi du marché. Et bientôt les gros de la publicité n'en feront qu'une bouchée, établissant ainsi leur propre police pour maintenir le statu quo.

Non, ce qui est véritablement en cause, c'est la volonté croissante des citoyens de pouvoir s'exprimer à travers un média (radio, télé) qui, jusqu'à ce jour, leur échappe, et faire entendre leurs voix, des voix véritablement nouvelles. Et cela, la gauche doit absolument le prendre en compte et réaliser ce souhait sous peine de voir à brève échéance tout le

système lui échapper par une explosion spontanée et illégale de centaines de radio-émetteurs.

Si l'on a la volonté sincère que les groupes, les organisations représentatives et les associations puissent s'exprimer, quelle différence y a-t-il que ce soit sur les émetteurs de l'Etat ou à travers leur propre matériel ?

Tous les journaux sont-ils imprimés sur les presses de l'imprimerie nationale ? Il existe au contraire un inconvénient majeur à ce que l'Etat conserve ce monopole de diffusion : c'est la mise en cause de sa sincérité. Le fameux cordon ombilical entre le pouvoir et la radiotélévision, tellement dénoncé, serait, dans les faits, maintenu, l'Etat pouvant à n'importe quel moment « couper le courant », c'est-à-dire établir une censure.

Il faut donc que le pouvoir soit laïcisé et que lui bénéficie d'une attribution de longue durée ou de la faire appeler l'assistance technique de l'Etat ou de disposer de leurs propres émetteurs — les seules obligations qui leur seront faites étant celles du droit commun en matière de presse (diffusion, droit de réponse, etc.). Reste à définir qui sera ayant droit et qui contribuera, aux termes d'une nouvelle loi, les fréquences d'émission.

On peut imaginer qu'un « haut conseil de l'audiovisuel » laïque et démocratique pourrait remplir ce rôle.

Si donc le problème du monopole est un vieux problème, celui du service public est de toute première importance. Il appartient à la gauche — et ce sera son honneur — et son mérite — de restaurer le service public de la radiotélévision nationale, dévoyé aujourd'hui par un pouvoir qui s'est lancé, à des fins politiques, dans la voie de la privatisation.

Tant le compte de la situation de fait existante sera laire preuve de réalisme.

La loi de 1974 portant constitution de sept sociétés issues de l'ex-O.R.T.F. a créé une situation où l'Etat se trouve dépourvu de ressources nécessaires à une véritable politique de programmes sans que ces programmes puissent bénéficier de l'origine de ces ressources, tout en protégeant les objectifs que se fixe le gouvernement de la gauche ?

Voilà bien du travail en perspective ! Il est évident et requerra la mobilisation de toutes les bonnes volontés.

Et si par ailleurs (et par impossible) la gauche ne l'emportait pas encore en 1978 ? Il serait grand temps alors de faire Radio P.S. !

sonnel, les utilisateurs et l'Etat soient associés dans une large confrontation pour définir, des axes de programme, des structures de création, des votes originels pour l'expression de toutes les opinions au sein d'un service public revivifié et dont le principal objectif ne sera plus la servile imitation de la Radio-Télévision commerciale, recouverte et humilisée pour les spectateurs.

C'est ici que se pose un autre problème majeur : celui de la publicité.

Il est un peu facile de ne le traiter que sous l'angle économique.

Si l'on s'en tient à cet aspect, on effectue le même exercice pour l'Etat de se priver des ressources énormes que lui procurent essentiellement les « spots » publicitaires sur les chaînes de télévision T.F.1 et Antenne 2.

Et pourtant, dans sa première rédaction, le programme commun prévoyait la suppression pure et simple de la publicité de marque sur les antennes nationales. Ce n'était pas un hasard. Les rédacteurs de ce chapitre du programme avaient parfaitement en mémoire les circonstances de l'introduction de la publicité à la T.F.1.

En avril 1968, Georges Pompidou antenne le processus de privatisation des chaînes TV en imposant une loi autorisant la publicité et qui devait en toute logique aboutir à l'éclatement de l'O.R.T.F.

En réalité, la publicité n'est pas neutre, notamment dans le secteur des programmes.

Il est d'autres incidences de la publicité qui sont souvent évoquées et qui ont leur importance. Notamment le fait que, par le biais de la publicité, qui gère la publicité sur les chaînes, les petits entrepreneurs, les sociétés moyennes n'ont pas accès à l'antenne. Ce sont les sociétés monopolistiques et multinationales qui peuvent, du fait de leurs énormes moyens, payer ces tarifs élevés, assurant ainsi leur pouvoir de pression économique.

Autant de données qui posent en fait un rébus quasi insoluble. Comment garantir les ressources nécessaires à une véritable politique de programmes sans que ces programmes puissent bénéficier de l'origine de ces ressources, tout en protégeant les objectifs que se fixe le gouvernement de la gauche ?

Voilà bien du travail en perspective ! Il est évident et requerra la mobilisation de toutes les bonnes volontés.

Et si par ailleurs (et par impossible) la gauche ne l'emportait pas encore en 1978 ? Il serait grand temps alors de faire Radio P.S. !

(*) délégué du P.S. à l'audiovisuel.

LES « VARIÉTÉS » DE MONTREUX

Trop d'incohérence !

Ce ne fut pas sinistre à proprement parler. Un brouhaha constant animait le grand hall et les applaudissements qui ponctuaient régulièrement chaque projection, quelle qu'elle fût, prouvant qu'il y avait bien quatre cents personnes, directeurs de chaînes, producteurs, réalisateurs, journalistes, pour regarder, juger et comparer les trente-trois émissions présentées par vingt-neuf pays du monde entier, plus d'une centaine d'émulateurs, soit près de sept heures de projection quotidienne pendant sept jours.

On ne saurait pas très bien si les gens applaudissaient par politesse ou par réel enthousiasme, pour se réchauffer ou par chauvinisme, ou simplement parce qu'on était tenu d'applaudir à la fin de chaque projection, quoique aucun ordre écrit, ni invitation orale, ne l'ait spécifié. A la fin, cela mettait un peu de vie dans ces petits boxes ouverts où l'on allait et venait pour compter parfois combien de gens continuaient de regarder, jusqu'à ce que certains des films dont on se demandait par quel hasard et comment ils avaient pu aboutir là. Le Festival de variétés de Montreux devra montrer plus de rigueur et il ne vult pas sombrer dans l'incohérence. Savoir sur quels critères était basé le choix des émissions fut une tâche ardue, occupant les « variétés » par définition regroupées des genres variés et les genres différents, on y retrouvait des ballets sur glace et des films comiques, des shows avec vedettes, du cirque, des portraits de vedettes et des réves politiques, sortie de l'imagination d'artistes. Quinze, trente ou cinquante minutes : cela rend les comparaisons difficiles. Mais peut-on mettre sur le même plan le simple rétroéclairage d'un concert qui exige des qualités techniques, de son, d'orchestre, et une œuvre de fiction que l'on juge à la fois sur la forme et le fond ? S'agissait-il de donner la préférence à l'émission la plus gaie, ou à la formule la plus neuve, la plus inventive ? Les pays avaient-ils envoyé ce qui leur paraissait exceptionnel, le « gratin », ou, au contraire, un exemple de sa production moyenne ? Fallait-il introduire aussi ce qu'on appelle en France le « documentaire de création », genre hybride, à cheval entre le reportage sociologique et le « dramatique », assez éloigné des « variétés », et que l'on vit plusieurs fois pendant le Festival. Sans parler de la question du coût des productions.

Ces chaînes américaines comme le C.B.S. disposent pour un show de 500 000 à 700 000 dollars (une vedette peut coûter jusqu'à 35 000 dollars), ce qui est énorme si l'on considère que la France (Antenne 2, par exemple) a, pour un show de la même durée, environ 100 000 dollars, l'Allemagne fédérale 400 000, la Belgique 150 000, la Suisse 80 000, le Portugal 5 000 dollars (évaluation en comptabilité analytique).

Toute sélection est injuste, il faudrait comparer ce qui est comparable, ou, du moins, pour clarifier, établir des genres.

Le système de notation à Montreux est assez complexe, il tient compte d'éléments nombreux, comme la qualité du son et de l'image, du scénario, de l'originalité, de la valeur d'échange : cela ne donne pas des résultats entièrement satisfaisants. Et c'est peut-être pour cette raison que furent constitués à la fois un jury supplémentaire et indépendant, le jury de la presse, et, parallèlement aux projections de la Rose d'or, des projections hors concours. Le jury de la presse avait déliné ses critères dès le premier jour : « Une attention spéciale aux œuvres qui apportent de nouvelles perspectives dans le développement du domaine des variétés ». Aux projections hors concours furent montrées des émissions que les chaînes n'osaient pas présenter au Festival, même si elles les jugeaient meilleures, et elles le furent parfois. Trop d'incohérences !

Mish-Mash, l'émission yougoslave qui défie la qualité d'ensemble de la production internationale, n'a pas obtenu le premier prix. Mish-Mash a eu la Rose d'argent, après le célèbre Muppet show, émission britannique, excellents d'ailleurs, — mais nous aurions inversé l'ordre. Aient commencer par un enchantement qui apporte avec un rire léger des surprises philosophiques et politiques, qui donna même au spectateur un véritable sentiment d'exaltation. Mish-Mash, de Darko Markovic, est une suite de petits sketches visuels et musicaux, un patchwork délicat de dessins, de films et de sons. Darko Markovic a été caricaturiste d'un journal satirique de Skopje, Ostren, puis chroniqueur d'animation. Il a réalisé Stop en 1976 (« Où doit s'arrêter l'homme pour que l'humanité aille de l'avant... ») ; la Frontière, en 1976, « sur la multiplication des affrontements et des frontières » ; Strab, en 1977 (« Strab » veut dire à la fois flèches et fusillades, flèches, les directions imposées à l'homme, les directives qu'il trouve dans le matin) ; Cinq films jetés en vrac, toujours en 1977, « Hime omnibus sur l'amour, l'amitié, la corruption, le discours politique ».

Cubes et boules

Darko Markovic était à Montreux pour présenter son émission, il l'aurait volé et le sens de l'absurde, c'est le deuxième ; mais qu'il travaille pour la télévision, Mish-Mash représente, d'après lui, le principe « d'humour libre, caractéristique du pays où nous vivons ». Nous ne voulons pas nous occuper seulement des problèmes locaux, dit-il, un petit pays comme le nôtre fait partie du monde, et les problèmes des autres sont les nôtres, notre humour est engagé mais pas seulement dans un sens politique, disons que c'est la part philosophique de notre politique. Aussi a-t-il été comprise par tout le monde. Mish-Mash revendique le fantastique et le non-alignement. Oime Popovski et Nina Spilova, la présence simultanée de cubes et de boules rondes. Mais si Mish-Mash est possible à la télé-



* Dessin extrait de « Mish-Mash ».

vision yougoslave, c'est qu'elle est une « chaîne jeune, qui a besoin de talents jeunes », dit encore Darko Markovic.

Si The Muppet show est possible à la télévision britannique, c'est, tout au contraire, parce qu'il y a une tradition de liberté et d'invention. Chaque année, la télévision anglaise élève les Muppet show ont étonné tout le monde, sauf les Français, qui regardent chaque dimanche ces marionnettes pleines d'humour, qui chantent, dansent, interprètent des sketches extravagants et adorables. Réalisés par la télévision indépendante I.T.V.A.T.V., cette série a été déjà traduite en allemand, en italien, en espagnol, en portugais, elle n'aura pas de mal à se vendre dans le monde.

Ce furent sans doute les deux émissions « patilles » de Montreux, à la fois les plus drôles et les plus intelligentes, irréprochables esthétiquement et techniquement. Il faudrait en signaler d'autres, qui apportent des idées, des perspectives. Les us remember, de Jack White (C.B.C., Canada), évoque derrière les chaînes, l'histoire, et derrière l'histoire, ceux qui la font ; il y a dans ce mouvement incessant entre les documents et la reconstruction, entre les témoins encore vivants et leurs interprètes d'aujourd'hui, des émotions qui passent, et un peu de cette pluie qui noie les deux premières guerres mondiales. Soldats d'élite, le guerre, de Massimo Franciosi et Eros Macchi (RAI, Italie), trouve aussi ses racines dans l'histoire mais le point de vue est beaucoup plus politique. Le récit de la naissance de l'Italie sous Garibaldi amène des réflexions dont les prolongements en présent sont évidents.

Il faudrait citer l'Autriche (Beschwichtigungshow) qui a réussi une satire du show, l'Allemagne fédérale (les Choses de l'amour) avec son portrait psychanalytique d'une vedette, les Etats-Unis (Sils and Burnell at the max), la Hollande (At my time of life), regard humoristique sur la vieillesse, le Tron (Norvège), la Belgique (avec son émission hors concours Herman Van Veen) mais pourquoi, ailleurs, tant d'ant de gags laborieux, primaires, vulgaires ? La Tchecoslovaquie et l'Espagne ont donné des exemples étonnables d'humour conventionnel et petit-bourgeois, de plaisanteries douteuses, infantiles, régressives, il était difficile de ne pas fuir. Tout le monde ne peut pas être Voltaire ou Buster Keaton, mais les chaînes, elles aussi, ont de lourdes responsabilités.

CATHERINE HUMBLLOT.

ERS UN « CONSORTIUM NATIONAL DES STATIONS LIBRES »

L'anarchie s'organise en Italie

Le lancement d'une chaîne de télévision privée, « Télé Coop 55 », constitue, en matière d'audiovisuel, le plus récent épisode des dirigeants du parti communiste italien. Cela apprend, les amis de M. Enrico Berlinguer étaient jusqu'à présent hostiles à l'investissement des radios et des télévisions « libres » dans la péninsule. Ils intéressaient beaucoup plus au délicat partage des responsabilités au sein de la radio-télévision nationale (RAI) et la défense du service public.

En prenant cette décision — au moment où les partis se concertent pour gérer la répartition des ondes — le P.C.I. semble vouloir mettre, en quelque sorte, un second fer au feu. En effet, aujourd'hui, l'avenir des radios et des télévisions privées est, en effet, royalement lié à l'évolution de la situation politique. A Rome, le mois dernier, certains, comme M. Boni, directeur des relations internationales à la RAI, le savaient très bien : « Si le P.C.I. et la démocratie chrétienne parviennent à un accord ou à un compromis historique », les télévisions privées perdront de leur importance et leur nombre diminuera.

Inversement, un désaccord entre ces deux partis s'accompagnerait d'une multiplication des moyens d'expression.

On n'en est pas là, et les partis restent mal à la tentation. Radios et télévisions « libres » pourraient bien, en cas de besoin, servir un jour, pour les uns et pour les autres, de contrepois à la relative puissance des ondes d'Etat.

La question ne se pose pas si il y a encore deux ans. Jusqu'au printemps 1976, les démocrates-chrétiens contrô-

laient la radio et les deux chaînes de télévision nationales. Les stations privées étaient interdites en raison du monopole de la RAI et le P.C.I., solitaire, s'adonnait à des expériences de vidéo, intéressantes mais limitées (la Monde daté 15-16 mai).

La fin d'un règne

Brusquement, le décor change. Le 14 avril 1976, une loi de réforme soustrait la RAI au contrôle de l'exécutif et la soumet à celui du Parlement. Les démocrates-chrétiens perdent une partie de leur pouvoir. Quatorze mois plus tard, le P.C.I. obtient 34,4 % des voix aux élections législatives de juin 1976. Un succès qui lui permet de revendiquer un nouveau partage des responsabilités dans la radio-télévision d'Etat. Aussi, dans l'actuel conseil d'administration de la RAI, nommé en janvier 1977, les communistes occupent-ils quatre sièges au lieu de deux. La démocratie chrétienne, elle, en a perdu un (six au lieu de sept). Les socialistes en conservent trois tandis que les partis républicain, libéral et social-démocrate se partagent les trois postes restants.

Dans le même temps, le 25 juin 1976, sur décision de la Cour constitutionnelle, le monopole d'Etat disparaît. Dès lors, les rares stations « pirates » qui fonctionnaient déjà, deviennent « libres » (la Monde daté 11-12 juillet 1976). Et c'est l'explosion : dans toute la péninsule, stations et émetteurs se multiplient. Bien vite aussi, c'est la radio-phonie : plus de mille deux cents radios « libres » en Italie, dont une centaine, environ, à Rome : soixante télévisions

en moyenne (difficile de donner un chiffre exact), dont une dizaine dans la capitale.

Caractéristique commune à ces excès : ils échappent, dans leur grande majorité, aux structures politiques classiques. Leurs promoteurs sont souvent de petites sociétés fraîchement créées. Parfois, aussi de gros commerçants qui se lancent dans la télévision avec 30 ou 40 millions de lires, en espérant recueillir la manne publicitaire (la Monde daté 20-21 février). Ainsi, pour M. Giovanni del Piano, propriétaire d'un magasin d'électronique à Rome et qui dirige actuellement le G.B.R. (la « télé-libre » la plus regardée, à l'en croire, de tout le Latium) : « Nous faisons des émissions régionales, sans aucune coloration politique », affirme-t-il, bien qu'une partie des journalistes qu'il emploie aient fait l'essentiel de leur carrière dans la presse de droite.

Des jeunes « pionniers »

Avec des moyens dix fois plus modestes, certains ont tenté l'aventure radiophonique. Musique en tous genres et « flashes » publicitaires saturant ainsi les ondes italiennes quand ils ne perturbent pas, comme ce fut le cas dernièrement à Turin, le trafic aérien. De qualité médiocre pour la plupart, certaines de ces stations privées ne sont pourtant un problème dans la situation de crise que traverse aujourd'hui l'Italie, comme celles qu'animent des équipes proches de la gauche extra-parlemen-

taire : « Radio Città-Futura » ou « Radio Roli », à Rome ; « Radio Alice », à Bologne.

Très vite, en effet, les émissions et les informations des radios « gauchistes » ont dérangé les partis politiques — et notamment ceux de la gauche traditionnelle. « Animées par de jeunes militants à l'esprit « pionnier », explique Mme Lancia Castellina, députée d'extrême gauche (P.D.U.P.) et l'une des dirigeantes du quotidien Il Manifesto, ces radios se sont attiré la méfiance des communistes et des socialistes, qui les ont combattues ».

Décidées à diffuser une « contre-information », ces stations, qui se baptisent « démocratiques », effectuent, à l'occasion, quelques coups d'éclat. Ainsi, il y a deux mois environ, « Radio Città Futura » et « Radio Radicale » ont retransmis, en direct de l'Assemblée nationale grâce à un micro clandestin, le débat sur l'affaire Lockheed, dans laquelle sont compromis deux anciens ministres. En outre, chaque jour, des émissions restent en question les rapports sociaux, la morale traditionnelle et le jeu politique classique, à commencer par la stratégie du « compromis historique » prônée par le P.C.I. Ces débats, auxquels participent parfois des communistes, à titre individuel, s'adressent surtout aux jeunes (étudiants, chômeurs, etc.) et aux femmes. Bref, à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont des raisons de combattre la politique des « grands partis », P.C.I. en tête.

CATHERINE GUIGON.
(Lire la suite page 10.)

28 mai 1977 : jour J de la musique amateur

SOIXANTE-DIX MILLE diplômes ont été envoyés à nos concitoyens, d'une façon ou d'une autre, pratiquant la musique, qu'ils étudient dans les conservatoires des grandes et petites villes, qu'ils travaillent pour les maisons de jeunes, les centres culturels ou les maisons de la culture, qu'ils animent des chorales ou des orchestres, qu'ils adhèrent à une discothèque ou aux Jeunes musiciens de France ; France-Musique a donc bien le sursaut, pour le deuxième jour J de la musique, qui aura lieu le 28 mai.

En 1976, la première opération de ce genre a permis de constituer un inventaire sonore des activités de nombreuses associations musicales : tout au long de l'année ont été diffusées des émissions enregistrées par des chasseurs de son, eux-mêmes amateurs. Cette vaste manifestation s'élargit encore (la Monde du 20 mai). Le programme spécial diffusé tout au long de la journée du 28 mai donnera un aperçu des activités diverses des musiciens amateurs — les Français, mais aussi ceux qui habitent les pays limitrophes : de la fanfare à la musique de chambre, en passant par le jazz, le folklore ou les variétés. Le 28 mai, les producteurs de France-Musique se déplaceront pour assister des émissions en direct de Strasbourg, de Metz, de Marseille, de Nice, de Bordeaux, de Bruxelles, de Rome, de Lisbonne, etc. Les quelque cinq cents rencontres prévues devraient permettre d'engager des actions permanentes en faveur de la musique amateur et fournir en tout cas la matière de programmes à venir.

RADIO-TELEVISION

LES ÉCRANS DE L'AMÉRIQUE

Treize heures avec Galbraith

PERSONNE ne s'était risqué jusqu'à présent à présenter l'économie sous forme de feuilleton sur le petit écran. Le professeur John K. Galbraith, économiste de choc qui partage son temps entre les murs couverts de livres de l'université Harvard, les pentes neigeuses de Gilead et les bureaux ministériels de Washington, a relevé le défi et va présenter, à partir de cette semaine, une série de treize émissions qui s'inscrivent dans l'histoire et de praxis économique : l'âge de l'incertitude.

Brillant causeur, rompu aux ecrouballes intellectuelles, maniant l'ironie avec dextérité, sachant désamorcer les objections avant qu'elles ne soient formulées, passant de l'humour glacé à la pitié la plus désolée ou à l'analyse la plus fouillée, à la réflexion la plus éblouissante en l'espace d'une seconde, dégageant à perte de vue et trébuchant sur son sujet de souvenirs personnels, d'anecdotes, d'opinions

sur la nature humaine, le déterminisme, la guerre froide, la psychanalyse, les mœurs contemporaines, l'ancien conseiller pour les affaires économiques de John F. Kennedy jingle, traite heures durant, avec les théories, cite des exemples, démasque, démonte et corrige, taquine et lance les pères fondateurs de l'économie moderne (Keynes, Marx, Ricardo).

Ce n'est pas un séminaire, ni même un cours, mais une promenade guidée par l'un des Américains les plus intelligents, un économiste iconoclaste tenu par les économistes dits sévères dans le même estime que Malthus l'était par les critiques d'art. L'économie est pour Galbraith une affaire trop sérieuse pour être confiée aux soins des seuls économistes. Les téléspectateurs américains n'auront pas perdu leur temps avec cet acteur prodigieux doublé d'un sage — le confrère d'un pédant.

LOUIS WIZNITZER.

EN ITALIE

Vers un «consortium des stations libres»

(Suite de la page 9.)

Naguère gênantes, ces radios deviennent, aujourd'hui, inquiétantes pour l'ordre public. En février et mars derniers, alors que des manifestations violentes se déroulaient dans plusieurs villes, un Sicilien s'écrit sur les ondes de «Radio Popolare», à Milan : «Une seule solution, la lutte armée». A Bologne, un défilé tourne à l'émeute : le 11 mars, tandis que les étudiants se battent et que Francesco Lo Russo, militant d'extrême gauche, est tué par un policier, «Radio Alice» donne de la voix. Ses jeunes «reporters» décrivent en direct les mouvements des forces de l'ordre dans la ville et lancent des appels à divers rassemblements. Ce qui sera qualifié d'appel à la «guérilla urbaine». Perquisitionnée, puis fermée à la suite de ces événements, «Radio Alice» a repris depuis peu ses émissions.

La situation est aussi tendue à Rome. Le ministre de l'Intérieur, M. Francesco Cossiga, a d'ailleurs annoncé récemment son intention de déposer plainte contre «Radio Città Futura» pour «incitation à la délinquance».

Un partage délicat

Face à ces radios contestataires, démocrates-chrétiens et communistes ont, en principe, la même attitude hostile. En revanche, l'essentiel demeure : tout, en Italie aujourd'hui, est affaire de partage entre ces deux puissants partis (73 % des voix, à eux deux, aux dernières élections législatives).

Partage des responsabilités, tout d'abord, à l'intérieur de la RAI. La réforme de la radio d'Etat italienne — qui créait deux chaînes concurrentes : «Rete I», dirigée par des démocrates-chrétiens (vingt millions de téléspectateurs) et «Rete II», dirigée par des laïcs (six millions de téléspectateurs) — est régulièrement remise en cause. Pour les communistes, en effet, il ne saurait être question de se laisser cantonner dans la deuxième chaîne.

«Nous sommes dans une période de lutte pour faire appliquer, sur le terrain, la réforme de la RAI», reconnaît M. Ivano Cipriani, spécialiste des questions audio-visuelles et journaliste au quotidien de tendance communiste *Paese Sera*. Une «lutte» qui se traduit, d'après M. Boni, par un travail soutenu du P.C.I. à l'intérieur de la première chaîne de télévision, «C'est là que l'on trouve les communistes les plus actifs», affirme-t-il, «là également que les producteurs de gauche, comme Elio Petri, cherchent à diffuser leurs œuvres».

625-819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 15 h. : Le Journal d'Yves Mourousi ; 20 h. : Le Journal de Roger Guédenq (le dimanche, Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 19 h. 45) ; Vers 23 h. : TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaut. Pour les jeunes : «Les Infos», de Claude Pissard (le mercredi, 17 h. 15).

A 2 : 13 h. : Journal (le samedi à 12 h. 50 : magazine Samedi et dimanche) ; 18 h. 45 (samedi et dimanche) : «Flash» ; 20 h. et vers 23 h. : Journal.

FR 3 : 19 h. 55, «Flash» (samedi le dimanche) ; Vers 23 h. : Journal.

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 (le dimanche) : 9 h. 15, A Bible ouverte ; 9 h. 30, La source de vie (le 22), Orthodoxie (le 29) ; 10 h. : Prière protestante ; 10 h. 30, Le Jour du Seigneur, la tradition et les traditions (le 22) ; Messe en la chapelle de l'Institut catholique de Lille, Nord (le 22) ; en l'église abbatiale des cisterciennes de Lichenbach, à Baden-Baden, Allemagne (le 29).

Régulières

FRANCE-INTER : (Informations toutes les heures) ; 5 h. : J.-P. Allain ; 6 h. 40, Philippe Gildes ; 9 h. : Journal de Christiane Collange ; 9 h. 06, Denise Fabre ou Christiane Morla ; 10 h. : Pile ou face ; 11 h. 30, Cash ; 13 h. : Journal d'André Arnaud ; 13 h. 30, Les dossiers extraordinaires ; 14 h. : Une femme, un homme ; 15 h. : Faibles-moi dire ; 17 h. : Basket ; 18 h. 30, Journal de Pierre Lescaur ; 19 h. 30, Jean-Michel Desjeunes ; 21 h. : François Dreyer ; 22 h. 30, Europe-Soir ; 22 h. 45, Druguère ; 24 h. : G. Saint-Brès.

R.T.I. (Informations toutes les heures) ; 5 h. 30, Maurice Favre ; 9 h. : A.M. Peyron ; 11 h. 30, Le Bingo ; 13 h. : Le Journal d'Alexandre Balod ; 13 h. 30, Disque d'or ; 14 h. : 15 h. : Menie Grégoire ; 14 h. 30 : 15 h. 30, Appel, on est là ; 16 h. 30, Ce soir à la télé ; 18 h. 30, Journal de Jacques Paoli ; 19 h. : Hiv-Parade ; 21 h. : Les con-

ciers sont sympas ; 22 h. : Journal ; 0 h. : Variétés.

RADIO MONTE-CARLO (Informations toutes les heures) ; 5 h. 30, L'heure solo ; 9 h. 30, L'heure fanatique ; 11 h. 30, L'heure de la vie ; 13 h. : L'heure actualité ; 14 h. 30, L'heure espoir ; 15 h. 40, L'heure vérité ; 17 h. : L'heure plus ; 18 h. 30, L'heure bilan ; 19 h. : L'heure hit ; 20 h. 30, L'heure de rêve ; 0 h. : L'heure moros.

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE (le dimanche) : 7 h. 15, Horizon ; 8 h. : Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, L'Union rationaliste (le 22), La Fédération française de droit humain (le 29) ; 10 h. : Messe.

Radioscopiques

FRANCE-INTER : 17 h. : Jacques Chancel reçoit François Jaut-

Petites ondes - Grandes ondes

EUROPE 1 (Informations toutes les heures) ; 5 h. : J.-P. Allain ; 6 h. 40, Philippe Gildes ; 9 h. : Journal de Christiane Collange ; 9 h. 06, Denise Fabre ou Christiane Morla ; 10 h. : Pile ou face ; 11 h. 30, Cash ; 13 h. : Journal d'André Arnaud ; 13 h. 30, Les dossiers extraordinaires ; 14 h. : Une femme, un homme ; 15 h. : Faibles-moi dire ; 17 h. : Basket ; 18 h. 30, Journal de Pierre Lescaur ; 19 h. 30, Jean-Michel Desjeunes ; 21 h. : François Dreyer ; 22 h. 30, Europe-Soir ; 22 h. 45, Druguère ; 24 h. : G. Saint-Brès.

Régulières

FRANCE-INTER : (Informations toutes les heures) ; 5 h. : J.-P. Allain ; 6 h. 40, Philippe Gildes ; 9 h. : Journal de Christiane Collange ; 9 h. 06, Denise Fabre ou Christiane Morla ; 10 h. : Pile ou face ; 11 h. 30, Cash ; 13 h. : Journal d'André Arnaud ; 13 h. 30, Les dossiers extraordinaires ; 14 h. : Une femme, un homme ; 15 h. : Faibles-moi dire ; 17 h. : Basket ; 18 h. 30, Journal de Pierre Lescaur ; 19 h. 30, Jean-Michel Desjeunes ; 21 h. : François Dreyer ; 22 h. 30, Europe-Soir ; 22 h. 45, Druguère ; 24 h. : G. Saint-Brès.

R.T.I. (Informations toutes les heures) ; 5 h. 30, Maurice Favre ; 9 h. : A.M. Peyron ; 11 h. 30, Le Bingo ; 13 h. : Le Journal d'Alexandre Balod ; 13 h. 30, Disque d'or ; 14 h. : 15 h. : Menie Grégoire ; 14 h. 30 : 15 h. 30, Appel, on est là ; 16 h. 30, Ce soir à la télé ; 18 h. 30, Journal de Jacques Paoli ; 19 h. : Hiv-Parade ; 21 h. : Les con-

ciers sont sympas ; 22 h. : Journal ; 0 h. : Variétés.

RADIO MONTE-CARLO (Informations toutes les heures) ; 5 h. 30, L'heure solo ; 9 h. 30, L'heure fanatique ; 11 h. 30, L'heure de la vie ; 13 h. : L'heure actualité ; 14 h. 30, L'heure espoir ; 15 h. 40, L'heure vérité ; 17 h. : L'heure plus ; 18 h. 30, L'heure bilan ; 19 h. : L'heure hit ; 20 h. 30, L'heure de rêve ; 0 h. : L'heure moros.

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE (le dimanche) : 7 h. 15, Horizon ; 8 h. : Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, L'Union rationaliste (le 22), La Fédération française de droit humain (le 29) ; 10 h. : Messe.

Radioscopiques

FRANCE-INTER : 17 h. : Jacques Chancel reçoit François Jaut-

Écouter-voir

● LE GRAND ÉCHUIQUET : ALAIN LOMBARD. — Jeudi 26 mai, A2, 20 h 30.

Jacques Chancel prendrait-il des risques ? L'invité d'honneur du « Grand Échiquet » ne justifie, cette fois-ci, sa présence ni par un âge canonique ni par de particuliers succès mondains. Musicien de talent, certes, mais musicien « provincial », maître d'œuvre de l'Opéra du Rhin, Alain Lombard n'a que son charme — certain — son mérite et son attaché de presse pour carte de visite.

Alain Lombard ? Moins de quarante ans, ancien assistant de Léonard Bernstein à New-York et de Karajan à Salzbourg, médaille d'or du concours Mitropoulos, baguette tumultueuse et lyrique, « play-boy » désinvolte et bicheur, oreille sans défaut, gendre non parisien, mais locale, nationale et internationale : un « chef » et une exception.

● ESSAI : MILOZ OU LA FOUDRE DE DIEU. — Vendredi 27 mai, France-Culture, 20 h.

Des voix d'hommes, des voix de femmes, voix graves ou aiguës, voix sèches ou modulées, jeunes ou vieilles, lentes ou saccadées, pour dire les poèmes de Milosz, le Lituanien — poèmes extraits de *Miguel Monar*, de *Méphisto*, des *Solennes de Don Juan*, de *L'Amour et l'Initiation* ou simplement de la correspondance de l'écrivain, Jean Cocteau a « traité » ces textes, pour les rendre à

leur musique, pour les faire d'abord entendre et non pour les analyser. Cette émission est un essai de création sonore et non une étude littéraire. L'explication vient en contrepoint, sans s'imposer : deux spécialistes, l'un Guy Suarez, homme de théâtre, l'autre, Jean Bellemain Noël, universitaire, évoquent les grandes interrogations de l'œuvre. Ils parlent du passage progressif de la poésie à la prophétie, du Christ et de l'Évangile, du temps, de l'amour et du jugement dernier. Le poète aurait cent ans.

● ANNIVERSAIRE : L'HOMME QUI RESTE ET L'HISTOIRE QUI PASSE (TITO ET LA YUGOSLAVIE). — Samedi 28 mai, France-Culture, 14 h. 5.

Né le 25 mai 1892, Josip Broz, fils de paysans croates pauvres, fut, durant la première guerre mondiale, un soldat autrichien. Après avoir été prisonnier des Russes, il adhère à la section yougoslave du parti bolchévique, puis devient, en 1937, secrétaire général du parti communiste yougoslave. Il est, toujours, quarante ans plus tard, et porte le nom de Tito. Le président de la République fédérale yougoslave a lui-même forgé une formule originale du socialisme et maintenu son pays dans un équilibre fragile entre l'Est et l'Ouest.

Réalisé par Michel Barthélemy, ce long dossier (plus de deux heures) retrace la vie d'un homme entré depuis

longtemps dans l'histoire et explique le « sentiment national » ressenti dans un état composé de six peuples qui parlent trois langues différentes. Des extraits de discours, des entretiens avec diverses personnalités complètent ce portrait d'anniversaire. Stane Dolanc, secrétaire de la Ligue des communistes de Yougoslavie conclut : « Après Tito, il ne peut y avoir que Tito. » C'est la première fois que le secrétaire du comité exécutif de la présidence de la R.S.F. de Yougoslavie exprime sa position à ce sujet.

● SÉRIE : LA SAGA DE FRANÇAIS ; FICHES DE VOÛX. — Lundi 30 mai, A2 21 h 55.

M. et Mme Le Poltevin ont trente ans d'ancienneté aux P.T.T. M. et Mme Paquet, à peine dix ans. Deux couples, deux générations différentes qui affrontent différemment la vie de fonctionnaire. A La Source, près d'Orléans, entre les terrasses de béton et les congés organisés, il y a le sentiment de sécurité ou la révolte sourde, obscure, la fierté du métier ou l'ennui répété.

C'est en 1974 que Michel del Castillo commençait la série la Saga des Français, regard attentif, précis, en même temps qu'essai d'écriture, sur la France d'aujourd'hui. Interrompue à la suite de l'éclatement de l'O.R.T.F., la série reprend aujourd'hui, et c'est tant mieux. Fichiers de cœur, de Michel Castillo et Simone Vannier, aborde le monde de l'administration par le biais du reportage : un monde étouffant.

Les films de la semaine

● LES TONTONS FLINGUEURS, de Georges Lautner. — Dimanche 22 mai, TF 1, 20 h. 30.

Un classique de la série noire parodique, porté par un des meilleurs dialogues d'Audard (toujours en situation) et une mise en scène à gags bien rythmée, Lino Ventura fait, avec flegme, un numéro à la Gamin, au milieu de truands fantoches et face à Sabine Sinjen, jeune vedette allemande et collégienne « j'y » qui apporte son grain de sel ingénu à la sauce piquante mûronnée par les flingueurs.

● PARTIR, de Maurice Tournier. — Dimanche 22 mai, FR 3, 22 h. 30.

En pleine vogue du roman cosmopolite (celui qui a inspiré le film est de Roland Dorgelès), l'histoire d'un beau gars (Richard Berry) (il a des excentricités) partant vers l'Indochine — les « ailleurs » — sur un bateau avec la « femme de sa vie », artiste lyrique. Au bout du voyage, l'échec. Déjà un parfum de Prévert et Carné.

● POINT LIMITE ZERO, de Richard C. Sarafian. — Lundi 23 mai, TF 1, 20 h. 30.

Une voiture filant à toute allure du Colorado à San Francisco, pour gagner un pari et défer la police. La « contestation » des jeunes réinterprète — avec brio — par une production hollywoodienne. Un certain décor social traversé par des hippies et un Noir aveugle, animateur d'une radio locale, qui prend parti pour le héros fou du volant dans la répression, tandis que la majorité silencieuse s'organise sa riposte.

● LE RIDEAU DECHIRE, d'Alfred Hitchcock. — Lundi 23 mai, FR 3, 22 h. 30.

Un savant américain, faux transfuge et véritable agent secret, passe en Allemagne de l'Est pour une dangereuse mission. Hitchcock retourne et démonte les clichés du film d'espionnage, conduit son personnage, accompagné d'une fiancée petite-bourgeoise qui vit les mêmes dangers par

amour et fidélité, dans une sorte de descente aux enfers. Car ce suspense à faire frémir d'horreur peut être considéré comme une allégorie.

● MA GEISHA, de Jack Cardiff. — Mardi 24 mai, A2, 20 h. 30.

Pour cette soirée minimale et à la place des Dossiers de l'écran, un mariageage peu crédible, qui met face à face, à leur lieu, mari et femme. Lui (Yves Montand) en metteur en scène à complexes. Elle (Shirley Mac Laine) en star, distillée par amour sous la lourde perrière de Madame Butterfly et, par là-même, méconnaissable. Il y a un peu de bonne volonté.

● LES TARTARES, de Richard Thorpe. — Mardi 24 mai, FR 3, 20 h. 30.

Thorpe perdu dans les méandres d'un film « historique » à l'italienne avec Tartares et Vikings. Russie du Moyen Âge très approximative et multiples personnages occupés à se tuer. On n'y comprend pas grand-chose mais les clichés des armes sonnent fort. Quelques plans pittoresques d'Orson Welles venu lui se faire un peu d'argent.

● LIZA, de Marco Ferreri. — Mercredi 25 mai, FR 3, 20 h. 30.

Le scénario et le personnage de Catherine Deneuve — qui tue le chien de l'homme qu'elle aime pour prendre son collier et se faire « femme-chienne » — auraient sûrement inspiré Buñuel. Ferreri s'est égaré dans une parodie de la comédie américaine et une fable pas très claire sur l'amour fou et l'autodestruction. La vie et la passion sont pétrifiées par les symboles, mais le mystère de certaines images fascine.

● ROCCO ET SES FRÈRES, de Luciano Visconti. — Jeudi 26 mai, FR 3, 20 h. 30.

Une famille du sud de l'Italie transplantée dans la jungle de Milan, métropole industrielle. Destinées diverses des membres du clan dans une suite de chapitres où se mani-

festent les qualités plastiques de Visconti et sa maîtrise de la direction d'acteurs (Alain Delon et Annie Girardot métamorphosés). Un glissement du roman naturaliste vers la tragédie à la Dostoevski. Un peu long, peut-être, mais puissant et d'une grande intensité dramatique.

● QUELQUE PART, QUELQU'UN, de Yannick Bellon. — Vendredi 27 mai, A2, 22 h. 50.

L'angoisse de l'échec, du vieillissement et de la solitude dans un film unanimiste où s'esquissent les vies parallèles de plusieurs personnages perdus dans un Paris inhumain. Pour ce premier long métrage, Yannick Bellon a fait un peu trop référence aux recherches formelles du court métrage français dans les années 60 ; mais elle a exprimé beaucoup de sensibilité et d'émotion.

● HARVEY, de Henry Koster. — Dimanche 29 mai, TF 1, 17 heures.

James Stewart, flanqué d'un grand lapin blanc imaginaire — il est le seul à le voir et lui parle au grand ahurissement de son entourage — apporte avec lui le souvenir des comédies de Frank Capra. Saïre souriante d'un petit monde provincial et des traitements psychiatriques.

● LES VIKINGS, de Richard Fleischer. — Dimanche 29 mai, TF 1, 20 h. 30.

Un grand mélodrame historique où passe le souffle de l'épopée grâce à la vigueur de la mise en scène. Des combats magnifiquement réglés, une violence lyrique qui emporte. Mise en valeur esthétique des paysages naturels par la photographie de Jack Cardiff. Ce n'est plus une imagerie hollywoodienne mais, du grotesque au grandiose, la « peinture » d'un artiste.

● AU NOM DE LA LOI, de Maurice Tourneur. — Dimanche 29 mai, FR 3, 22 h. 30.

Un policier amoureux d'une femme mystérieuse et mêlée aux agissements d'une bande de trafiquants de drogue. Atmosphère romanesque, technique à l'américaine et

belle création de Marcel Chantal.

● SEBERT ET L'OMNIBUS d'Yves Robert. — Lundi 3 mai, A2, après-midi.

Après le succès de *la Gacra des boutons*, Yves Robert a fait de Petit Gibus, un des jeunes personnages de ce film, le héros enfant d'un comédie où il fait tourner, par ses fantaisies, son goût du jeu et son imagination, les adultes en bourriques. Verc, truculence et tendresse dans un spectacle familial.

● SHOW BOAT, de Georg Sidney. — Lundi 30 mai, TF 1, 17 heures.

Un théâtre flottant sur le Mississippi, les amours de tendre Magnolia et du très séduisant Gaylord Ravenal et des refrains qui ont fait le tour du monde depuis que le roman d'Edna Ferber a été transformé en comédie musicale. Mise en scène à grand spectacle et couleurs éclatantes. Dans le personnage de Julie la métisse, Ava Gardner des quelle apparaît, éclipsent tous ses partenaires.

● FRIC-FRAC, de Maurice Lehmann. — Lundi 30 mai, TF 1, 20 h. 30.

Aux côtés d'Arietty et de Michel Simon, créateurs de la pièce célèbre d'Edouard Bourdet, Fernand a remplacé le délicieux Victor Boucher. À part cela, c'est une transposition fidèle, les effets comiques portent bien et les expressions argotiques font rire, une fois de plus, d'autant que les acteurs sont éblouissants.

● FORTUNAT, d'Alex Joffé. — Lundi 30 mai, FR 3, 20 h. 30.

Le postulat selon lequel Michèle Morgan peut tomber dans les bras de Bourvil est facilement accepté grâce à la vérité humaine des personnages et à l'émotion de ce drame — dont le véritable sujet est la paternité d'occasion — situé sous l'occupation. Les questions — trop discrètes sans doute — de ce film de Joffé ont été méconnaissables lors de sa sortie en 1960.

...et au jour le jour

FRANCE-INTER : 12 h. : Alain Peyrerie (le 22). TF 1 : 22 h. 15, Richard Nixon et la politique étrangère (le 22) ; 22 h. : René Haby et les représentants des syndicats et fédérations des parents d'élèves (le 25) ; 21 h. 40, Richard Nixon, les derniers jours (le 26). FR 3 : 20 h. 30, M. Oddvar Nordli, ministre norvégien de l'industrie et du pétrole (le 27).

Les émissions de TF 1 diffusées en couleurs dans la région parisienne sont relayées tous les jours, sauf le dimanche, par FR 3 de 12 h. 15 à 18 h. 30.

MÉTÉOROLOGIE

FRANCE-INTER (sauf les mardis) : 7 h. 30 et vers 18 h. 55. FRANCE-CULTURE : 9 h. 5 12 h. 30 19 h. 30 et 23 h. 55.

Joseph Lito

La Charente-Maritime

Trop riche pour être prospère ?

FRANCE pays des petites France. Au royaume de la diversité la Charente-Maritime serait reine. La prière ouvre la session du conseil général en rendant hommage à un conseiller récemment décédé. « Un parfait Sudiste », dit-il d'entrée de discours. Le qualificatif ne surprend pas, tant sont acceptées les différences géographiques, économiques, sociologiques qui séparent le nord du département, c'est-à-dire l'Aunis autour de La Rochelle et le sud, c'est-à-dire le Saintonge avec, au centre, un extrême nord aux confins du Morais poitevin et un extrême sud en bordure de la Gironde et de la Charente.

Charente et maritime. Le nom lui-même indique qu'à cette coupe entre nord et sud s'en ajoute une autre entre est et ouest. Il y a la côte entre La Rochelle et Royan, les îles au large. Il y a l'arrière-pays nettement continental sinon dans le climat du moins dans les mœurs.

Ces différences, on ne peut les ignorer. Il arrive qu'on les durcisse jusqu'à en faire des oppositions. Un livre blanc sur le département a été commandé, préparé et discuté par le conseil général. Ses conclusions, n'ont pas encore été rendues publiques. Elles risquent de ranimer les amertumes du Sud qui se dit oublié, mal desservi, mal équipé, menacé de perdre ses hommes, à coup sûr, mais les réussites de La Rochelle. Elles obligeront à s'interroger une fois de plus sur les chances que propose et le fardeau qu'impose un littoral surchargé de touristes durant deux mois d'été, mais aussi le reste de l'année.

Contrastes dans le pays, diversité dans les richesses. Ce département, on peut dire qu'il existe ailleurs que sur la carte : il paraît en tout cas disposer de tous les atouts. Industriels, avec la grosse industrie installée à La Rochelle, les chantiers navals relayés par ceux de la plaisance. Agriculture avec des productions céréalières et animales traditionnelles qui ont presque oublié le prestige des vignes et du cognac. Maritimes avec le pêche et la première ostré-

culture de France. Touristiques avec les ressources du littoral et le « bésé » des îles. Militaire, par exemple à Rochefort qui vit et vitra de sa base. La panoplie est complète : trop complète ? Un responsable du département explique : « Nous avons toujours plusieurs têtes au feu, plusieurs plans sur le jeu. Il y a toujours chez nous un ou plusieurs secteurs en crise mais en même temps un ou plusieurs secteurs en bonne santé. »

Est-ce pour cela que le Charentais, on le dira, hésite toujours à noircir les situations et à exacerber les conflits. Tout sauf le meilleur ou le pire. La rançon de cette sagesse, on redoute parfois que ce soit l'acceptation d'une certaine médiocrité. Trop riches pour être prospères ? C'est ce que veut dire un élu : « Nous sommes un département moyen ; il faut que nous perdions ce goût du moyen. »

Aujourd'hui, de la moyenne on s'orienterait plutôt vers la baisse. La crise de l'emploi, chez les jeunes, chez les femmes, surtout ; la crise des débouchés, elle se retrouve presque partout : sur le littoral et dans l'arrière-pays, dans les grandes et petites industries, dans l'agriculture où le pêche, dans le cognac bien sûr. Difficultés passagères ou plus profondes tenues aux événements ou aux structures ? La question est posée depuis plusieurs années, avec quelques interrogations assez exemplaires sur lesquelles l'ensemble des responsables, quelle que soit leur origine et à quelque bord qu'ils appartiennent, tombent aisément d'accord.

Quelles pistes choisir pour le développement du département, quel secteur pousser, quelle région encourager ; et cela sans que les objectifs soient contradictoires ? Un exemple : le tourisme — mais à quel prix ? — paraît offrir une véritable ouverture. A condition que le soleil de mieux accueillir ses visiteurs ne conduise pas le Charente à gâcher ses ostréiculteurs.

Autre cas et très litigieux : doit-on d'abord s'attacher à renforcer le poids de La Rochelle ou de Rochefort pour en donner une « crédibilité industrielle » ; doit-on préférer miser sur ces « usines à la campagne » inventées dans la région et pour lesquelles la région paraît faite ? Le maire de La Rochelle ne mâche pas ses mots. « On ne développe pas une région, dit M. Michel Crépeau, on s'appuie sur le marginal. Une stratégie industrielle se développe à partir de quelques points forts : chez nous : Angoulême, Poitiers et La Rochelle qui devrait devenir le Grenoble de l'Atlantique. L'usine à la campagne, c'est l'usine dans les choux. » Le président du conseil général, M. Josy Molner, résume : « Sa capitale, dit-il, apporte beaucoup au département. Il faut développer notre grosse industrie, mais sans oublier la moyenne, la petite ; il faut faire participer notre agriculture au progrès économique. Le plus grave, c'est notre échec à mettre en place une véritable industrie agro-alimentaire. »

C'est ici qu'apparaît la deuxième interrogation. Peut-on créer dans cette région une véritable solidarité régionale et départementale ? Polito-Charentais, ce n'est guère que quatre départements vivant côte à côte, pas ensemble ; aucun soul par exemple de prendre en charge le littoral commun à tous ; aucun véritable effort pour faire de La Rochelle le grand port atlantique des quatre. Et, dans le département, peut-on raisonnablement envisager de prévoir dans un avenir proche trois aérodromes civils de taille nationale : celui de La Rochelle ; les futurs, ceux de Royan et de Rochefort ?

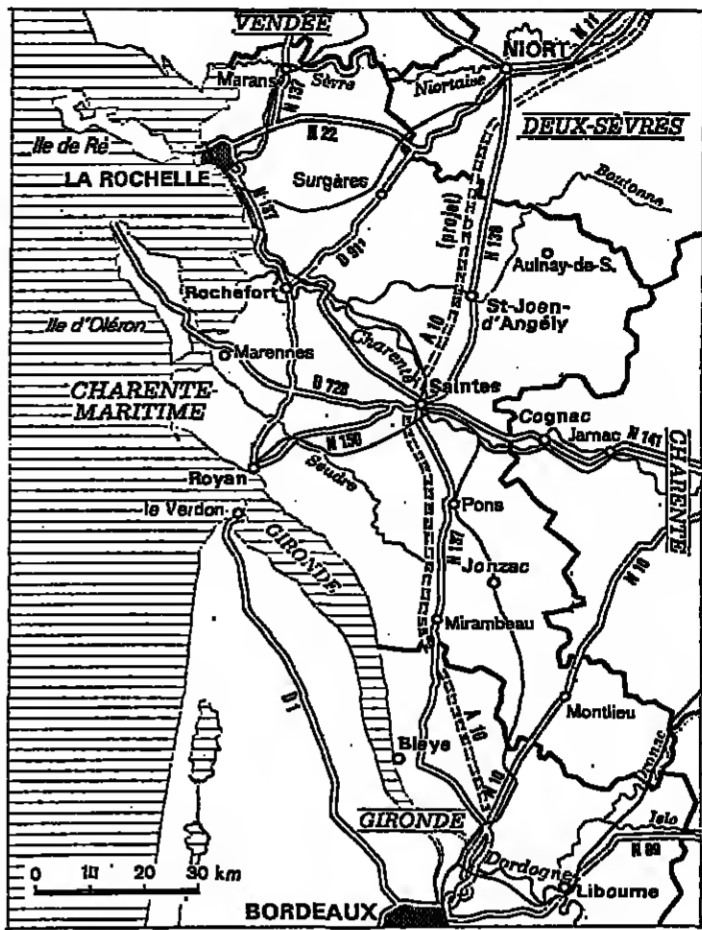
Ces querelles de préséances, ces divergences de doctrine, devraient pouvoir être réglées entre Charente et Poitevin. Pour bien d'autres dossiers l'appel s'impose auprès des voisins ou à Paris. L'Aqui-

taine développe au Verdon un grand port en eau profonde appuyant un nouvel ensemble pétrochimique, face à Royan. La Charente-Maritime risque d'en subir les méfaits sans profiter d'aucun de ses avantages. La Verdon concurrencera directement La Pallice, c'est évident, surtout si (mais le projet est lointain) un pont est construit sur la Gironde. Les pollutions du Verdon, pour ne pas parler de celles de la future centrale nucléaire de Braud-et-Saint-Louis, menaceront directement les ostréiculteurs de Maronnès.

Il faudra que Charentais et Aquitains parlent et s'entendent sur le Verdon. Il faudra aussi que Paris entende les Charentais pour l'autoroute A10. Le tracé en a été fixé à leur avantage. Paris et Tours seront reliés sans feu rouge à Poitiers à la fin de cette année. L'autoroute ensuite gagnera Niort, puis Saint-Jean-d'Angély, Saintes, Pons et Bordeaux. A quel moment ? On parle de 1983 sans que le ministre de l'équipement, lors de son dernier voyage à Poitiers, ait voulu donner davantage de précision.

Et pourtant, personne en Charente ne doute que cette liaison rapide avec la capitale est susceptible de donner le branle économique et psychologique à cet Ouest encore trop lointain. Le premier ministre, s'il maintient ses visites dans la région à la fin prochain, trouvera ce dossier sur le haut de la pile.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.



(Publicité)



Une autre vision des choses...

LA ROCHELLE ville dans le vent

LA ROCHELLE est devenue une Ville dont on parle : la ville dans le vent. Située au cœur de la façade atlantique, point de rencontre des courants de l'histoire et des vents du large, la capitale de l'Aunis n'a jamais été une ville tout à fait comme les autres.

Du commerce avec l'Europe du Nord à la mise en valeur des continents du Nouveau Monde ; en passant par la Réforme, les Rochelais ont connu trop d'aventures pour ne pas affronter avec courage celles du monde moderne. Ici, comme ailleurs, notre génération doit assumer son temps et réapprendre à vivre.

Michel CRÉPEAU
DÉPUTÉ-MAIRE de LA ROCHELLE

l'âme de la cité

Le progrès véritable naît d'une tradition qui se renouvelle et se prolonge. L'histoire mouvementée de La Rochelle n'est pas seulement inscrite dans les murs et les tours de la Ville. Elle imprègne profondément le cœur des habitants, l'âme de la cité. C'est toujours l'esprit de la Réforme, fait à la fois de rigueur et de progrès qui inspire les Rochelais. C'est aussi ce goût de l'aventure, des vastes horizons qui marque un peuple de marins.

le vent du large

Fort, depuis ses origines, des libertés et des franchises octroyées par Allenor d'Aquitaine, la ville s'est tout de suite orientée vers le large. La Rochelle est née de la mer et s'est développée par la mer. Avec le port en eau profonde de La Pallice, le premier pour l'importation des bois exotiques, avec la pêche aux espèces nobles, avec la navigation à voile sur l'un des plus beaux plans d'eau d'Europe, la ville poursuit cette tradition. De plus en plus la mer comptera dans la vie des hommes. Le jour où notre pays aura, enfin, une politique de la mer et développera comme il convient l'exploitation de ses richesses maritimes, La Rochelle sera l'un de ses atouts maîtres sur la façade atlantique.

la ville a épousé son temps

Depuis 20 ans, la population de La Rochelle a beaucoup rejoint et fait plus que doubler. L'agglomération dépasse maintenant 100 000 habitants. La cité marchande d'autrefois est devenue une ville industrielle où l'on travaille beaucoup et où l'on travaille bien. Des industries modernes se sont implantées. Le tourisme est en plein essor. Un secteur tertiaire non négligeable se développe. La Rochelle est le centre de manifestations sportives ou culturelles de premier plan : Semaine internationale de la Voile - Festival mondial du Film de Voile - Rencontres internationales d'Art Contemporain. Mais les emplois nouveaux ne sont pas assez nombreux pour la main-d'œuvre disponible.

l'industrie en marche

A côté des industries traditionnelles de la construction navale (ACRP), de la chimie (COFFAZ - PÉCHINEY - SAINT-GOBAIN - LES TERRES RARES) et du matériel ferroviaire (ALSTHOM) - les voitures corail de la SNCF - les rampes de métro du RER, de Lyon, de Mexico, de Santiago, sont fabriquées à La Rochelle. Des usines modernes ont réussi

leur implantation et leur développement : CHRYSLER-FRANCE pour l'automobile et la CIT - ALCATEL pour l'électronique. C'est maintenant la mécanique de précision, avec ROTODISEL.

Située au point de convergence des richesses de la mer et des ressources d'une région agricole prospère, disposant des possibilités d'exportation du port de La Pallice, La Rochelle devrait être le lieu privilégié d'implantation des industries agro-alimentaires et des industries du froid. Mais, en fait, tout y est possible : il y a de la place, des hommes, des moyens de desserte, des structures d'accueil et de formation modernes et efficaces. Les industries de pointe, les activités du tertiaire doivent trouver tout naturellement leur place dans le site et le cadre de vie privilégié de La Rochelle.

tout reste à la dimension de l'homme

C'est l'effet du choix d'un type de développement que les Rochelais ont été les premiers à faire à une époque où la qualité de la vie n'était pas encore un slogan à la mode.

A La Rochelle, c'est plus qu'une volonté. C'est déjà une réalité. Vie moyenne, vie provinciale, fière de l'être et qui entend le

rester, la capitale de l'Aunis a choisi l'harmonie et l'équilibre entre les aspirations de l'homme et la nécessité des choses. C'est ce qui en fait une ville différente. Une ville où il faut à la fois bon vivre et travailler. En un mot, une ville pour demain.

le sens des expériences rochelaises

Désormais, en effet, la ville tout entière se veut un champ d'expérience, un laboratoire de pensée. Les tentatives faites dans les domaines les plus divers : urbanisme, architecture, collecte sélective des ordures ménagères, régénération du plastique, chauffage solaire, bicyclettes bonifiées n'ont pas d'autre but que celui de stimuler les initiatives, la capacité d'invention, l'exercice collectif de la responsabilité. Est-ce l'esprit de la Réforme qui resurgit ? Est-ce le vent d'Amérique qui souffle du large et ramène en Europe le message de vertus oubliées ? Peut-être. Mais avant tout la volonté qu'ont désormais les Rochelais d'affronter le choc du futur en conservant leur visage et leur âme.

Pour tous renseignements :
Mairie de La Rochelle, tél. : (46) 41.50.88

Les tréteaux de la musique ancienne

UNE Charente douce, des venelles étroites qui n'oppressent pas parce qu'un clocher signale toujours le ciel par-dessus les toits, des maisons paisibles taillées dans la pierre pâle de Crazeilles, des heures et des heures de la cathédrale, voilà Saintes et sa douceur de vivre. Le cadre était idéal pour ce festival de musique ancienne qui, en cinq ans, a acquis la notoriété.

« J'avais le choix entre un festival dans la bonne vieille tradition, utilisant au mieux les vieilles pierres et la bourgeoisie, et un festival-détonneur qui ranimerait la vie musicale locale », déclare Alain Pacquier, inventeur du festival de Saintes. Il raconte son histoire. A douze ans, il abandonne l'école, il sillonne l'Europe en auto-stop, s'initie au jeu de l'orgue et organiste, à dix-huit ans, son premier concert pour financer la restauration des orgues de la cathédrale de Saintes. En juillet 1972, à l'âge de vingt-quatre ans, il lance, avec l'aide de la municipalité, le premier festival de musique ancienne. « Celle-ci, dit-il, est dans le jeu. C'est un événement qui ne peut pas se laisser enfermer dans une salle de concert. Il ne s'agit pas de nous livrer à une reconstitution archéologique, mais de faire vivre et de montrer le filon entre l'ancien et le moderne. Un motet est quarante fois de Thomas Tallis est exécuté avec huit chanteurs répartis autour du public. Xenakis, qui pleura ses choristes dans la foule, ne procède pas autrement. »

Le bilan de l'été 1972 est honorable : trois mille spectateurs assistent à huit manifestations. En 1973, l'académie d'été qu'anime Maurice Rousseau accueille cinquante stagiaires venus d'initier au moment des saquebouttes et des luths.

Le festival débordait Saintes et part en campagne. C'est, en 1974, la naissance de « Musique en pays roman ». Pacquier réussit à convaincre les maires des petits villages d'accueillir les orchestres. Non sans motif : « Avant de leur parler musique, il faut savoir qu'ils se sont endettés jusqu'au cou pour leur éducation d'eau. » Habileté : Pacquier conçoit ses spectacles, sur le modèle du circuit cycliste de Barneuil qui anime les bourgeois avec la participation des commerçants.

locaux, se contentant de substituer le studio Der Fruhen Musik de Munich aux champions de la « petite reine ».

Pacquier devient délégué musical et fonde l'Association départementale de développement de la musique (A.D.D.M.), parce qu'il veut convertir les écoliers et encourager les amateurs. « Limiter notre action au seul festival revenait à dire aux Charentais : regardez comme c'est beau... eh bien ! ce n'est pas pour vous le reste de l'année. Ça aurait été monstrueux ! »

Pour soutenir son action, Pacquier crée le Centre international de recherches musicales et d'animation régionale (CIRMAR) qui profite du cadre idéal de l'abbaye aux Dames où les quatre-vingt-dix cellules des nonnes et la salle capitulaire sont propices au recueillement. La recherche, l'école de musique et, maintenant, l'édition de textes anciens s'épanouissent à l'aube.

Deux cents spectacles

Le dixième festival de juillet 1977 sera celui de la maturité. Conscients de la musique polyphonique, il accueillera bien sûr Georg Friedrich Handel et Henry Purcell, mais aussi Orlando Gibbons, Thomas Tallis et Emilio de Cavalleri. Un cycle de conférences introduira les grandes œuvres jouées. Des chorales de cathédrales participeront à des événements (vêpres) dont l'entrée sera libre. Parmi les deux cents spectacles programmés à travers le village, un certain nombre permettront à une vingtaine de personnes au maximum de participer chez des particuliers à des mini-concerts donnés par l'Académie de musique ancienne.

Le festival est devenu une institution et les bailleurs de fonds s'inquiètent. Comment pourrait-il en être autrement ? Le nombre des entrées est passé en six ans de trois mille à cinquante et un mille. A ses débuts, l'Académie éduquait une soixantaine de stagiaires ; elle en forme plus de deux cents l'été prochain. Le budget atteignait, en 1972, 45 000 francs ; il approche, cette année, les 27 millions, et tout le monde parle : l'Etat, le village de Saintes, le département.

ment et cent quatre-vingts collectivités ont rejoint les comités des fêtes, les bases militaires et les associations.

Au cours de la campagne qui a précédé les élections municipales, l'un de la gauche a critiqué le festival. Tant et si bien que le bruit a couru à Saintes que la nouvelle municipalité, conduite par M. Michel Baron (P.S.), allait liquider cette manifestation « bourgeoise ».

Alain Pacquier ne s'émouvait guère de ce remue-ménage : « Je ne renie pas l'aide que nous a apportée M. Paul Josse (l'ancien maire R.I.), affirme-t-il. Mais il ne s'agit pas d'une vraie concertation. La nouvelle équipe municipale a la volonté de mettre sur pied une politique culturelle digne de ce nom. On attend toujours beaucoup de gens qu'on aime bien : nous espérons être exigeants à leur égard. Aux nouveaux élus, nous disons : ou bien nous nous débrouillons seuls, et nous vous faisons payer le note, ou bien vous vous associez à notre entreprise, et le festival perdra vraiment à la vie de la cité. »

Ainsi interpellés, les élus saintois approuvent une certaine ligne. MM. Bernard Thiébaud, adjoint au maire (P.S.) chargé de l'animation culturelle, et Philippe Dibos, adjoint au maire (P.S.) chargé de l'information, répondent qu'il n'est pas question d'abandonner ce qui est acquis. « Nous avons seulement fait remarquer qu'il était anormal que les subventions accordées au festival soient aussi importantes par rapport à celles que reçoivent les autres associations, précisent-ils. C'est extraordinaire d'avoir un homme comme Pacquier qui accueille une animation et une recherche presque permanentes, mais c'est un homme seul. Nous allons l'appuyer. A l'heure actuelle, nous arrivons et nous sommes un peu applanis par les problèmes de goudron et de bordures de trottoirs. Passée cette période de rodage, nous remplacerons le festival dans une politique culturelle plus globale qui redonnera aux habitants, et notamment aux plus démunis, le droit d'exiger et de critiquer. »

Reste à savoir si l'équipe d'Alain Pacquier se laissera « épauler » adéquatement.

ALAIN FAUJAS.

Cette paisible rumeur

LA Saintonge pourrait n'être qu'une contrée océanique sans relief et sans caractère. Un de ces arrière-pays partagés entre deux vocations, l'une maritime, l'autre terrienne. Or, la douceur des paysages, les amples collines à peine soulignées, les faux côtesaux hérissés de vignes, les terres opulentes où le calcaire blême se couvre parfois d'un limon brun et fertile, les tendres prairies, les forêts dispersées, en font au contraire une province originale.

Ici, la monotonie du décor devient charme. Elle porte à la sérénité plus qu'à la mélancolie. Et l'on se prend à envier ceux qui habitent ces bourgs discrets, ces petites villes paisibles, ces grandes maisons carrées et simples faites de pierre d'Angoulême grise bise sous des toits de tuiles romaines et que dissimulent des paravents de peupliers.

Les rivières s'étirent paresseuses et timides, les étangs et les marais reflètent un ciel où les vents de mer poussent des troupeaux de nuages blancs. En cette contrée virgilienne, le sentiment du poète domine et la méditation bucolique devient spontanée.

Certains matins, quand il pleut, on pense au Suisse ; d'autres jours, sous le soleil vigoureux, on découvre une ambiance de Marbonnaise. C'est la campagne telle qu'on l'aime, qu'on aime à l'heure des promenades vers l'écluse de l'avenue où se répètent jusqu'à l'infini des plaines d'ondes et lumineuses.

Parfois surgissent des châteaux oubliés comme la Roche-conchon, que Pierre Loti sauva de la ruine, ou le donjon de Pons, des églises romanes cachées dans les vallées, à peine crénelées, de la Boutonne, de la Seudre ou de la Sèvre. En Saintonge, tout est mesure et équilibre, des vignobles à cognac et à pineau jusqu'aux parcs à huîtres de Marennes.

Le bié, la linzerne, le trèfle, la betterave fourra-

gère, croissent à l'aïse, et, en ce printemps frileux, le colza étale ses parterres moelleux et jaunes, qui relèvent le patchwork des champs d'un coup de cymbale agressif.

Les vaches bretonnes noires et blanches paraissent, de profil, découpées dans du contre-plaqué et posées là sur le vert des prairies, comme si elles étaient destinées à retenir le regard qui se perd.

Aussi quand apparaît Saint-Jean-d'Angély, sur une colline que contourne, accommodante, la Boutonne, la ville surprend comme si l'on était déjà débarrassé des concentrations urbaines. Jadis, étape sur la route de Saint-Jacques-de-Compostelle, mais toutes les villes de Saintonge se parent de ce titre, ce qui donne à penser que les pèlerins aiment à flâner, — elle recèle encore des rues tortueuses et étroites, des places aux géométries curieuses, des maisons à colombages et de vieux hôtels aux frontons chantournés. C'est des presses du Saint-Jean-d'Angély que sortit l'histoire universelle d'Agricola d'Aubigné, c'est dans l'abbaye commencée au neuvième siècle que l'on devait conserver la tête de saint Jean-Baptiste. Détruit par les Huguenots, le monastère eut sa restauration compromise par la Révolution. Les guerres de religions ou autres épargnèrent heureusement la fontaine du Pilon, érigée en 1546, et transportée en 1819 sur les lieux où les condamnés souffraient la vindicte publique. Quant à la tour de l'Horloge, ancien beffroi gothique enjambant une rue commerçante, elle ne fait entendre la voix de sa cloche que les jours d'événements exceptionnels, l'architecture ne supportant plus sans danger les vibrations de l'airain.

Il est triste, bien sûr, de voir adossé au dernier pan de façade de la maison des Echevins un magasin de confection un peu trop neuf, mais à Saint-Jean-d'Angély le commerce a droit de cité comme ailleurs.

Calmé est la vie dans cette ville vouée aux fabriques de biscuits et au commerce des eaux-de-vie. Les événements locaux n'ont rien d'alarmant. Pour la « Journée de l'arbre », M. la sous-préfet a planté un peuplier blanc du Pôitou, tandis que les Gueuleux de Saintonge se livraient à une démonstration folklorique. Le 8 mai, la municipalité, M. de Limur, maire, conseiller général, on fête, a offert un vin d'honneur, après les cérémonies patriotiques. On a jeté dans la Boutonne « 200 kilos de gâteaux de taille respectable » et M. Henri Amoureux a signé son livre, le *Peuple du désastre*, à la librairie Ardouin, rue Gambetta.

Le rythme provincial interdit toute exaltation. Les cafés ont leurs habitués, dans les rues, les commerçants saluent leurs pratiques. Changer de boucher équivaut à jeter la suspicion et donne lieu à commentaires dans le quartier.

Le moment est peut-être venu de dire deux phrases du caractère charentais. Tout d'abord, on a fait aux gens de ce pays une fausse réputation d'avarice. Le Saintongeais n'est pas prodigue, certes. Il dit lui-même de ses « pays » qu'« ils ne sont pas offerts ». En fait, il est économe. Il sait le prix de l'argent. La fortune, et elle existe, est, dans ces villes et ces campagnes, sans ostentation. On ne dit pas de quelqu'un qu'il est riche ; on dit : « Il n'a du job dans ses bottes ». Tant d'années d'occupation anglaise depuis le mariage d'Eléonore d'Aquitaine avec Henri II Plantagenêt ont rendu les hommes flegmatiques et lucides.

« Gueux, glorieux, gourmand », ainsi se définit le Charentais. Courtois avec l'étranger, il demeure longtemps méfiant, hâti à s'engager dans une affaire. En Saintonge, le « ça peut se faire » remplace le « ça va bien » qui, piteux, ben que non » du Normand.

On apprécie le secret, l'indépendance, l'épargne. On se méfie des gens trop intelligents,

La carte politique

Les trois coups

DANS ce terroir radical, les lointains héritiers du « petit père » Combes, ancien élu de Pons, sont toujours partie de la même famille, celle de la gauche, mais, aujourd'hui, c'est le jeune Mouvement des radicaux de gauche et le nouveau parti socialiste qui ont pignon sur rue.

La gauche est majoritaire au conseil général et elle contrôle, avec les maires de la Rochelle et de Saintes, les capitales des deux provinces, l'Aunis et la Saintonge. Mais quatre circonscriptions législatives sur cinq appartiennent à la majorité présidentielle.

« La vérité est que ce département, dans son ensemble, est profondément bonapartiste, explique Michel Crépeau. Le Charentais aime à la fois l'ordre et le progrès. D'où l'interférence conjoncturelle, votre opportunité entre le courant jacobin et le courant bonapartiste à travers sa forme contemporaine qu'est le gaullisme. Quand la France fait une crise bonapartiste, le radicalisme ne survit qu'à travers les notables, maires bien implantés, conseillers généraux, personnalités du monde agricole. »

L'ambiguïté charentaise, elle est, d'ailleurs, tout entière dans cette réflexion superbe d'un homme politique de Saint-Jean-d'Angély, Clément Villenave, interpellé, jadis, sur ses sentiments profonds : « Bonapartiste, moi ? Oui, citoyen, sans doute. Mais de gauche. »

Le tempérament charentais ne facilite pas non plus la clarification politique. On est ici prudent à l'extrême. On aime « voir venir ». On livre plus volontiers son opinion après qu'avant le scrutin et dans les milieux agricoles, par exemple, on s'assure, parfois, contre les erreurs de jugement en ayant une carte syndicale dans une poche et, dans une autre, son adhésion à une organisation concurrente.

C'est sans doute parce qu'il connaissait bien les tours et les détours d'un tel comportement que M. André Dulin fut pendant près de trente ans un leader politique incontesté. Sénateur, président du conseil général, secrétaire d'Etat à l'Agriculture (1966-1967), ministre des anciens combattants (1967), membre du

Parlement européen, omniprésent dans tous les organismes agricoles, cet homme infatigable, rond et jovial, mais dont les éclats n'épargnaient pas plus les préfets que quiconque, a été le « patron » de ce département. Les grands travaux entrepris après 1945, les ponts de l'Ile d'Oléron et de la Seudre, tout comme l'activité d'avant-garde sous cette forme des syndicats départementaux pour l'électrification, l'eau, les chemins ruraux sont à la tête du bilan revendiqué par « une équipe travaillant dans le seul intérêt de la Charente-Maritime ».

L'équipe n'est plus la même. Après la mort d'André Dulin en 1973, il y a eu la retraite volontaire d'hommes comme MM. André Mandet et André Brugère et la disparition récente de M. Albert Bignon. Mais le changement a pris sa vraie dimension politique en 1976 avec l'échec dans son canton de Saint-Hilaire-de-Villefranche du docteur Lucien Grand, sénateur (gauche démocratique) et nouveau président du conseil général, battu par un candidat socialiste.

Une surprise

pour le P.S.

Surprise de taille. Le P.S. avait présenté par principe un candidat contre le conseiller sortant à son tour reprochant surtout de ne pas s'être déclaré ouvertement favorable au programme commun. Avec le désistement du P.C., le candidat socialiste totalisait 56 % des voix au second tour. Ainsi s'imposait au détriment d'une personnalité un Corrèzien de vingt-sept ans, fils d'agriculteurs, M. Roland Boix, professeur d'allemand au lycée technique de Saintes depuis deux ans, qui ne connaissait pas le canton avant d'y mener une campagne uniquement axée sur des thèmes politiques.

Ce coup de tonnerre ne fut pas isolé. A Saintes, pour le siège laissé vacant par M. André Mandet, le maire M. Paul Josse (R.I.) renonçait à affronter au second tour le candidat socialiste, un avocat du trente-sept ans, M. Philippe Marchand. A La Rochelle III, l'ancien député

indépendant, M. Alain de Lacoste-Lareymondie, était battu par le socialiste M. Michel Robert.

Le P.S. gagnait également les sièges d'Aulnay de Saintonge et de Matha. Dans le même temps, le Mouvement des radicaux de gauche l'emportait à Mirambeau, à La Tremblade et à La Jarrie.

Dès lors, M. Josy Molnet, qui était le suppléant d'André Dulin au Sénat et qui lui avait également succédé dans le canton d'Aigrefeuille, prenait le commandement d'une assemblée départementale où les courants politiques avaient maintenant une influence nouvelle, avec la composition suivante : deux M.R.G., neuf P.S., trois P.C., quatre centres gauches, six R.P.R., un R.I., un C.D.S., cinq modérés, un indépendant. Un siège est actuellement à pourvoir après le décès de M. Daniel Deydieu, M.R.G.

Ce renouvellement politique a été prolongé et amplifié par les dernières élections municipales. Le brassage a été profond avec 178 nouveaux maires sur 472 (37,71 %) et 2 666 nouveaux conseillers municipaux sur 5 883 (45,30 %).

L'opposition semble disposer actuellement de 51 % des suffrages dans le département où François Mitterrand en avait totalisé 49,9 % en 1965 et 49,6 % des voix en 1974.

Une liste d'union de la gauche (15 P.S., 12 P.C.) a enlevé la mairie de Saintes et le P.C. fait maintenant partie de l'équipe municipale de M. Michel Crépeau, élue à La Rochelle avec 66,25 % des voix (13 P.S., 11 M.R.G., 11 P.C., 2 divers gauche).

En revanche, à Saint-Jean-d'Angély, c'est la liste conduite par le conseiller général M. Ivan de Limur (R.F.R.) qui a enlevé les vingt-trois sièges, et à Rochefort, M. Jean-Louis Prot, conseiller général (modéré), a entièrement maintenu le conseil municipal dans le camp de la majorité. Il n'empêche que c'est un socialiste, maire de la petite commune de Vergeroux, M. Michel Port, quarante-sept ans, professeur d'anglais, élu au deuxième tour avec 57 % des voix, qui remplace M. Albert Bignon (R.F.R.) au conseil

JONZAC : un cadre pour réussir

JONZAC. Sous-préfecture de la Charente-Maritime, 4 500 habitants, 10 500 avec son canton, petite métropole d'un « pays » essentiellement rural de 55 000 habitants, la Haute-Saintonge ou Saintonge méridionale. Activités traditionnelles : production laitière pour la beurre des Charentes et surtout le Cognac et le Pineau.

Cette présentation, qui pourrait être celle d'un atlas ou d'un dictionnaire, est bien loin de refléter les réalités du Jonzac de la fin du siècle.

Une œuvre de « GÉOGRAPHIE VOLONTAIRE » a été entreprise pour améliorer la qualité de vie des habitants et faire de Jonzac un site attractif pour des activités nouvelles. En un mot, la CAMPAGNE SAINE DES ENVIRONNEMENTS DÉVELOPPEMENT ET DES SOUS-EQUIPEMENT.

Plusieurs établissements scolaires ont été construits (C.E.S., lycée, C.E.T., Centre de formation d'apprentis assurant également des actions de formation continue).

Des hôpitaux ultra-modernes ont été ouverts.

Un parc industriel de 18 hectares a été aménagé, offrant tous les équipements nécessaires.

Un aéroport pouvant recevoir tous les bimoteurs d'affaires

et offrant des conditions d'approche particulièrement bonnes est en voie d'achèvement.

« Nous sommes maintenant en train de définir le tracé des bretelles de raccordement à l'Antenne DEVENUE EN MEME TEMPS UNE VILLE NOUVELLE ET UN CADRE IDEAL POUR TOUTE IMPLANTATION INDUSTRIELLE OU D'ACTIVITES TERTIAIRES A LA CAMPAGNE, selon la perspective ouverte par le fameux rapport CHEVANCE à un grand patron charentais, qui sait de quel il parle et n'a pas hésité à orienter dans ce sens la réflexion des « décideurs ».

Comme le montrent plusieurs implantations récentes d'industries de qualité, JONZAC est aujourd'hui, compte tenu de l'importance et de la valeur de sa main-d'œuvre, de ses équipements collectifs et de l'orientation nationale vers un « redéploiement géographique » des activités industrielles et tertiaires, L'UN DES MEILLEURS CADRANS POSSIBLES POUR EXPRIMER PLEINEMENT SON ESPRIT D'ENTREPRISE.

De plus, grâce à une équipe d'architectes et d'entreprises bien rodées à ce travail, nous sommes en mesure de construire très rapidement à un prix très compétitif et en vous faisant bénéficier d'adresses publiques importantes, tout bâtiment à usage industriel ou tertiaire. Enfin, nous savons que les « décideurs » sont souvent pressés et, pour aller encore plus vite, nous pouvons mettre à votre disposition un très beau bâtiment industriel relais qui va être libéré début septembre par une entreprise dont l'usine définitive sera terminée.

Ainsi, les responsables jonzacois qui mènent cette action pour leur ville et son « Pays » depuis de nombreuses années, accueillent avec joie et le soutien de la aide au maximum, ceux qui voudront participer à la construction d'un nouveau milieu rural, qui sera sans doute la base d'une nouvelle civilisation : celle de l'équilibre.

Pour tous renseignements, s'adresser à M. Claude SEIGOT, Maire de Jonzac, ou à M. Jean-Marcel MORISSEAU, chargé du développement économique de la Haute-Saintonge, Mairie de Jonzac, Tél. (46) 48-04-11.

ZODIAC

Le créateur du bateau pneumatique est aussi le leader européen des structures gonflables

Usines à : Rochefort Filiales à : U.S.A., ESPAGNE, GRÈCE

61, quai Carnot, 92210 SAINT-CLOUD - Tél. : 602-00-20

TROP RICHE POUR ÊTRE PROSPÈRE

en cherchant la Saintonge

de la vie provinciale

trop brillants, et l'on manie volontiers l'ironie, ne serait-ce que pour avoir « le dernier mot » (le dernier mot).

Aliment la vie, sachant en tout franchise et de façon rustique, sans rechercher de vains raffinements, qui ne paraissent nécessaires qu'aux blâmes, le Saintongeais fuit les complications comme une peste. Un peu par respect humain, un peu par indolence. Tel un méridional qui ne serait pas expansif mais ne craignant pas, avec un rien de vanité, de vanter ses propres mérites, il rejette le surnom de « caquillard », qui le ferait dédaigner passer pour parvenu, la caquille étant ce gros escargot (délitieux) que l'on ramasse dans les vignes.

Dans les campagnes, où quelques femmes portent encore une coiffe, la quichenotte (de l'anglais « kiss not » : « Ne m'embrasse pas »), seule coiffure qui défendait, parait-il, les amoureaux des gaisants assauts des Anglais, on voit son vin et l'on mange sa caillotte (fait caillé) sans pour autant dédaigner la lave-vaisselle et la télévision.

Une emphase d'importance se fait bien sûr à Saintes ou à Rochefort, villes où « l'on a le choix ».

Saintes est une de ces cités qui, tous les guides, heureusement, l'affirment, « vaut un détour ». Ville agréable, animée, que traverse la Charente, dont les eaux glauques reflètent des rives de jardins et de gazons, c'est depuis les Romains un site remarquable. L'art de Germains, que Prosper Mérimée fit déplacer, témoigne de l'importance de la capitale des Sarrasins. L'abbaye aux Dames, dont le cloître, ou ne sait pourquoi, héberge des automobiles, peut s'enorgueillir d'avoir compté parmi ses pensionnaires une blondinette qui promettait : « Athènes de Rochefort », dont on a mieux retenu le titre de marquise de Montespan.

C'est à Saintes que Bernard Palissy, artisan ténu, brilla ses meubles pour obtenir enfin les émaux que Limoges a annexés. Dix églises, une douzaine de

beaux hôtels des dix-septième et dix-huitième siècles, des façades intelligemment restaurées, un éclairage qui enfin s'accorde à l'ambiance médiévale des vieux quartiers, ici un puits, là un portail sculpté, ailleurs des pilastres ioniques, plus loin des arènes — qui n'ont que 10 mètres de moins que celles de Nîmes — confèrent à Saintes un charme particulier. Les audaces, nombreux, n'aiment pas plus qu'ailleurs qu'on les dérange pour rien et encore moins qu'on les interroge sur la provenance de tel chapiteau ou de telle gargouille.

Les Saintais ont tout au long de l'année des préoccupations culturelles. La ville organisera, à l'occasion du premier anniversaire de la mort d'André Malraux, des journées consacrées à l'écriture. D'ores et déjà, les photographes amateurs sont invités à rassembler les diapositives sur l'art et l'architecture de l'extrême-Orient.

La naissance

du pineau

En mai on annonce la naissance de l'école nationale de perfectionnement, un véritable d'orgue de Marie-France Rouquette, à l'abbaye aux Dames, la cinquième Biennale de printemps du photo-club et une exposition de peintures décoratives. A la sortie des bureaux et des ateliers, avenue Gambetta, la foule est dense mais lente. On prend ici le temps de vivre, de remonter chez soi, en ignorant la bousculade des trottoirs parisiens, et cette hâte qui pousse les citadins à chercher refuge dans leurs alvéoles. Flâner, à encore un sens sur les quais de la Charente. Dans la cité où naquit, près de la cathédrale Saint-Pierre, le docteur Guillotin, dont le nom est lié à un trop célèbre instrument tranchant, on ne perd pas facilement la tête.

C'est à Saintes que encore plus paisible. La cité coiffe une île avec sa place plantée de tilleuls

et son château dont deux grosses tours rondes flanquent l'entrée. Qu'il a de la chance, M. le sous-préfet, d'habiter derrière ces remparts d'opérette une belle maison dont la terrasse donne sur la fraîche vallée où coule la Seugne. On l'imagine volontiers poète et pêcheur à la ligne.

Au long des rues pentues, les belles façades appartements, comme dans les romans de Dely, à des notaires et à des négociants. La fortune, ici, vient des eaux-de-vie et du pineau, breuvage chasteux, né d'un mariage de hasard, dit-on, d'un moine de ralsin et d'un fond de tonneau de cognac.

Il se pourrait qu'on s'ennuyât un peu, mais qui oserait le dire. Pas question pour un mari de courtoisie la femme de son voisin. Tout le pays le saurait. On devine que les frasques sont secrètes, que l'on s'exile pour commettre l'adultère, que les passions s'expriment avec d'indignes précautions, que les regards échangés sont des messages secrets.

Ici, les connivences sont prudentes comme sont confidentielles les transactions. Le photographe ne présente dans sa vitrine que d'éphémères photos de mariage. Le soir, après dîner, des messieurs silencieux, presque graves, s'en vont promener leurs épagneuls pour lesquels les tilleuls aux troncs rugueux ne répandent que des effluves trop communs.

Les maîtres, eux, parfois s'interrogent pour savoir par exemple si tel vétérinaire, récemment élu conseiller municipal, ne devrait pas donner sa démission de directeur des abattoirs ? Ah ! si la politique s'en mêle !

Loins des prairies, des vallons à vignobles, des marais où l'on guette à la bonne saison le passage des canards, Rochefort fait figure de métropole. La ville où naquit Pierre Loti fleurit bon le passé maritime du Grand Siècle, le temps de la marine à voile.

On compte encore beaucoup de militaires et de marins à Rochefort. Avec leurs familles, ils constituent une population

de douze mille personnes qui a son importance économique. L'Ecole technique de l'armée de l'air, le Centre école de l'aéronavale, l'Ecole des fourriers et de commis aux vivres de « La Royale », font que l'on oublie que Saint-Navale a immigré à Bordeaux, délaissant le bel hôpital maritime où des générations de bourgeois ont fait soigner leurs fièvres paludéennes et d'autres maux moins avouables ! L'arsenal, la Corderie (que l'on est en train de magnifiquement restaurer), les jardins de la marine, l'hôtel du contre-amiral, prêt maritime, et quantité de belles demeures rappellent la prospérité ancienne de cette cité choisie par Colbert pour défendre la côte atlantique des incursions anglaises.

Les marins d'aujourd'hui sont sages. Sorte d'étudiants à pom-pom rouge, ils ne tirent plus les bruyantes bordées de jadis qui se terminaient souvent par des batailles rangées avec les marins, les gens de la coloniale et les aviateurs. Un commissaire de police pudibond et soucieux de la respectabilité de la ville surveille, dit-on, attentivement ce qui se passe rue des Mousses, où les dames accueillantes dispensent avec plus de discrétion que par le passé leurs soins aux navigateurs sévères de tendresse.

Dans sa demeure bourgeoise pleine de beaux meubles, Mlle Andrée Rolland regrette le temps des bals à la préfecture maritime, des soirées élégantes, des thés distingués où les capitaines de corvette bronzés et des midships galants faisaient valser les dames avant d'embarquer pour l'Indochine ou Tahiti.

Fondatrice et animatrice du Cercle littéraire de la Maison de la Glycine, Mlle Rolland maintient une certaine tradition culturelle, bien différente des activités de la Maison de la culture. Une fois l'an, les gens de la bonne société et quelques militaires en retraite jouent des sketches. L'an dernier, le thème était : « De Pétrarque à Ronsard ». Il y eut, paraît-il, des saynètes fort réussies.

La Maison de la Glycine est le refuge des poètes négligés, des écrivains de souvenirs, des anciens navigateurs revenus au port d'attache.

Chaque année, le Théâtre municipal, dont la salle est réputée, forme pour deux mois une troupe lyrique. Les Rochefortais sont amateurs d'opérette. Autrefois, on entretenait à l'année corps de ballet, chœurs et chanteurs, mais dans ce domaine aussi les économies sont devenues nécessaires. Cependant, figurent encore au programme de la saison des succès confirmés : « Valse de Vienne », « La Fille du tambour-major », les « Cloches de Corneville », « Nina Rosa », « Rose-Marie », etc.

Le soleil

de Royan

Sous cette attitude digne et un peu compassée qui sied si bien aux épouses solitaires des marins, la cité cache ses inquiétudes (2 600 travailleurs secourus sur une population de 29 000 habitants). Quand les hommes des usines s'en vont pêcher la pibale à la balance, cette minuscule et succulente anguille, ou relever leurs carlets, les conversations reflètent la crainte de lendemains plus sombres, qu'une municipalité saine et dynamique s'efforce de conjurer.

L'insouciance saintongeaise, ou la retrouve par contre à Royan, où l'on s'apprête pour la saison. De 19 000 habitants, la station balnéaire va passer de 250 000 à 300 000 cet été. A l'entrée de la Gironde, la ville, reconstruite un peu hâtivement après les bombardements qui la dévastèrent en 1945, offre de bonnes ressources hôtelières, un palais des congrès qui peut soutenir la comparaison avec les plus cotés et ce qu'il faut de distractions pour retenir les estivants.

Même si le ciel est gris et s'il pleut, on ne s'ennuiera pas. Royan reçoit autant de soleil que Nice et moins d'eau que

Biarritz. Le front de mer, commerçant et résidentiel, est fait de béton, que la palme des embruns commence à rendre moins agressif et qu'une profusion de fleurs et de toiles colore agréablement.

Dominant la cité, l'église Notre-Dame, béton neuf et sanctifié, offre de loin l'apparence d'un alto à grains, mais il faut y pénétrer pour apprécier la beauté de l'édifice, vaste nef nervurée comme une coque, qu'éclaire un prodigieux vitrail de poutre.

Naturellement, Royan n'a pas retrouvé sa clientèle « chic » d'avant guerre. Les villas, genre castel normand ou pavillon Second Empire, que les bombes ont épargnées paraissent un peu égarées au milieu des constructions neuves. Vient de terminer à Royan plus de Hollandais et de Belges que d'Anglais. Les Allemands, souvent, sont des pèlerins retrouvant les lieux d'une ultime résistance et d'une honorable défaite. On a vu parmi eux, l'an dernier, l'amiral Michailov, qui commandait la « poche ». Il recouvrait sans émotion l'endroit où il fut fait prisonnier.

Un projet d'hôtel quatre étoiles, près d'un golf qui ne compte que huit trous et à proximité de dix-huit courts de tennis, pourrait attirer des estivants plus huppés à l'avenir. Mais les Royannais, un peu noyés au milieu des commerçants venus de l'arrière-pays du nord ou du centre et des retraités discrets, proclament volontiers que juillet et août « sont des mois d'enfer ». Ah ! si les vacanciers se contentaient d'envoyer par la poste l'argent qu'ils ont l'intention de dépenser, puis restaient chez eux, que l'été serait agréable au bord des conches ! On recevra, malgré tout, ces perturbateurs avec la sourire, car le Saintongeais de la côte, peut-être a-t-on oublié de le dire, est accueillant et fier, en toutes saisons, de montrer sa province.

MAURICE DENUZIÈRE.

va se modifier

Les trois courants de la jeune génération

général. Le suppléant de M. Albert Bignon à l'Assemblée nationale, M. Jean-Guy Branger, a perdu son fauteuil de maire de Surgères au profit d'un socialiste, et la surprise a été plus grande encore à Royan, où le maire, ancien ministre, Jean-Noël de Lipkowski (R.P.R.), faillit de Chou En-lai et de Léopold Senghor, mais victime de sombres querelles locales n'a pas été réélu.

Avant la campagne des législatives, les forces politiques en sont, donc, actuellement, au stade de la revue des effectifs, non sans avoir réfléchi auparavant à tout ce qui a bougé ces temps derniers sur la carte électorale comme dans les esprits.

La fin de la religion

des notables

A gauche, le P.C. n'a, sans doute, pas retrouvé un chef de file de l'envergure de M. Georges Gonnat, après le départ de l'ancien député communiste, ce qui explique, en partie tout au moins, sa progression plus lente que celle des autres formations : 19,5 % aux législatives de 1973 contre 18,1 % en 1967.

Le P.S., qui annonce deux cent cinquante élus pour un millier de militants, brule les étapes, organise les sections, pratique un militantisme tout-terrain qui a peu de points communs avec ce qu'était jusqu'alors la vie politique départementale.

« C'est la fin de la religion du notable », prétend M. Philippe Marchand. A Saintes, on chercherait en vain un ancien de la S.F.I.O. ou P.S., où la tendance du C.E.R.E.S. est forte. Les femmes adhèrent, parfois, à la section avant leurs maris. Les socialistes, qui vendent leurs journaux sur les marchés, ont aussi manifesté dans la rue contre un projet d'installation de parcsouriers que l'ancien maire, d'ailleurs, a dû abandonner.

M. Roland Beix, le benjamin du conseil général, pour se garder d'être un jour « récupéré »

d'une manière ou d'une autre, reconnaît qu'il s'est fixé une ligne de conduite intransigeante : ne pas faire de concessions ; ne pas participer à « une gestion tranquille ».

De même, M. Michel Fort, le nouveau conseiller général de Rochefort, pense que chaque problème doit maintenant être étudié en groupe en fonction des critères de la gauche. Des hommes et un ton nouveaux.

Le mouvement des radicaux de gauche, s'il est loin d'être soutenu par une organisation militante comparable à celle du P.S., a pour lui d'être entraîné par deux leaders, MM. José Moynet et Michel Crépeau. Le sénateur, président du conseil général, administrateur financier à la caisse nationale de Crédit agricole, et le député, maire de La Rochelle, avocat, ont le même âge, quarante-sept ans. Ils ont été marqués, l'un et l'autre, par l'influence de M. Pierre Mendès France. Au conseil général, M. Moynet s'est imposé avec autorité. A l'hôtel de ville de La Rochelle, M. Crépeau est devenu l'homme aux idées originales dont on parle. Grâce à eux, les radicaux de gauche ont le vent en poupe en Charente-Maritime, mais les socialistes méthodiquement paissent gagner un peu plus de terrain chaque jour.

Dans le camp de la majorité, si les radicaux valaisiens, les républicains indépendants, représentés par un parlementaire, M. Louis Joanne, et le C.D.S., animé par M. François Blazot, conseiller général d'Ar-en-Ré, paraissent encore bien essouffés, le R.P.R. tente de maintenir l'influence gaulliste qui lui a valu, naguère, des succès importants.

M. Jean-Noël de Lipkowski, malgré son échec personnel à la mairie de Royan, a conservé la présidence du syndicat intercommunal de la presqu'île d'Arvert. Il n'a pas perdu l'espoir de récupérer le siège que détient actuellement son suppléant, M. André Brillonet.

En revanche, les séquelles des sombres démenties entre MM. Philippe Decharrie et André Salardine à La Rochelle privent, sans doute, la formation de

M. Jacques Chirac d'entamer sérieusement les chances de succès de M. Crépeau dans son fief.

A Saint-Jean-d'Angély, où il se confirme que M. André Bruguier (apparenté R.I.) ne se représentera pas, M. Ivan de Lamoignon se prépare à livrer une rude bataille. Cette circonscription a accordé 52 % des voix à François Mitterrand en 1974. M. de Lamoignon, quarante ans, a déjà gagné son siège de conseiller général et de maire en déjouant les pronostics. Journaliste, chargé de mission dans des cabinets ministériels, aujourd'hui associé à la direction d'une agence de publicité, il a toujours mené des campagnes sérieuses et habiles.

A Saintes-Jonzac, où le siège est détenu par M. Louis Joanne (R.I.), et à Rochefort, représenté par M. Jean-Guy Branger, après la disparition de M. Albert Bignon (R.P.R.), la majorité jouera une partie difficile. Si bien qu'il apparaît qu'à l'exception de La Rochelle, la compétition sera très ouverte dans les quatre autres circonscriptions.

Difficultés

pour la majorité

A noter, enfin, un cas singulier au moment où la tendance est à la politisation la plus poussée. C'est l'exception jonzacaise. Conseiller général depuis 1970, M. Claude Belot, quarante ans, maître-assistant de géographie, nouveau maire de Jonzac, refuse le combat politique. Il assure qu'il n'y a pas un seul militant dans son équipe (dix-neuf conseillers sur vingt-trois). Avec un comité d'expansion, un syndicat intercommunal, un contrat de pays pour soixante-dix mille habitants, le sud du département brise pour échapper à l'anémie. Avec des résultats. Mais « le commandant audacieux » qui refuse l'engagement politique, ne fait sans doute, que retarder l'heure du choix. Tant il est vrai que, dans ce pays, par tradition et par tempérament, on a rarement été surpris par les événements.

MICHEL GUILLET.

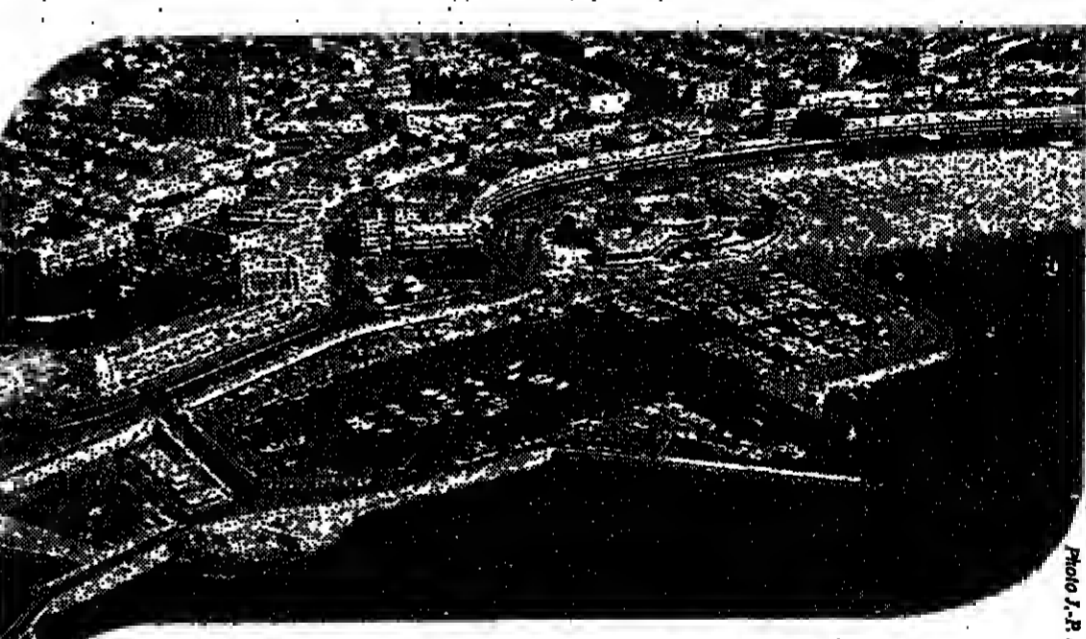


Photo J.-R. DUMONT, Royan

ROYAN

la station des quatre saisons

- Capitale touristique de POITOU-CHARENTES
- Ville de Congrès
- Nouveau Palais ultra-moderne face à la mer (traduction simultanée, télévision intérieure) avec restaurant panoramique (800 couverts).

Pour vos week-ends, vos séminaires, vos vacances, un lieu privilégié de travail et de détente dans un environnement exceptionnel.

- Un golf et un centre équestre en milieu forestier
- Garden-Tennis
- École de voile
- Centre audio-visuel d'Enseignement des Langues
- Deux piscines (dont une en eau de mer)
- Deux casinos ouverts toute l'année
- Cinq cinémas
- Six night club
- 49 hôtels classés
- 50 restaurants.

RENSEIGNEMENTS :

Office Municipal du Tourisme
Palais des Congrès

B.P. 102 - 17201 ROYAN • Tél. : 05.70.34
TELEX OFITOUR ROYAN 790441

(PUBLICITÉ)

Un entretien avec M. Josy Moinet, président du conseil général

« Notre ambition est de concilier le développement économique et la qualité de la vie »

— Pour vous, comment un conseil général peut-il participer directement à l'expansion du département ?

— Un conseil général peut se cantonner dans des tâches traditionnelles d'administration et de gestion courante.

— Il peut, au contraire, élargir et diversifier son champ d'intervention, s'ouvrir vers l'extérieur, coopérer avec tous les acteurs de la vie économique locale, en un mot susciter et accompagner toutes les initiatives qui tendent à favoriser le développement économique du département.

— Tel est notre choix.

— Il faut créer des emplois pour les jeunes.

— Il faut répartir harmonieusement les activités économiques sur tout le territoire du département, il faut protéger un cadre de vie exceptionnel et une façon de vivre que d'autres cherchent, ailleurs, à reconstruire artificiellement.

— Tels sont nos objectifs.

Un conseil général en prise sur l'économie

— Quelle sont les éléments déterminants du développement économique ?

— Ce sont les entreprises qui créent des emplois, ce sont les chefs d'entreprises qui choisissent les sites où seront implantés les usines ou les ateliers dont ils décident le créateur.

— La responsabilité du conseil général est autre. Chacun sait que le développement économique d'une région est étroitement lié à la qualité de sa main-d'œuvre, à la diversité des moyens de communication, à l'environnement économique, social et culturel.

— Il appartient donc au conseil général de créer, par une politique active et novatrice, les conditions optimales pour promouvoir la création ou l'extension d'activités économiques sur l'ensemble de l'espace départemental.

— A cette fin, le conseil général concentre ses efforts dans trois directions :

— LA FORMATION DES HOMMES D'ABORD :

— La qualité de notre main-d'œuvre, de nos jeunes, donc sa faculté d'adaptation technique moderne, l'importance de la main-d'œuvre féminine disponible sont des atouts majeurs pour la Charente-Maritime. Les réussites techniques et les succès commerciaux des entreprises de dimension nationale ou internationale (Alstom, Chrysler-France, C.I.T.-Alcatel, les Chantiers navals).

— LA MODERNISATION PERMANENTE DES MOYENS DE COMMUNICATION, ENSUITE :

— Ils assurent à la fois l'ouverture vers l'extérieur et des liaisons rapides à l'intérieur du département afin de faire de la Charente-Maritime un ensemble homogène de villes moyennes vivant en étroite symbiose avec un milieu rural fort d'une agriculture riche d'une gamme de productions variées de haute qualité.

— L'AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE, ENFIN :

— Le conseil général multiplie les interventions dans les domaines aussi divers que l'adduction d'eau, l'électrification, le téléphone, l'assainissement, le traitement des ordures ménagères, la lutte contre la pollution. C'est ainsi que l'assemblée départementale protège la qualité de la vie qui se confond, ici, en Charente-Maritime, avec un certain art de vivre.

— De quelle façon l'assemblée départementale intervient-elle ?

— Le conseil général a d'abord fait porter son effort sur la formation générale des hommes.

— La mise en place d'un plan pluriannuel de constructions de collèges en milieu rural fait qu'en 1976 la Charente-Maritime sera dotée d'un réseau dense et moderne d'établissements du premier cycle.

— De manière plus ponctuelle, le conseil général a participé à la création du Centre Interprofessionnel de perfectionnement de la Charente-Maritime (CIPPECM), qui organise des stages de formation et de recyclage pour adultes.

— Le démarrage des centres de formation professionnelle ouverts par le conseil général à La Rochelle et à Jonzac a été facilité par le conseil général.

— La création récente du Centre de formation au commerce international, à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie de La Rochelle, a reçu le soutien financier du conseil général, qui manifeste, ainsi, sa volonté de voir les entreprises de la région se doter de cadres rompus aux techniques du commerce international pour mieux conquérir des marchés étrangers.

— Il est d'autres formes d'interventions qui intéressent tel ou tel secteur d'activité.

— L'agriculture et la viticulture tiennent une place éminente dans la vie économique locale. La qualité des céréales et des produits laitiers charentais, la renommée internationale du cognac, portent la marque d'une réussite technique qui doit être prolongée sur le plan commercial.

— Ainsi, la commercialisation des produits locaux — tant en France qu'à l'étranger — exige, en effet, aujourd'hui, une prospection élargie et approfondie des marchés et parfois la mise en place de structures nouvelles.

— Ainsi, le conseil général apporte son concours au Service Interdépartemental pour la promotion des produits agricoles (SIPPA) pour l'aider à conquérir de nouveaux débouchés pour le cognac.

— De son côté, le secteur des pêches maritimes et de l'aquaculture bénéficie du soutien financier du département pour améliorer ses structures de production ou même titre que l'aquaculture, qui, gravement menacée il y a quelques années, a retrouvé toute sa vitalité et sa tradition de qualité.

— Les moyens de communication sont, à n'en pas douter, un élément déterminant du développement économique. C'est pourquoi le conseil général y attache une importance primordiale et y consacre chaque année des crédits considérables.

— La mise en service de l'autoroute A10, dont le tracé traverse notre département du

nord au sud, va doter, à brève échéance, la Charente-Maritime d'un axe routier qui assurera son désenclavement tant en direction de la région parisienne que vers l'Aquitaine et l'Espagne.

— L'autoroute ne manquera pas d'entraîner une profonde transformation du paysage économique local. Elle doit aussi nous offrir l'opportunité de diffuser les activités économiques dans les régions les plus fragiles et les plus menacées par l'exode rural.

— C'est un objectif identique que vise le plan routier charentais, élaboré en 1976, pour les cinq prochaines années, lequel prend en compte et accompagne les choix de l'Etat pour la création et l'aménagement des axes routiers de caractère national, notamment ceux qui relient le port de La Rochelle-Pallice à l'autoroute A10, tant vers Paris qu'en direction de Bordeaux.

— Ce plan routier charentais tend à faire de la Charente-Maritime un espace économique homogène, entièrement irrigué et desservi par des voies modernes, rapides et sûres.

— C'est parce que nous pensons que la première qualité d'un bon réseau routier est de garantir la sécurité des usagers que le conseil général a consacré des crédits importants pour la réalisation d'opérations de sécurité sur les principaux itinéraires départementaux.

— Grâce à l'aménagement de l'aérodrome de La Rochelle-Laleu, Charente-Maritime entretient une liaison aérienne quotidienne avec Paris et Lyon en attendant la mise en place d'un réseau élargi de communications par la voie des airs à partir d'autres villes du département dont certaines sont déjà desservies comme Royan.

— Former les hommes, améliorer les moyens de communication ; tout cela est nécessaire, est-ce suffisant pour convaincre les entreprises de venir s'installer en Charente-Maritime ?

— C'est le développement de l'industrie et, dans son sillage, de l'artisanat qui est au premier chef créateur d'emplois en Charente-Maritime. Il faut donc soutenir et aider les entreprises industrielles qui souhaitent créer de nouvelles unités de production ou développer leurs installations existantes en Charente-Maritime.

— Tel est l'objet du Fonds départemental d'aide à l'industrialisation. Des aides spécifiques, financées par une dotation prélevée sur le budget départemental, accompagnent et amplifient les aides publiques servies par la DATAR aux entreprises qui créent des emplois dans l'Ouest.

— Grâce à l'intervention du Fonds départemental d'aide à l'industrialisation, les communes peuvent aménager des zones d'activités, construire des usines-releis, acquérir des terrains à vocation industrielle.

— Les modalités d'intervention du Fonds (bonification d'intérêts, subvention en capital, prêts directs) tiennent compte des besoins propres des entreprises. Bien utilisées par les communes, elles s'adaptent, avec souplesse et efficacité aux besoins particuliers de chaque entreprise. Il s'agit en fait d'une formule d'aide « à la carte » qui rencontre la faveur des chefs d'entreprises comme en témoignent les résultats déjà obtenus dans plusieurs villes du département.

— L'accueil, la documentation, la présentation des sites, le montage des dossiers administratifs et financiers sont assurés par le comité départemental d'expansion économique (CODECEMA) qui travaille en liaison directe et permanente avec l'association Ouest-Atlantique qui assiste M. Paul Delourier, président d'Electricité de France, les chambres de commerce et d'industrie, le SODECOC, les établissements bancaires locaux et, bien entendu, l'administration.

— L'implantation de la S.A. Roto-Diesel à La Rochelle, de la Société des Fontes en coquilles à Jonzac, montre que la crise actuelle n'a pas stoppé le mouvement d'industrialisation que le conseil général s'emploie à susciter depuis quelques années.

— C'est avec un sens aigu du concret, un souci permanent de l'efficacité et de la rapidité que le conseil général conduit des actions en faveur de l'industrialisation. Nous sommes convaincus que l'évolution des techniques et des mentalités, l'aspiration grandissante des hommes de ce temps à concilier dans la vie quotidienne le travail et les loisirs, ouvrent à la Charente-Maritime les voies d'une nouvelle croissance.

Au carrefour de l'industrie et des loisirs

— Quel rôle assignez-vous à la mer dans le développement économique de votre département ?

— La mer tient une place éminente dans l'histoire, la géographie et l'économie de la Charente-Maritime et, bien sûr, dans la vie quotidienne des hommes de ce pays.

— Support naturel d'activités traditionnelles comme les pêches maritimes et l'aquaculture, la mer, c'est aussi le port de La Rochelle-Pallice, le tourisme sur la côte de Beauté et dans les îles de Ré et d'Oléron.

— Le port de La Rochelle-Pallice joue un rôle de premier plan dans la vie économique régionale, notamment pour l'exportation des céréales et l'importation des bœufs d'Afrique.

— Aussi le conseil général se propose-t-il de concourir aux côtés de l'Etat, de l'établissement public régional Poitou-Charentes et de la chambre de commerce et d'industrie de La Rochelle, au projet de modernisation et d'agrandissement du port de La Rochelle-Pallice dont la réalisation est prévue au cours du VII^e Plan.

— Le port de La Rochelle-Pallice peut et doit être la débouchée naturelle des productions destinées à l'exportation en provenance des régions Poitou-Charentes et du Limousin, lesquelles constituent un vaste espace économique auquel la Charente-Maritime offre une ouverture vers le grand large.

— La mer, c'est aussi le tourisme, les plages de Ré et d'Oléron, la côte de Beauté, le flot

croissant d'année en année d'estivants et de touristes qui fréquentent notre côte et nos îles.

— La conseil général mène depuis plusieurs années par l'intermédiaire de l'Office départemental du tourisme, une politique dynamique pour développer le tourisme sous toutes ses formes.

— La réussite a couronné cette entreprise puisque la Charente-Maritime est aujourd'hui le troisième département touristique de France.

— Mais, si nous voulons concilier le maintien des activités économiques traditionnelles (agriculture, ostréiculture) sur la côte et dans les îles avec le développement d'un tourisme saisonnier massif et multiforme, alors des choix s'imposent pour protéger les sites les plus sensibles, aménager et équiper les stations touristiques, en un mot préserver un cadre de vie agréable pour les résidents permanents et nos hôtes d'un été.

— Le conseil général consacre des crédits croissants d'année en année pour améliorer l'équipement des communes touristiques, assurer la défense contre la mer, améliorer la qualité des liaisons maritimes entre les îles et le continent.

— L'Assemblée départementale vient d'adopter une politique d'acquiescement fondée sur la préservation de certains sites qu'il parait souhaitable de maintenir en l'état. Le Conservatoire national du littoral, dont le siège est installé à Rochefort-sur-Mer, devrait, si cet organisme est doté de crédits suffisants, appuyer cette initiative qui va dans le sens d'une meilleure protection de la nature.

— Le conseil général a enfin adopté un plan pluriannuel destiné à doter la côte charentaise et les îles de bases nautiques en vue de développer la pratique de la voile à partir et autour du port de plaisance des Minimes à La Rochelle.

— L'objectif de ce plan nautique est de faire de la façade maritime charentaise un lieu privilégié pour tous les amateurs de voile, du débutant au plus expérimenté.

— Ce faisant, le conseil général contribue indirectement, mais réellement, à l'expansion de l'industrie de la construction des bateaux de plaisance dont la production de haute qualité bénéficie d'une réputation internationale bien établie.

Pour une nouvelle croissance

— N'y a-t-il pas un risque de voir l'activité économique — et par conséquent la population — se concentrer sur la côte au détriment de l'arrière-pays, comme tend à le montrer les résultats du dernier recensement ?

— C'est précisément pour lutter contre ce mouvement que le conseil général cherche à susciter la création d'activités industrielles ou artisanales en milieu rural.

— Il ne s'agit pas d'une vision utopique, d'une aimable rêverie sans rapport avec la réalité vécue.

— La réussite de l'entreprise Burand, installée dans une commune de six cent vingt-trois habitants — Monthu, près de Saintes — démontre qu'un chef d'entreprise imaginaire et dynamique peut, à partir d'un village, conquérir une place de choix sur le marché mondial.

— M. Burand, qui fabrique des papiers et des serviettes, occupe, en effet, une place exceptionnelle sur le marché international pour ce type de production. Et ce n'est pas un cas isolé, loin de là.

— De même le « tourisme vert » peut être une activité complémentaire de l'agriculture, comme c'est déjà le cas dans de nombreux pays voisins.

— L'ouverture de nombreux villages de vacances de plus en plus fréquentés par des touristes étrangers, la mise en place d'équipements sportifs et socio-éducatifs autour de Saint-Jean-d'Angély, dans la vallée de la Boutonne et le long de la Charente, sont autant d'opérations d'aménagement touristique auxquelles le conseil général apporte un concours financier décisif.

— Aussi le « tourisme vert », déjà pratiqué en Charente-Maritime par les amateurs d'art attirés par le charme de notre patrimoine architectural, va-t-il s'enrichir, se diversifier et s'élargir grâce à la création de nouvelles possibilités d'accueil en toutes saisons.

— L'existence d'un réseau d'animateurs culturels et sportifs couvrant l'ensemble du département et entièrement à la charge du budget départemental, la présence d'associations socio-éducatives et culturelles actives soutenues par le conseil général, sont à l'origine d'une vie culturelle très riche qui confère à la Charente-Maritime, dans ce domaine, une place originale.

— Le département a de grands atouts pour aujourd'hui et pour demain — la politique active du conseil général est une réponse à une situation conjoncturelle difficile ou bien exprime-t-elle une vision plus globale, plus prospective, de l'avenir de la Charente-Maritime ?

— Voyez-vous, la Charente-Maritime appartient à cette France de l'Ouest, tournée vers le Nouveau Monde, ouverte sur l'océan dont les richesses restent à explorer.

— Alors, nous avons confiance dans l'avenir. Nous pensons que les régions de l'Ouest, la façade atlantique, offrent un immense champ d'expérience pour une nouvelle croissance économique. C'est pourquoi notre ambition est, ici, en Charente-Maritime, de concilier le développement économique et la qualité de la vie.

— Pour cela, le conseil général se veut une assemblée ouverte aux initiatives, aux suggestions, aux innovations, qui peuvent servir cette ambition, ce projet.

— Si nous savons protéger un art de vivre que l'on dit apprécié de tous ceux qui séjournent quelques temps dans notre département et dans le même temps faire partager notre conviction que la qualité de la vie n'exclut pas la réussite économique, alors peut-être serons-nous en avance sur notre temps.

— Toutes les actions décidées et conduites par le conseil général vont dans ce sens, au service d'une certaine idée de la Charente-Maritime, demain.

La réalité économique d'aujourd'hui

• Une grosse unité en milieu urbain : la société Roto-Diesel à La Rochelle.

La société Roto-Diesel, spécialisée dans le matériel d'injection pour moteur Diesel (pompes et injecteurs), a décidé d'implanter une unité de production à La Rochelle sur la zone industrielle de Périgny, où elle a retenu un terrain de 50 000 m² (et une option sur un lot adjacent de même dimension).

Cette unité fabriquera des injecteurs actuellement réalisés à Blois, l'usine de Blois continuant à assurer le développement du secteur « pompes ».

Elle emploiera quatre cent cinquante personnes au cours des trois premières années, dont une grande partie de personnel féminin ; cet effectif pourra doubler à terme.

Pour préparer cette implantation, les représentants de la société Roto-Diesel ont visité une vingtaine de sites dans l'Ouest et le centre de la France. Après plusieurs visites en Charente-Maritime, leur choix s'est finalement porté sur La Rochelle, qui offrait la plupart des conditions recherchées :

— un environnement industriel dans le secteur de l'automobile ;

— un cadre de vie agréable ;

— des conditions d'accueil favorables faites par la municipalité.

Les visites de La Rochelle et les négociations ont été menées par l'Association Ouest-Atlantique avec la municipalité, la chambre de commerce et d'industrie et le comité départemental d'expansion économique (CODECEMA).

Cette implantation correspond aux objectifs de développement régional et répond aux impératifs industriels de l'entreprise.

• Une petite unité en milieu rural : la société Decalcolux à Jonzac.

L'entreprise Decalcolux, spécialisée dans la sculpture industrielle, est implantée en plein centre de Paris. Ses locaux actuels ne lui permettent plus de faire face au développement

de ses activités, ce qui la conduit à s'orienter vers une décentralisation en province.

La société Decalcolux a pris en compte, pour orienter le choix de sa nouvelle localisation, la qualité de l'environnement et plus spécialement la qualité des équipements techniques mis à sa disposition, la densité et la diversité des moyens de communication, la nature et l'importance de l'aide de l'Etat et des collectivités locales.

Après la visite de nombreux sites industriels en Poitou-Charentes, Pays de la Loire et Aquitaine, le choix de la société Decalcolux s'est porté sur la ville de Jonzac, qui a su lui offrir les meilleures conditions d'accueil sur le plan technique, financier et humain.

Cette opération a été conduite par le comité départemental d'expansion économique avec le concours de l'association Ouest-Atlantique et en liaison avec la municipalité de Jonzac.

• L'industrialisation d'une ville moyenne : la Compagnie française des Fontes en coquilles à Rochefort.

La ville de Rochefort, qui bénéficie d'un contrat de ville moyenne, cherche à développer et à diversifier son potentiel industriel par l'extension des entreprises existantes et l'implantation de nouvelles industries.

La Compagnie française des Fontes en coquilles, créée en 1976, la décision de réaliser à Rochefort un projet d'implantation d'une unité de fabrication de pièces de fonte destinées principalement à l'automobile et à l'hydraulique industrielle.

Les travaux ont été menés rapidement et la première coulée est intervenue en janvier 1977. En régime de croisière, cette entreprise emploiera cent quatre-vingt personnes.

La réussite de cette opération est le prix d'une collaboration étroite entre la DATAR, l'association Ouest-Atlantique, la Sodeco, la municipalité de Rochefort et le comité départemental d'expansion économique.

Le rêve demeure...

Rappelez-vous le début de *Laurence de Saintonge*, de Jacques de Bourbon Busset : « Le soir tombait. Les pinasses des pêcheurs rentraient. Les coques étaient disséminées par les îlots herbeux qui séparent les rades et les vannes. Les volées de colliers glissaient sur la Seudre. Ainsi glissent les apparitions dans les allées des châteaux hantés ».

Sur le port, Laurence aborde un jeune homme, dit-il, l'avait initiée à la pêche à l'anguille. Jacques fut présenté et s'accusa de n'être pas du pays d'Arvert ni même de Saintonge.

Jacques aime Arvert et la Saintonge, et l'Aunis aussi. L'Aunis tant qu'il acquit le droit de l'évoquer.

C'est un pays plat, c'est un pays lent qui s'étire dans une langoureuse harmonie d'air, de terre et de mer, sans convulsion ni désespoir. C'est un pays qui donne la paix. La lumière fine qui roucoule entre les bosquets de la vallée de la Charente, la lumière éblouissante qui transfigure et fige Ré ou Aix, la lumière manie à force de transparence des retours en bascule sur La Rochelle, lorsque l'on vogue vers la double masse noire et menaçante des tours, comme happé par une maléfique attirance.

Alors que cette note est chancelante de Châteaillon sortent encore aux derniers rayons du couchant — la lumière d'abord, est la paix de cette contrée.

Le climat d'œuvre des rayons du soleil sur la route de La Rochelle à Saintes m'a donné la sérénité du printemps charentais. Des éties d'argent fendaient la brume qui peu à peu abandonnait les genêts et s'effaçait vers la pointe de la Fumée.

Mais cette paix, certains surs, insoucieux, disparaît. Les étapes du chemin de Saint-Jacques claquent de volutes en arceaux leur infini tournoyant. L'air de bataille et de trêve, l'Aunis et la Saintonge se hâtent alors des fleches de leurs églises, des clochers de leurs abbayes, des tours de leurs forteresses, des mâts de leurs bateaux et des épis de leurs ajoncs ; combien de fois al-je entendu la voix de l'Océan exhaler les noms glorieux et rugueux de Moïse et de Brouse, de Pélouze et de Talmont, de Corne-Royal et de Brouage. Le hululement de la croix hosannière et la plainte de la patenôtre des morts couvrent le quêtage bruissement des marais. Des arbres épiques se mêlent à cette tourmente, je les ai vus, comme le voyageur du siècle précédent à Les Ormes ou l'air de l'entente, tête baissée, à travers la désert, sous le vent de l'Océan qui les lard et les incline. On dirait les derniers débris d'une forêt en déroute (1).

(1) André Halley, de Bretagne en Saintonge, Librairie académique Perrin, 1974.

C'est André Halley, pèlerin moderne qui note les impressions de voyage tantôt avec les distractions du passant, tantôt avec l'étrange passion de l'écrivain, ici serrée, revient sur ses pas à La Rochelle, Brouage, Saintes, et puis La Rochelle encore.

Soucieux de sauver les richesses de ce pays, il insère dans son récit d'anciens articles. Il interpelle Pierre Loti qui, lui-même, s'était attaché à la vie au château de la Belle en bois dormant — La Rochelle-Courbon — il s'agit de :

« Comment, une nouvelle gare à La Rochelle, qui se détruira toute la distinction du jacobinisme ? Comment, une statue prétentieuse de Jean Guittion qui va ruiner tout le charme d'une petite place ? » On le sent, dans son amour pour La Rochelle, personnellement attaché, et on écoute l'écho de l'avenir :

« Comment, un hôpital, une nouvelle maison de la culture ? » La Rochelle, voyez-vous, éprouvent tant de tendresse envers leur ville... mais ils savent aussi vous l'offrir quand ils vous ont sentie conquise, attachée.

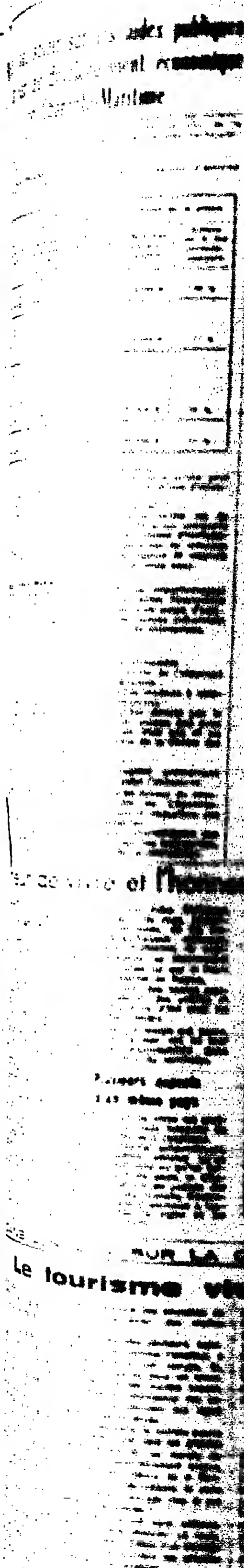
Amarrée... au pied de la tour de la Lanterne, les tentes grises des remparts frémissent sous le drapeau de la mer que l'on découvre bruyamment en l'escalier qui mène à la jetée — car, à La Rochelle, les pierres jamais ne sont ternes, mais vivantes, même celles, argentées, des balustrades des maisons en forme de cloîtres qui, rue de l'Escale, éclairent les nuits.

Amarrée... à la Saintonge aussi, plus douce. Si l'Aunis est le pays illimité des vents et des nuées, la Saintonge rend le pèlerin à la saveur des choses et donne à son âme le goût de la haute qu'il prolonge le plus possible. Saint-Jacques est encore si loin et toute pénitence devient ici exultation. Les maisons carrées qui s'embrassent le soir de reflets fauves sont rives à leur sol, comme les hommes nés entre Charente et Segne, et leur porte ne s'ouvre qu'à l'eau, mais alors avec tant de cœur que l'on oublie la menace de l'Océan au loin et les lambeaux des tempêtes dans la profusion des présents de cette terre. Même les pins, vers le sud, sont dépourvus de l'austérité brûlante qui caractérise la proche Gironde, adoucis des souples vallons des vignobles et des landes crânelées.

Je n'oublierai pas l'heureuse plaine qui surgit mystérieusement des taillis saintongeais pour se perdre dans l'eau de l'estuaire, accrochée parfois encore aux huttes en bois et au rocher roman.

De Talmont à Vallières, les songes qu'éveille le vent du large vous parlent de retour.

RETINA LAVILLE.



La réalité économique
d'aujourd'hui

Pour tout savoir sur les aides publiques en faveur du développement économique en Charente-Maritime

L'incitation financière des pouvoirs publics et des collectivités pour promouvoir le développement économique de la Charente-Maritime comporte une série de mesures particulièrement intéressantes.

1) Prime de développement régional (création d'activités ou reprise d'établissement en difficulté).

Lien de réalisation ou programme	Consistance du programme		Calcul de la prime	
	Montant minimum d'investissement	Nombre minimum d'emplois à créer	Montant forfaitaire	Limite en % des investissements
Agglomération de ROCHFORT	800.000 F	30	25.000 F	25 %
Agglomération de LA ROCHELLE SAINTES ROYAN	800.000 F	30	20.000 F	17 %
Cantons de ROCHFORT FONNAIX-CHARENTAIS (sauf les villes de Rochefort et Fonniaux-Charentais)	300.000 F	10	25.000 F	25 %
Reste du département	300.000 F	10	20.000 F	17 %

— Pour les industries agro-alimentaires, cette prime peut être cumulée, dans une certaine mesure, avec la prime d'orientation agricole.

2) Prime de localisation d'activités tertiaires : En Charente-Maritime, le montant de la prime est de 20.000 F par emploi créé (25.000 F lorsque l'opération comporte installation d'un siège social), quel que soit le volume d'investissement nécessaire à la réalisation de l'opération de création ou d'extension (30 emplois minimum et seulement 20 emplois pour les sièges sociaux créés dans un délai de trois ans).

3) Au niveau départemental : Le conseil général a institué un Fonds départemental d'aide à l'industrialisation, qui attribue des aides financières aux communes pour l'achat ou l'aménagement de zones d'activités, la construction d'usines-relais et de bâtiments industriels susceptibles d'être rétrocedés à la demande des entreprises.

1) Pour les terrains industriels : — Octroi de subventions en capital. — Avance des trois premières annuités de l'emprunt contracté pour financer l'opération. — Octroi de subventions en annuités tendant à atténuer la charge d'intérêt de l'emprunt. — Dans certains cas, octroi de prêts directs par le département pour une durée de quinze ans avec différé total d'amortissement de trois ans et au même taux d'intérêt que les prêts de la Caisse des dépôts et consignations.

2) Pour la construction d'usines-relais : — Octroi de subventions en capital permettant d'abaisser le montant du loyer pour l'industriel. En outre, les allègements fiscaux prévus en faveur du développement régional peuvent être accordés en Charente-Maritime (exonération de la taxe professionnelle, réduction des droits de mutation, amortissement exceptionnel).

L'ensemble de ces aides d'investissement régional est entièrement répercuté au niveau des entreprises, afin de leur faciliter au maximum la période de démarrage.

La formation technique et générale : les renseignements à noter

LES FORMATIONS	LES FORMATEURS
<p>• FORMATION GÉNÉRALE</p> <p>Agent de maîtrise</p> <p>Techniciens de Commercialisation</p> <p>Gestion.</p> <p>Comptabilité</p> <p>— Niveau de base</p> <p>— Niveau Chef Comptable</p> <p>— Initiation à la comptabilité</p> <p>— Initiation à la gestion</p> <p>— Niveau C.A.P. et B.E.P.</p> <p>Initiation à l'informatique</p> <p>Gestion des stocks</p> <p>Législation et administration</p> <p>Perfectionnement Secrétariat</p> <p>Secrétariat de Direction</p> <p>Stages pour cadres et dirigeants d'entreprises</p> <p>Direction</p> <p>Rattachement</p> <p>Administration</p> <p>Perfectionnement de la Vente</p> <p>Représentants</p> <p>Stalage</p> <p>Documentation</p> <p>Enseignement des Langues</p> <p>Carrières sanitaires et sociales</p> <p>• FORMATION TECHNIQUE</p> <p>Métiers de la Métallurgie</p> <p>Métiers de la Chimie</p> <p>Métiers du Bâtiment</p> <p>Mécanique</p> <p>Industries plastiques - Polyester armé - Stratifiés</p> <p>Electricité</p> <p>Automobile</p> <p>Métiers de l'habillement</p> <p>• FORMATION DE NIVEAU SUPÉRIEUR</p> <p>L.U.T.</p> <p>Centre de Formation au Commerce International LA ROCHELLE</p> <p>CARTEL (Centre audiovisuel de ROYAN pour l'étude des langues) ROYAN</p> <p>Université de Poitiers</p> <p>— Capacité en Droit LA ROCHELLE</p> <p>— Licence en Droit (deux premières années)</p>	<p>CIPECMA</p> <p>L.U.T. LA ROCHELLE</p> <p>C.C.I. LA ROCHELLE</p> <p>Chambre Métiers LA ROCHELLE</p> <p>L.U.T. LA ROCHELLE</p> <p>CIPECMA - CHATELAILLON</p> <p>CIPECMA</p> <p>Centre de F.P.A. de ROCHFORT</p> <p>Lyce Jean-Dautet</p> <p>L.U.T. LA ROCHELLE</p> <p>C.E.T. JONZAC - C.E.T. SAINTES</p> <p>CIPECMA</p> <p>CIPECMA</p> <p>Centre de Promotion des entreprises</p> <p>Lyce Jean-Dautet</p> <p>C.E.T. mixte ROCHFORT</p> <p>C.E.T. JONZAC - C.E.T. SAINTES</p> <p>C.E.T. PONS</p> <p>CIPECMA</p> <p>Chambre de Commerce ROCHFORT</p> <p>CIPECMA</p> <p>CIPECMA</p> <p>C.E.T. F. Doriole</p> <p>Lyce Jean-Dautet</p> <p>C.E.T. mixte ROCHFORT</p> <p>Centre de Promotion</p> <p>CIPECMA</p> <p>C.E.T. SAINT-JEAN-D'ANGELY</p> <p>C.E.T. SURGERES</p> <p>LYCEE TECHNIQUE L. VIELJEUX</p> <p>Centre F.P.A. ROCHFORT</p> <p>C.E.T. SAINTES - C.E.T. PONS</p> <p>CIPECMA</p> <p>CHAMBRE DES METIERS</p> <p>LYCEE TECHNIQUE L. VIELJEUX</p> <p>C.E.T. SURGERES - C.E.T. ROYAN</p> <p>CIPECMA</p> <p>Chambre des Mét. LA ROCHELLE</p> <p>C.E.T. PONS</p> <p>Chambre des Mét. LA ROCHELLE</p> <p>C.E.T. Pierre-Doriot</p> <p>C.E.T. SURGERES - C.E.T. JONZAC</p> <p>LA ROCHELLE</p> <p>Centre de Formation au Commerce International LA ROCHELLE</p> <p>CARTEL (Centre audiovisuel de ROYAN pour l'étude des langues) ROYAN</p> <p>Université de Poitiers</p> <p>— Capacité en Droit LA ROCHELLE</p> <p>— Licence en Droit (deux premières années)</p>

* ASFO 17 : Association Interprofessionnelle pour la formation professionnelle continue, en Charente-Maritime (14, rue du Palais - 17025 LA ROCHELLE Cédex).

LE SECTEUR DES MÉTIERS

Les techniques modernes au service d'une tradition maintenue

On croit parfois que l'artisanat est en marge de la société industrielle. Or l'industrie a besoin d'un environnement artisanal. Certaines entreprises, participant à la construction de pièces destinées à des matériels d'une technologie très avancée. La coopération prend également une importance de plus en plus grande. D'autre part, l'artisanat est bien un promoteur de la qualité de la vie.

En Charente-Maritime, le développement touristique contribue grandement au maintien et au développement d'activités artisanales. L'attraction du noyau départemental, très fréquenté en toute saison avec le développement de la voile, a un effet d'entraînement surtout pour les entreprises vivant directement du tourisme et pour celles qui préparent l'accueil, tels le bâtiment et l'alimentation.

Les métiers d'art sont diversifiés. Les potiers et les céramistes sont nombreux. La Saintonge n'est-elle pas la patrie de Bernard Palissy ? Une association des artisans d'art très dynamique regroupe les sculpteurs sur bois et sur autres matériaux, les imagiers d'art, les ferronniers d'art, etc. (1). Il existe aussi des bijoux et des facteurs d'orgues, des décorateurs et des tapissiers de talent.

L'ébénisterie perpétue ce style charentais qui se remarque particulièrement par les vaisseaux et les tables rustiques.

Le désir des artisans d'améliorer sans cesse leurs connaissances

(1) Association des métiers d'art Aunis et Saintonge - M. J.-P. Boncard - 17 - Poitiers.

CHEFS D'ENTREPRISE, la Charente-Maritime vous offre une gamme d'aides à votre mesure pour y réussir une bonne implantation. Le Comité départemental d'expansion économique et de productivité (CODECMA) est à votre disposition et vous assure, avec discrétion et rapidité : — une étude de localisation — recherche de sites et de locaux — en fonction des besoins spécifiques de votre entreprise ; — une assistance technique, administrative et financière en liaison avec la Société de développement régional (SODERCO), les municipalités et les chambres de commerce et d'industrie.



CODECMA
2, rue de la Mennaisie
17000 - LA ROCHELLE
Tél. (45) 41-43-57
41-42-60

e bonheur de vivre et l'honneur de travailler

Gâté par la nature, solidement juté à son sol, le Charentais avale avec une persévérance angoissée et discrète. Et on lui propose cet attachement (cela fait-il pas un peu suranné ?), sourit. C'est qu'il a appris, intuitivement, à connaître la valeur des choses et à s'adapter. Admettant, une solide intelligence et un fonds inséparable de malice le maintiennent éveil. Il a un œil braqué vers l'avenir et il sait prendre le regard fixe sur quelque chose disparaissant à l'horizon. Le vouloir revient.

Armstrong ou John Coltrane, défilant dans les rues historiques, qu'on se rappelle de La Rochelle. Stockhausen enlevant, mieux que Richelieu, la capitale huguenote, et Monteverdi tout à fait chez lui sur le front de mer moderne de Royan. La blancheur des basses maisons rétroces et des coiffes et l'ombre des soirs d'été sous les pins de Montendré.

Le climat, le temps qui passe, le soleil et la mer ont leur part de responsabilité dans l'aménagement du territoire.

Plusieurs aspects d'un même pays

Le bonheur de vivre est enrichi par un certain honneur de bien travailler et l'explique. Avec le rythme acharné, avec le même sérieux qu'un sculpteur sur bois ou qu'un ferronnier d'art du pays, le Charentais construit les coques des bateaux et les circuits électroniques comme il continue à travailler le blé, la vigne et les fruits de la mer.

Sur sa table trônent le pissenot, l'écluse moule, la chaudière fournaise et le cognac. Le touriste, dès lors, peut céder à la mode des coutumes locales : la bûche en sera vraiment intéressante. Et il reviendra à sa ferme, à son village de vacances niché dans un havre de verdure, à son membre ou à son terrain de camping dominant directement sur l'une des nombreuses plages. C'est-à-dire qu'il reviendra en Charente-Maritime.

Il y a plusieurs pays dans ce département. Il n'y a que plusieurs aspects d'un même pays. Car, sous le signe de l'art roman, éclairé par cette lumière qui enchante les peintures, on retrouve les mêmes caractères, le même tempérament. Du marais poitevin aux vignobles d'Arçais, des parcs à huttes de l'estuaire de la Sèvre aux bords de la Bourne, on découvre l'attachement à la manière d'un vieux cognac, ce savoureux bonheur de posséder un cadre de vie et de travail à la mesure de l'homme de demain.

FRANÇOIS ELAÏ.

Les merveilleux plans d'eau de l'archipel charentais

Et toute la ville en marche vers la mer... Toutes choses en marche vers la mer... (SAINT-JOHN PERSE - Amers.)

Quand, aux quatre coins de la France ou à l'étranger, on vous parle de La Rochelle, les images premières évoquées sont celles de la « Villa dans la vent » et de la « Villa de la plaisance ». Par là on signale à la fois le dynamisme, l'ouverture sur la large et l'agrément.

La Rochelle peut légitimement revendiquer la titre de capitale de la voile, la côte elle-même avec ses deux ports de plaisance (le vieux port et le port des Minimes) et ses multiples activités nautiques : Semaine internationale de la voile, championnats de France et du monde des séries olympiques, course Plymouth-La Rochelle, etc. Mais La Rochelle est aussi le pôle dynamique de la voile pour l'ensemble de la Charente-Maritime. En effet, la qualité du plan d'eau de l'archipel charentais déborde le cadre rochelais, car il se prête aussi bien à la croisière côtière

avec les nombreux buts d'excursion que constituent les petits ports des îles de Ré et d'Oléron qu'à la croisière hauturière avec son accès facile par tous les temps. Mais, mis à part le vieux port de La Rochelle, Royan et Saint-Martin-de-Ré, la navigation de plaisance dispose de très peu d'équipements portuaires dignes de ce nom jusqu'au début des années 70. Les choses ont bien changé depuis, non seulement à La Rochelle mais sur la littoral charentais.

A La Rochelle, le nouveau port des Minimes a été ouvert à l'exploitation le 1^{er} janvier 1972. Sa capacité atteindra deux mille cinq cents places environ, ce qui le placera au premier plan européen quand il sera terminé. Déjà il dispose de plus de mille trois cents postes d'amarrage, tous munis de l'eau et de l'électricité, permanence de jour et de nuit pour un complexe d'animation et de services.

Office départemental du tourisme : 11 bis, rue des Augustins - B.P. 1182 - 17005 LA ROCHELLE. * Circuits officiels de tourisme - Syndicats d'initiative.

* Croisières inter-îles et croisières hivernales sur la Charente. Tous renseignements à l'Office départemental du tourisme.

vices. Il est géré par la régie du port de plaisance qui est sous-concessionnaire de la Jlle de La Rochelle.

De nouveaux ports ont été créés ou aménagés depuis quelques années sur la côte et l'île d'Oléron : la port de Châtellain, la port de Boyardville, qui dispose depuis 1976 d'un bassin à flot réservé à la plaisance.

Il en est de même de Maronnas, Mortagne, et blanchet de Port-Maurin. Enfin, Royan dispose d'un port de plaisance agrandé par le transfert des activités de pêche et de cabotage dans un nouveau port en cours de construction.

En outre, le conseil général de la Charente-Maritime a approuvé en 1976 les orientations proposées pour le développement des activités nautiques du littoral et participé au financement des travaux. Certains sont déjà terminés ou bien avancés. Le régulier sera particulièrement séduisant par le confort et l'animation du port des Minimes à La Rochelle, mais la simple plaisance ne sera pas moins par le programme des mouillages publics sur la côte et dans les îles : soixante-dix mouillages au total.

La moitié de ces mouillages forains sont déjà en place, ce qui rend la navigation particulièrement attrayante d'une île à l'autre, d'une côte à l'autre, dans un vagabondage marin que l'on peut offrir chaque week-end quand on travaille en Charente-Maritime.

Ainsi, les petites brèves thermiques du micro-climat charentais peuvent vous porter vers la « soie » française qu'est la Parnis breton, ou vers les plages de la côte ou des îles du Pertuis d'Antioche et proches au bain et au pique-nique. Une autre navigation s'offre au plaisancier avec le Couteau d'Oléron, jamais monotone et pleine de charmes, entre les bouées, avec les courants et au milieu des barques des caboteurs. Enfin, une navigation plus sportive et hauturière est permise au « mangrove d'écoute » en quittant la Côte de Beauté ou les Parais au large de la presqu'île d'Arvert et de la Côte Sauvage de l'île d'Oléron.

P. H. G.

DANS LES ILES, SUR LA COTE ET DANS L'ADMIRABLE PAYS VERT

Le tourisme vivant des quatre saisons

De la même façon qu'il y a de bonnes terres à blé ou à raisin, il y a de bonnes « larres » à tourisme. La Charente-Maritime avec ses îles et ses villages verts de l'intérieur fait partie de celles-là. L'attrait de ses îles, ses longues plages de sable, ses richesses architecturales, la navigation de plaisance, les stations de cure, la qualité de son hôtellerie et de sa gastronomie, autant de raisons qui font de la Charente-Maritime le troisième département français pour le nombre de touristes reçus. C'est d'abord une question de climat : ensoleillement comparable à celui de la Côte d'Azur, douceur qui ne se dément jamais. Et, pour parfaire l'ensemble, cette lumière à la fois inimitable et changeante qui s'élève nulle part ailleurs.

A l'ouest, c'est le mar, 420 kilomètres de côtes. Et, en prime, l'archipel charentais : Ré, Aix, Oléron. Des milliers d'hectares de sable, des plans d'eau exceptionnels. La paradis des amoureux de la mer, du soleil, des vieilles pierres. La paradis des pêcheurs, aussi. La paradis, comme l'amateur, y trouve toujours son compte. Et, sur les plages ou dans les anses, lors des grandes marées basses, on trouve en abondance ces coquillages qui donnent aux repas le goût des vacances... L'âme du pays, le touriste pour la découvrir par delà les grandes terres à blé et les marais de l'Aunis et, plus sûrement encore, par delà les coteaux de la Saintonge, là où se célèbre la culte de la vigne, avec ses rites et ses savantes alchimies. Le paysage est sans violence, les transitions réussies. La route, insensiblement, passe d'un paysage à l'autre, empruntant les chemins insolites des vacances. Ici et là, comme pour assurer l'unité, points une aguille du plus pur style roman. Il y en a plus de dix cents, dont cinquante sont

des témoignages irremplaçables de l'art des XII^e et XIII^e siècles. Chaque bourg, chaque village recèle un de ces joyaux d'architecture, tous semblables par l'équilibre, la saine de l'art, le genre et l'époque, tous divers par la réalisation, l'inspiration, la concrétisation du rêve de celui qui l'a conçu et exécuté.

Accueil et animation

La Charente-Maritime a mis en place des équipements adaptés. 700 hôtels, 250 terrains de camping-caravaning, 30 000 meublés saisonniers, 12 villages de vacances et stations vertes, 500 hébergements à la ferme... Voile de quoi satisfaire tous les goûts. La chaîne Charente, qui regroupe une quarantaine d'hôtels classés, de une à quatre étoiles, offre de nombreux avantages à sa clientèle, dont celui de pouvoir séjourner dans un établissement et de déjeuner ou de dîner dans un autre. C'est un service analogue qu'offre

Campocéan, qui regroupe vingt-cinq gestionnaires de terrains de camping-caravaning. L'Office départemental du tourisme, chaque année, classe appartements et villas afin d'obtenir un hébergement « sans surprise » : ceux qui choisissent ce mode de vacances. Cet organisme édite ensuite un guide indiquant les normes et les prix des locations, présentées avec photos. Il édite aussi un dépliant présentant en quadrichrome les 12 villages de vacances de l'archipel charentais. La formule connaît un tel succès que les réservations se font de plus en plus tôt.

Accueillir, c'est bien. Animer, c'est mieux. Aussi, partout, des animateurs ont été placés. Ils sont chargés de promouvoir des visites, des circuits divers adaptés à tous les goûts, à tous les moyens de locomotion. Un effort particulier est fait pour déplacer la clientèle classique depuis le littoral vers l'ar-

rière-pays, dont les richesses naturelles de valeur équivalente. A cet effet, l'Office départemental va éditer un document important sur des forêts de séjours-animations pour ceux qui choisissent de passer une ou deux semaines en Charente-Maritime pendant les petites vacances scolaires au printemps et à l'automne. Ces forêts, sans surprise, seront valables pour tous les types d'hébergement. Répartis sur l'ensemble du département, ils s'adresseront tout particulièrement à ceux qui désirent s'enrichir, pendant leur repos, à ceux qui recherchent des souvenirs inoubliables pendant des vacances insolites.

Office départemental du tourisme : 11 bis, rue des Augustins - B.P. 1182 - 17005 LA ROCHELLE. * Circuits officiels de tourisme - Syndicats d'initiative.

Des agriculteurs qui cherchent à entrer dans le siècle

La vraie calamité, c'est l'endettement

C'est printemps, il y a du soleil. Puis vient un temps froid, sec, rendant la terre dure et l'herbe pauvre. De La Rochelle, en allant vers Surgères, au nord du département, la plaine de l'Aunis étale, en ces jours de mai, des champs bordés de haies, troués par endroits de longues bandes jaunes : le colza en fleur. De temps à autre, un bonrg. Quelques camions laissent sillonner les routes ombragées. Mais les troupeaux sont rares. Surgères, où siège la plus grosse coopérative du département, vit du lait et de sa transformation. En plein cœur d'une région naturelle ment vouée aux céréales.

En descendant sur Saint-Jean-d'Angély et la Saintonge, la terre devient plus vallonnée. C'est la saison du désherbage, des semis et de l'ensilage. Là encore, on produit du lait, des céréales et des oléagineux. La route vers le sud grimpe, de plus en plus sinueuse. Les cotéaux d'argile sont recouverts de vignes, en petites surfaces. Burie, petit centre rural de cette région viticole, n'est qu'à quelques kilomètres de Cognac. Et pourtant, les crus de Charente-Maritime, éloignés de la noble « fine champagne », sont ceux qui ont sans doute le plus souffert de la crise de mévente du cognac qui sévit depuis quatre ans. Ces mêmes crus qu'on retrouve sur les terres moins fécondes des îles de Ré et d'Oléron. Non loin des marais proches du littoral d'Atlantique, où l'on semble condamné jusqu'à présent à faire de l'élevage extensif sur des terres trop humides l'hiver, que le soleil d'été transforme en « paillason ».

Le département de la Charente-Maritime vit d'abord, comme l'exprime son paysage, de l'agriculture (1). Le tourisme constituant sa deuxième activité. La moitié de sa population vit à la campagne, et 18 % de ses actifs font valoir de petites et moyennes exploitations dont ils sont le plus souvent propriétaires. De père en fils, ici, on continue à faire de la polyculture. Plus aujourd'hui qu'hier, après les trois années de sécheresse successives qui lais-

sent la production essoufflée et ont ralenti le mouvement de spécialisation amorcé il y a une quinzaine d'années.

Dans l'Ouest

menacé

La Charente-Maritime ne connaît pas la surproduction de lait existant en Bretagne ou dans les Deux-Sèvres tout proches. Au contraire. En quelques années, l'importance du troupeau et le nombre de producteurs ont fortement diminué. Il ne reste environ que dix mille éleveurs, soit la moitié de l'effectif jadis installé dans le département. Les trisonnes aux plus noirs ont remplacé la quasi-totalité des normandes. Quelques charolaises fournissent la viande, produit accessoire ici. Depuis 1974, début de la sécheresse, la collecte du lait, en baisse constante depuis 1970, a connu de grosses difficultés. Tout le monde on

presque est passé par les précalamités, qu'il faudra rembourser un jour ou l'autre. « C'était comme emprunter son salaire, pour survivre au jour le jour », explique B. L., jeune éleveur qui habite une confortable maison dans un bourg de l'Aunis. Il s'est installé voici une dizaine d'années. Pour payer en partie la nourriture du bétail, en 1976, il lui a fallu vendre cinq bêtes, soit le sixième de son troupeau et licencier l'ouvrier agricole qui l'aidait. Il travaille environ soixante-dix heures par semaine, pour un revenu inférieur au S.M.I.C., complété par celui de sa femme, qui occupe un emploi à temps partiel, difficile à trouver dans la région où l'industrialisation reste faible.

« Pour tenir le coup, c'est vrai, reconnaît simplement le président de la chambre régionale d'agriculture, maire d'une petite commune, la plupart d'entre eux, le cheptel... et le sol s'appauvrit ».

Avant que n'arrive ce temps des « vaches maigres », ceux qui n'abandonnent pas, parce qu'ils avaient les moyens de produire suffisamment, se sont spécialisés. Les petites exploitations se sont agrandies. Mouvement qui permit l'amélioration rapide des rendements, mais qui devient parfois, aujourd'hui, une source de fragilité.

Dans le même temps, la coopération laitière s'est fortement concentrée. Dans ce département où elle est née, chaque canton ou presque possédait sa coopérative, délimitée par la capacité d'un cheval à assurer la collecte journalière. En 1966, dix-neuf se sont regroupées en quatre unions, cinq autres se sont maintenues, avec parfois des difficultés à rendre des produits en quantités insuffisantes pour les distributeurs aux structures fortement concentrées. Mais la production laitière est aujourd'hui bien organisée. Les unions se sont dotées d'ateliers de transformation

spécialisés dans le lait en poudre, le lait concentré, les fromages ou encore les produits extra-frais, commercialisés sous la marque du club Yoplak.

Si la vente du beurre ou du lait en poudre ne pose guère de problèmes — une société d'intervention, Interlait, éponge les surplus — celle du lait concentré et des fromages, — tel le Bois-Hardy, ou la croûte rouge, sorte de saint-paulin, subit les aléas de la concurrence qui sévit sur ce marché. L'amortissement des lourds investissements réalisés par les unions pèse sur le prix payé au producteur, qui surprennent parfois ces équipements ultra-modernes qui ne sont pas pleinement utilisés. Tant s'en faut. « L'industrie laitière a tout à sa disposition, mais manque de matière première », constate un gestionnaire d'union (2).

Et s'il fallait à présent rentabiliser ces investissements ? Depuis l'été dernier, une nouvelle concentration est à l'étude :

Huit années de stocks chez les viticulteurs

Cognacs en souffrance

A Cognac, dans le secret des chais, dorment des fortunes colossales. Le vignoble de Charente et de Charente-Maritime enfle et déborde. Pourtant, si l'on n'y prend pas garde, la région risque de mourir de sa richesse.

Au début de l'ère chrétienne, les Romains plantent la vigne. Sur la route des invasions, les Sarrasins apportent avec eux l'alambic. Le génie charentais fait le reste. Inventant la double distillation, pour obtenir la « bonne chauffe », et le vieillissement en fûts de chêne, il donne au monde le cognac qui ne cessera plus d'être confondu avec l'art de bien vivre.

La méthode reste inchangée depuis quatre siècles. Là est le secret qui sublime les cépages blancs de ce pays lumineux, comme éclairé du dedans. Selon la nature du sol et les conditions

climatiques, les crus se partagent un terroir généreux : grande et petite champagne, borderies, fins bois, bons bois et bois ordinaires. Au maître de chai de faire les bons mariages. Selon une réglementation plus pointilleuse que le code civil, fixant les proportions des crus et l'âge minimum des eaux-de-vie à mélanger. Par exemple, il faut au moins 50 % de grande champagne pour faire une « fine », et un V.S.O.P. (« very superior old pale ») ne contient que des cognacs ayant subi un vieillissement de quatre ans et demi.

C'est l'affaire du Bureau national du cognac de contrôler avec vigilance l'application des textes officiels, pour le bon renom de la région, donc dans l'intérêt de ceux qui en vivent. Il est seul à délivrer les certificats d'âge et d'origine. Il vient de proposer l'interdiction d'ex-

porter en fûts. Si cette mesure entraine en vigneron, le cognac ne pourrait être commercialisé que mis en bouteilles dans la région d'origine. Une garantie pour le consommateur à qui il arrive encore de déguster, est-ce bien le mot ?, sous l'appellation fameuse des alcools tout à fait vulgaires. En France, pourtant, le cognac est considéré comme un produit de luxe, et son image crée même un frein à la consommation nationale. Ce qui n'empêche pas l'organisation interprofessionnelle de souponner un ménage sur deux d'avoir sa bouteille. Si l'on compte, il est vrai, l'emploi du cognac pour bouillir d'autres eaux-de-vie, préparer des liqueurs, des fruits, et le piqueur des Charentes, ce délicieux apéritif régional et naturel, le marché français est passé de 9 800 000 bouteilles en 1960 à 26 millions en 1976.

Trois fois plus en seize ans : ce n'est pas négligeable. Même si le négoce mise davantage sur l'exportation : 80 % du total des ventes.

Et d'abord, de tout temps, le client privilégié : la Grande-Bretagne. « Elle a fait beaucoup pour le renom du cognac, dit-on à Cognac. Dans leur expansion coloniale, les Anglais emmenaient le thé et le cognac, double signe d'une civilisation raffinée. Ils sont à l'origine de la fondation de très anciennes maisons ».

Aujourd'hui — les temps ont changé — le Royaume-Uni ne représente plus pour la région le principal débouché. Il est supplanté de peu. Il est vrai, par les États-Unis qui, avec quinze millions de bouteilles, ont doublé le chiffre de leurs importations par rapport à 1975. L'Allemagne fédérale vient en troisième place.

Les ventes de cognac ont en 1976 chuté de façon spectaculaire, passant de cent vingt à quatre-vingt-quinze millions de bouteilles pour remonter à cent quinze millions de bouteilles en 1975-1976, dont plus de quatre-vingt millions à l'exportation. Un apport net en devises pour la balance des échanges extérieurs de l'ordre de 1 800 millions de francs. Sur ce plan, le cognac conserve sa place : la première parmi les produits

des industries agricoles et alimentaires. « Malgré le rétro-cement des droits et le maintien des discriminations tarifaires », dit M. Jean Graille, directeur du Bureau national du cognac, le développement des ventes en France et à l'étranger était à la fin du mois de mars de 3,68 % par rapport à l'an dernier, à la même époque. commercialisation son retard. Le cognac est en train de redevenir un exemple pour l'industrie française ».

Reste à surmonter la crise locale née du déséquilibre profond entre la production et la consommation. La vignoble charentais produit deux fois trop. La récolte passée représente plus de 257 millions de bouteilles. Il existe en stock l'équivalent de huit années de ventes au rythme actuel des expéditions. Même en tenant compte du tribut payé à la qualité, l'évaluation, joliment baptisée « la part des anges » (l'équivalent de ce que boivent en un an les Américains) on ne peut aujourd'hui devant, sous peine d'endettement insupportable, les réserves dont le taux de rotation optimum est de quatre ans et demi.

« Il faut le reconnaître, les fautes ont été commises », dit M. Sturm, porte-parole du Bureau national. On a planté plus qu'il fallait. Quand la première décision a été prise, elle s'imposait. Ensuite on n'a pas su s'arrêter ».

Il est un peu vain de chercher à connaître le vrai responsable : le gouvernement, les viticulteurs ou les négociants ? Dans l'euphorie, les uns réclamaient des autorisations de plantations pour constituer des réserves, les autres craignaient de se trouver en rupture de stock. En 1974, en pleine crise, on plantait encore 6 000 hectares.

Aujourd'hui une prime est versée à l'arrachage. Politique purement incitative d'ailleurs. Pour des raisons évidentes en période préélectorale le gouvernement ne fera pas preuve d'autorité. Les mesures provisoires pour réduire la production de la campagne 1976-1977 ont donc été prises par l'interprofession. Elles s'efforcent d'ajuster le tir en fonction des besoins de la consommation sans prétendre résoudre le problème à la base.

Ces dispositions visent, en outre, à améliorer la qualité du produit en limitant le rendement tout en assurant à chaque viticulteur un revenu d'environ 11 000 francs à l'hectare. Qu'en pense le principal intéressé ? Le viticulteur charentais, cet homme réputé lent parce qu'il sait prendre le temps de vivre, au cœur d'un pays paisible, à sa mesure, ne comprend pas ce qui lui arrive et se pose en victime. Maillon modeste de la chaîne de fabrication d'un produit noble. Il a connu, de la fin de la guerre à 1973, de bien belles années. Pour agrandir sa vigne, il a parfois vendu ses vaches, et toujours il s'est endetté. Le marasme actuel le laisserait inerte s'il ne faisait ses comptes. Il continue à produire, comme si un coup de baguette magique allait ramener l'âge d'or.

Combien de temps va-t-on laisser pourrir la situation ? Seul le cognac vieillit bien.

PIERRE-JEAN DESCHENES.

les unions se grouperont une seule, autour de Surgères.

L'orge de printemps n'a pas encore dans les champs « petite Beauce » — ainsi nommé-t-on la riche plaine de blé tendre ou dur, d'or mais et de colza qui, malheureusement, les coopératives du département ont vu leur chute de 20 à 40 %, et le silo qui se dresse dans le port de La Pallice n'est que deux tiers rempli. L'exportation de blé, comme fut le cas, diminue d'un bouché, diminuant de 10 % les exportations d'orge. Les céréaliers n'ont pas eu à l'emprunt. Et la petite B connaît aujourd'hui qu'il faut attendre, après quinze ans de prospère culture en France. Les investissements liés pour lancer le colza mais (3) à peine terminés, cours se sont effondrés, on s'interroge : que faire maintenant ? L'implantation de betteraves, un moment en vogue, n'a pas été jugée opportune sur le plan national. Les terres de plein champ se raillent timidement. La Beauce cherche à tâtons diversifier, pour mieux panser les mauvaises surprises du colza ou du marché.

Se lancerait-on dans la duché de viande ? Les que cinq cents producteurs viande de Charente-Maritime souviennent avec aigreur, l'effort d'une coopérative Cadec, ou de la chute des en 1974 et 1975. Certains même du retard l'élevage

Vivre

sur les réses

Ce samedi, la place de la mairie connaît une effervescence inhabituelle. De nombreux viticulteurs, parmi les trois cents délégués. Leur réunion, quatre ans a, de source officielle, baissé de 50 %. P moité de la population du département. Il a fallu sur les réserves accumulées cours des folles années de 1973, qui ont précédé 1973, par surprise, les vents cognac se sont effondrés. 1969 et 1973, ne disaient-on « Il faut planter, on va ma de cognac ? » Le vigno progressé de 21 % depuis les plantations nouvelles plus que doublé. C'était de s'installer : 5 à 8 hectares suffisaient au jeune agricole quittant l'exploitation familiale. Les cotéaux viticoles de longue ont ainsi été les se ne pas se dépeupler. Au train.

Aujourd'hui, quand part d'arracher la vigne, la levée de bouillie. On était installé pour trente on avait investi, on s'y attaché. Et puis, que d'autre sur ces terres en et de petite surface ?

L'endettement en quatre ans a dépassé de 360 francs par hectare à 540 francs, les « vaches » et crédits accordés par Crédit agricole ont atteint sommets. Des réserves accumulées grâce à la bonne as des exploitations familiales, cours de longues et trop années, il ne reste pas grand chose. « Pour combien de temps pourront-elles suffire ? », s'interroge-t-on à la direction départementale de l'agriculture.

L'exode rural, qui s'était arrêté après la rapide dépeuplement des dix dernières années, ne peut bien reprendre de belle. Avec les jeunes en la Dans ces conditions, comme craint le président régional la chambre d'agriculture, département connaîtrait dans ans une chute brutale la population agricole, avec conséquences pour la rurale ». Dans les bourgs r sibles de Charente-Maritime, s'installe discrètement dans crise. Déjà épiceries et « tabac » ont fermé dans certains cantons à la limite de l'Aunis et la Saintonge, du côté de T N nay-Boutonne...

DANIEL ROUARD

(1) Selon la direction départementale de l'agriculture de Charente-Maritime. Non d'exploitations : 20 350 en 1971 — Actifs agricoles : 47 100 en 1971 — 82 % par rapport à 1970. Dont producteurs de lait : 9 (contre 13 000 en 1973).

(2) Evolution de la collecte de lait de vache (source D.D.A.). Lait (en tonnes) : 1970 : 110 000 ; 1971 : 110 000 ; 1972 : 110 000 ; 1973 : 110 000 ; 1974 : 110 000 ; 1975 : 110 000 ; 1976 : 110 000 ; 1977 : 110 000 ; 1978 : 110 000 ; 1979 : 110 000 ; 1980 : 110 000 ; 1981 : 110 000 ; 1982 : 110 000 ; 1983 : 110 000 ; 1984 : 110 000 ; 1985 : 110 000 ; 1986 : 110 000 ; 1987 : 110 000 ; 1988 : 110 000 ; 1989 : 110 000 ; 1990 : 110 000 ; 1991 : 110 000 ; 1992 : 110 000 ; 1993 : 110 000 ; 1994 : 110 000 ; 1995 : 110 000 ; 1996 : 110 000 ; 1997 : 110 000 ; 1998 : 110 000 ; 1999 : 110 000 ; 2000 : 110 000 ; 2001 : 110 000 ; 2002 : 110 000 ; 2003 : 110 000 ; 2004 : 110 000 ; 2005 : 110 000 ; 2006 : 110 000 ; 2007 : 110 000 ; 2008 : 110 000 ; 2009 : 110 000 ; 2010 : 110 000 ; 2011 : 110 000 ; 2012 : 110 000 ; 2013 : 110 000 ; 2014 : 110 000 ; 2015 : 110 000 ; 2016 : 110 000 ; 2017 : 110 000 ; 2018 : 110 000 ; 2019 : 110 000 ; 2020 : 110 000 ; 2021 : 110 000 ; 2022 : 110 000 ; 2023 : 110 000 ; 2024 : 110 000 ; 2025 : 110 000 ; 2026 : 110 000 ; 2027 : 110 000 ; 2028 : 110 000 ; 2029 : 110 000 ; 2030 : 110 000 ; 2031 : 110 000 ; 2032 : 110 000 ; 2033 : 110 000 ; 2034 : 110 000 ; 2035 : 110 000 ; 2036 : 110 000 ; 2037 : 110 000 ; 2038 : 110 000 ; 2039 : 110 000 ; 2040 : 110 000 ; 2041 : 110 000 ; 2042 : 110 000 ; 2043 : 110 000 ; 2044 : 110 000 ; 2045 : 110 000 ; 2046 : 110 000 ; 2047 : 110 000 ; 2048 : 110 000 ; 2049 : 110 000 ; 2050 : 110 000 ; 2051 : 110 000 ; 2052 : 110 000 ; 2053 : 110 000 ; 2054 : 110 000 ; 2055 : 110 000 ; 2056 : 110 000 ; 2057 : 110 000 ; 2058 : 110 000 ; 2059 : 110 000 ; 2060 : 110 000 ; 2061 : 110 000 ; 2062 : 110 000 ; 2063 : 110 000 ; 2064 : 110 000 ; 2065 : 110 000 ; 2066 : 110 000 ; 2067 : 110 000 ; 2068 : 110 000 ; 2069 : 110 000 ; 2070 : 110 000 ; 2071 : 110 000 ; 2072 : 110 000 ; 2073 : 110 000 ; 2074 : 110 000 ; 2075 : 110 000 ; 2076 : 110 000 ; 2077 : 110 000 ; 2078 : 110 000 ; 2079 : 110 000 ; 2080 : 110 000 ; 2081 : 110 000 ; 2082 : 110 000 ; 2083 : 110 000 ; 2084 : 110 000 ; 2085 : 110 000 ; 2086 : 110 000 ; 2087 : 110 000 ; 2088 : 110 000 ; 2089 : 110 000 ; 2090 : 110 000 ; 2091 : 110 000 ; 2092 : 110 000 ; 2093 : 110 000 ; 2094 : 110 000 ; 2095 : 110 000 ; 2096 : 110 000 ; 2097 : 110 000 ; 2098 : 110 000 ; 2099 : 110 000 ; 2100 : 110 000 ; 2101 : 110 000 ; 2102 : 110 000 ; 2103 : 110 000 ; 2104 : 110 000 ; 2105 : 110 000 ; 2106 : 110 000 ; 2107 : 110 000 ; 2108 : 110 000 ; 2109 : 110 000 ; 2110 : 110 000 ; 2111 : 110 000 ; 2112 : 110 000 ; 2113 : 110 000 ; 2114 : 110 000 ; 2115 : 110 000 ; 2116 : 110 000 ; 2117 : 110 000 ; 2118 : 110 000 ; 2119 : 110 000 ; 2120 : 110 000 ; 2121 : 110 000 ; 2122 : 110 000 ; 2123 : 110 000 ; 2124 : 110 000 ; 2125 : 110 000 ; 2126 : 110 000 ; 2127 : 110 000 ; 2128 : 110 000 ; 2129 : 110 000 ; 2130 : 110 000 ; 2131 : 110 000 ; 2132 : 110 000 ; 2133 : 110 000 ; 2134 : 110 000 ; 2135 : 110 000 ; 2136 : 110 000 ; 2137 : 110 000 ; 2138 : 110 000 ; 2139 : 110 000 ; 2140 : 110 000 ; 2141 : 110 000 ; 2142 : 110 000 ; 2143 : 110 000 ; 2144 : 110 000 ; 2145 : 110 000 ; 2146 : 110 000 ; 2147 : 110 000 ; 2148 : 110 000 ; 2149 : 110 000 ; 2150 : 110 000 ; 2151 : 110 000 ; 2152 : 110 000 ; 2153 : 110 000 ; 2154 : 110 000 ; 2155 : 110 000 ; 2156 : 110 000 ; 2157 : 110 000 ; 2158 : 110 000 ; 2159 : 110 000 ; 2160 : 110 000 ; 2161 : 110 000 ; 2162 : 110 000 ; 2163 : 110 000 ; 2164 : 110 000 ; 2165 : 110 000 ; 2166 : 110 000 ; 2167 : 110 000 ; 2168 : 110 000 ; 2169 : 110 000 ; 2170 : 110 000 ; 2171 : 110 000 ; 2172 : 110 000 ; 2173 : 110 000 ; 2174 : 110 000 ; 2175 : 110 000 ; 2176 : 110 000 ; 2177 : 110 000 ; 2178 : 110 000 ; 2179 : 110 000 ; 2180 : 110 000 ; 2181 : 110 000 ; 2182 : 110 000 ; 2183 : 110 000 ; 2184 : 110 000 ; 2185 : 110 000 ; 2186 : 110 000 ; 2187 : 110 000 ; 2188 : 110 000 ; 2189 : 110 000 ; 2190 : 110 000 ; 2191 : 110 000 ; 2192 : 110 000 ; 2193 : 110 000 ; 2194 : 110 000 ; 2195 : 110 000 ; 2196 : 110 000 ; 2197 : 110 000 ; 2198 : 110 000 ; 2199 : 110 000 ; 2200 : 110 000 ; 2201 : 110 000 ; 2202 : 110 000 ; 2203 : 110 000 ; 2204 : 110 000 ; 2205 : 110 000 ; 2206 : 110 000 ; 2207 : 110 000 ; 2208 : 110 000 ; 2209 : 110 000 ; 2210 : 110 000 ; 2211 : 110 000 ; 2212 : 110 000 ; 2213 : 110 000 ; 2214 : 110 000 ; 2215 : 110 000 ; 2216 : 110 000 ; 2217 : 110 000 ; 2218 : 110 000 ; 2219 : 110 000 ; 2220 : 110 000 ; 2221 : 110 000 ; 2222 : 110 000 ; 2223 : 110 000 ; 2224 : 110 000 ; 2225 : 110 000 ; 2226 : 110 000 ; 2227 : 110 000 ; 2228 : 110 000 ; 2229 : 110 000 ; 2230 : 110 000 ; 2231 : 110 000 ; 2232 : 110 000 ; 2233 : 110 000 ; 2234 : 110 000 ; 2235 : 110 000 ; 2236 : 110 000 ; 2237 : 110 000 ; 2238 : 110 000 ; 2239 : 110 000 ; 2240 : 110 000 ; 2241 : 110 000 ; 2242 : 110 000 ; 2243 : 110 000 ; 2244 : 110 000 ; 2245 : 110 000 ; 2246 : 110 000 ; 2247 : 110 000 ; 2248 : 110 000 ; 2249 : 110 000 ; 2250 : 110 000 ; 2251 : 110 000 ; 2252 : 110 000 ; 2253 : 110 000 ; 2254 : 110 000 ; 2255 : 110 000 ; 2256 : 110 000 ; 2257 : 110 000 ; 2258 : 110 000 ; 2259 : 110 000 ; 2260 : 110 000 ; 2261 : 110 000 ; 2262 : 110 000 ; 2263 : 110 000 ; 2264 : 110 000 ; 2265 : 110 000 ; 2266 : 110 000 ; 2267 : 110 000 ; 2268 : 110 000 ; 2269 : 110 000 ; 2270 : 110 000 ; 2271 : 110 000 ; 2272 : 110 000 ; 2273 : 110 000 ; 2274 : 110 000 ; 2275 : 110 000 ; 2276 : 110 000 ; 2277 : 110 000 ; 2278 : 110 000 ; 2279 : 110 000 ; 2280 : 110 000 ; 2281 : 110 000 ; 2282 : 110 000 ; 2283 : 110 000 ; 2284 : 110 000 ; 2285 : 110 000 ; 2286 : 110 000 ; 2287 : 110 000 ; 2288 : 110 000 ; 2289 : 110 000 ; 2290 : 110 000 ; 2291 : 110 000 ; 2292 : 110 000 ; 2293 : 110 000 ; 2294 : 110 000 ; 2295 : 110 000 ; 2296 : 110 000 ; 2297 : 110 000 ; 2298 : 110 000 ; 2299 : 110 000 ; 2300 : 110 000 ; 2301 : 110 000 ; 2302 : 110 000 ; 2303 : 110 000 ; 2304 : 110 000 ; 2305 : 110 000 ; 2306 : 110 000 ; 2307 : 110 000 ; 2308 : 110 000 ; 2309 : 110 000 ; 2310 : 110 000 ; 2311 : 110 000 ; 2312 : 110 000 ; 2313 : 110 000 ; 2314 : 110 000 ; 2315 : 110 000 ; 2316 : 110 000 ; 2317 : 110 000 ; 2318 : 110 000 ; 2319 : 110 000 ; 2320 : 110 000 ; 2321 : 110 000 ; 2322 : 110 000 ; 2323 : 110 000 ; 2324 : 110 000 ; 2325 : 110 000 ; 2326 : 110 000 ; 2327 : 110 000 ; 2328 : 110 000 ; 2329 : 110 000 ; 2330 : 110 000 ; 2331 : 110 000 ; 2332 : 110 000 ; 2333 : 110 000 ; 2334 : 110 000 ; 2335 : 110 000 ; 2336 : 110 000 ; 2337 : 110 000 ; 2338 : 110 000 ; 2339 : 110 000 ; 2340 : 110 000 ; 2341 : 110 000 ; 2342 : 110 000 ; 2343 : 110 000 ; 2344 : 110 000 ; 2345 : 110 000 ; 2346 : 110 000 ; 2347 : 110 000 ; 2348 : 110 000 ; 2349 : 110 000 ; 2350 : 110 000 ; 2351 : 110 000 ; 2352 : 110 000 ; 2353 : 110 000 ; 2354 : 110 000 ; 2355 : 110 000 ; 2356 : 110 000 ; 2357 : 110 000 ; 2358 : 110 000 ; 2359 : 110 000 ; 2360 : 110 000 ; 2361 : 110 000 ; 2362 : 110 000 ; 2363 : 110 000 ; 2364 : 110 000 ; 2365 : 110 000 ; 2366 : 110 000 ; 2367 : 110 000 ; 2368 : 110 000 ; 2369 : 110 000 ; 2370 : 110 000 ; 2371 : 110 000 ; 2372 : 110 000 ; 2373 : 110 000 ; 2374 : 110 000 ; 2375 : 110 000 ; 2376 : 110 000 ; 2377 : 110 000 ; 2378 : 110 000 ; 2379 : 110 000 ; 2380 : 110 000 ; 2381 : 110 000 ; 2382 : 110 000 ; 2383 : 110 000 ; 2384 : 110 000 ; 2385 : 110 000 ; 2386 : 110 000 ; 2387 : 110 000 ; 2388 : 110 000 ; 2389 : 110 000 ; 2390 : 110 000 ; 2391 : 110 000 ; 2392 : 110 000 ; 2393 : 110 000 ; 2394 : 110 000 ; 2395 : 110 000 ; 2396 : 110 000 ; 2397 : 110 000 ; 2398 : 110 000 ; 2399 : 110 000 ; 2400 : 110 000 ; 2401 : 110 000 ; 2402 : 110 000 ; 2403 : 110 000 ; 2404 : 110 000 ; 2405 : 110 000 ; 2406 : 110 000 ; 2407 : 110 000 ; 2408 : 110 000 ; 2409

(PUBLICITE)

DYNAMISME ET ESPOIRS DE L'ÉCONOMIE ROCHELaise

La Rochelle Pallice : port en eau profonde

Le port de LA ROCHELLE PALLICE occupe, sur la façade atlantique, une position privilégiée à tous égards. Sa rade, abritée par les îles de Ré et d'Oléron, est la plus sûre de la côte ouest. Grâce au relief d'écouls qui l'entoure dans l'océan, l'accostage des navires est facile, particulièrement pour les navires de commerce, et les manœuvres de manœuvre, et surtout, quelle que soit la marée, sont en permanence, LA PALLICE bénéficie de tirants d'eau importants permettant la réception des grands navires modernes (75.000/100.000 tonnes).

UN TRAFIC SOUTENU PAR DES ÉQUIPEMENTS ADAPTÉS

Navire par navire pour le tonnage global, LA ROCHELLE PALLICE a connu un trafic de 2.800.000 tonnes en 1976. Sa position se rapproche de celle des ports voisins si l'on considère le trafic hors hydrocarbures.

À la fin des années, pour faire face à cet accroissement des tonnages entrants et sortants, la réalisation d'équipements de plus en plus importants a été nécessaire. À l'heure actuelle, le Môle d'Escalier assure une rapidité d'opération pour les navires qui réside dans des proportions importantes les frais de manœuvre et de pilotage. Prochainement, trois nouveaux postes s'ajouteront aux six qui existent déjà au Môle.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de LA ROCHELLE, co-sociétaire de l'Équipement Public, a toujours porté ses efforts sur les installations nécessaires à un grand port moderne : plus de 50.000 m² de hangars, de vastes terre-pleins, vastes ferrées, moyens de chargement et de déchargement puissants adaptés aux différents types de marchandises (solides, liquides, gazeux), poste routier.

ANALYSE DU TRAFIC

Les entrées représentent 75 % du trafic total. Elles sont constituées à 50 % par des hydrocarbures, qui sont unique-

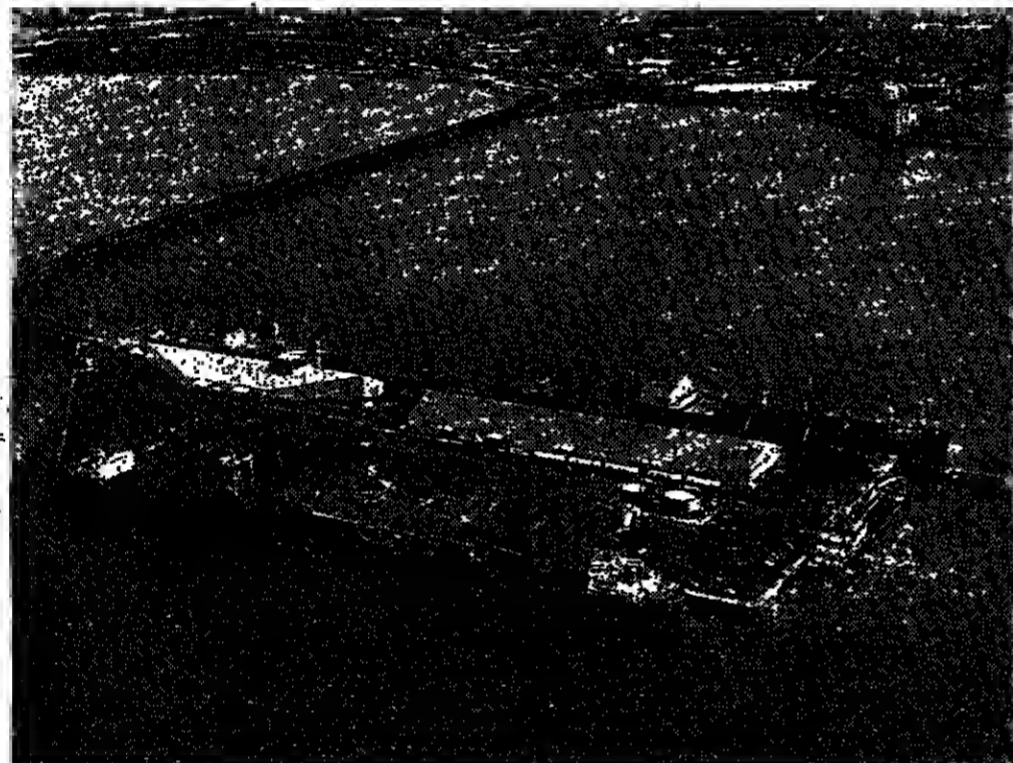
ment des produits traités. Le autre trafic traditionnel est constitué par les bois, essentiellement tropicaux, pour lesquels LA ROCHELLE PALLICE est de loin le premier port français. Ces bois en grumes sont surtout destinés à l'industrie proche du port où ils sont déchargés. Ce trafic nécessite des surfaces particulièrement importantes de terre-pleins.

Autres produits, les céréales constituent le poste principal (70 %). LA PALLICE est le troisième port français dans ce domaine, après ROUEN et LE HAVRE, et détient le record de la plus grosse cargaison de céréales (23.304 tonnes) embarquée dans un port français. Plusieurs sites sont équipés, dont deux sont à proximité immédiate du port. La capacité de stockage de céréales de LA PALLICE est de 150.000 tonnes.

Les autres trafics importants sont constitués par les papiers et les pâtes de bois, les phosphates et engrais, la houille. Les marchandises diverses constituent le carpien des navires des lignes régulières qui relient LA PALLICE à l'Afrique du Nord, l'Amérique Centrale, la côte Ouest de l'Amérique du Sud, l'Indonésie, Madagascar, la Réunion et l'île Maurice, l'Inde et la Nouvelle-Calédonie.

La port de LA ROCHELLE PALLICE, au service de l'expansion économique locale et régionale depuis plus de cent ans, et en fin des années, prendre les décisions nécessaires à son développement. Pour l'avenir, des projets d'agrandissement ont été élaborés. Ainsi existent différents des surfaces de quel on se propose, d'importants surfaces de terre-pleins ainsi que des plans d'eau situés autour d'un noyau de rochers.

Ces projets permettent d'imaginer le futur avec optimisme. Le port de LA ROCHELLE PALLICE est un élément important du dynamisme de l'économie régionale; dans les prochaines années, il en sera le rouage essentiel. C'est ce qui est permis de penser par les différents intervenants dans la promotion du port de LA PALLICE et notamment les assemblées locales, régionales et départementales qui ont toujours manifesté pour ce port de la façade atlantique un intérêt marqué à celui qui lui porte la Chambre de Commerce et d'Industrie de LA ROCHELLE.



Le Môle d'Escalier offre, en pleine mer, des tirants d'eau importants pour les grands navires modernes.

Une industrie de qualité

Soit-on que le capitale de l'ancienne province d'Aunis est la seule Préfecture située directement sur le littoral maritime français non méditerranéen ? Soit-on que cette agglomération de cent mille habitants constitue un pôle industriel attractif, une place commerciale de premier ordre ?

En particulier, l'industrie a trouvé à LA ROCHELLE des structures éminemment favorables pour son accueil et son développement.

LES STRUCTURES D'ACCUEIL

Les hommes : ils agissent au sein de divers organismes, sont dévoués à leur mission, expérimentés. Ils orientent, conseillent l'industriel afin de dégager le compromis optimum entre l'intérêt de l'entreprise et l'intérêt de la collectivité.

Les éléments matériels : Les commodités mises à la disposition d'une entreprise par l'agglomération rochelaise sont variées :

— Deux zones Industrielles opérationnelles représentant 170 ha, en cours d'extension : l'une gérée par le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple, l'autre par la Chambre de Commerce et d'Industrie de LA ROCHELLE.

— Une zone d'activités dont 25 ha restent disponibles.

— Un aéroport offrant des lignes régulières quotidiennes sur PARIS et LYON.

— Des liaisons routières et ferroviaires rapides avec BORDEAUX, NANTES, POITIERS, PARIS.

— Une main-d'œuvre sérieuse, compétente et diversifiée disposant d'un large pouvoir d'adaptation qui résulte de la richesse du tissu industriel.

— Un équipement supérieur à la moyenne des villes de 100.000 habitants.

Un centre de formation ou commerce international ouvrira ses portes à la prochaine rentrée et confirmera LA ROCHELLE dans sa vocation exportatrice.

LE TISSU INDUSTRIEL

Il est bon de préciser la nature et les caractéristiques de l'activité industrielle. En effet, elles constituent pour l'industriel le meilleur gage de réussite, celui de se situer dans un climat de compréhension et d'apaiser avec succès une implantation à LA ROCHELLE. Les exemples, parmi d'autres, de CHRYSLER FRANCE et de la SEMAT (fabrication et exportation de bennes) en témoignent.

La construction mécanique et la mécanique générale sont particulièrement bien représentées par la réparation et la construction navale. La Société Nouvelle des Ateliers et Chantiers de LA ROCHELLE PALLICE, qui s'est adjoint un département chaudronnerie, occupe 1.200 personnes. De nombreuses autres sociétés sont sous-traitants dans ce même secteur.

Mais l'on retrouve également, en plus des Sociétés CHRYSLER FRANCE (2.800 personnes) et SEMAT (200 personnes), la Société ALSTHOM (1.900 personnes), qui réalise du matériel ferroviaire : rames de métro destinées tant à la France qu'à l'étranger (Mexique, Santiago-du-Chili, Téhéran) ou actuellement les valeurs des trains CORAIL de la S.N.C.F.

ROTO DIESEL, après avoir différé ses projets d'implantation en raison de la conjoncture défavorable récente, vient de confirmer sa venue à LA ROCHELLE. Cette Société emploiera dans un premier temps 600 personnes pour fabriquer des injecteurs pour moteurs diesel.

Mais l'intérêt porté à la mer a aussi permis à LA ROCHELLE de se spécialiser dans le domaine de la construction de bateaux à voile et de devenir l'un des premiers centres de production français. Les quatre principaux constructeurs sont les Sociétés

MICHEL DUFOUR, AMEL, MAL-LARD et GIBERT MARINE, employant près de 700 personnes. Les entreprises d'accostillage occupent environ 100 personnes, les voilières dont certaines ont acquis la réputation mondiale telles que CHÉRET, TONS SAILS, TASKER sont particulièrement dynamiques.

LA ROCHELLE dispose également d'entreprises d'engrais chimiques et organiques (farines de poisson) et d'une unité de production (plus de 400 personnes) de la Société RHONE-POULENC. Celle-ci fabrique à partir des « terres rares » des produits très demandés dans le monde entier. Les productions obtiennent une très haute valeur ajoutée par leur degré de pureté remarquable, leur spécificité très précise et la mise en œuvre de techniques de pointe.

La confection emploie environ 500 personnes dont 400 dans une seule entreprise, la Confection Industrielle de l'Atlantique.

La description ne serait pas complète si on ne mentionnait pas la présence de CIT ALCATEL dont l'effectif avoisine 1.000 personnes.

L'AVENIR

Certes, LA ROCHELLE n'est pas épargnée par les difficultés que le monde industriel connaît actuellement. La pêche subit une crise grave. Mais l'on peut dire que le malaise économique a été moins généralement ressenti que dans d'autres régions. Cela résulte de la taille des entreprises et de la diversité des activités.

La Rochelaise, par son sens de la mesure et par son pouvoir d'innovation permettent de concilier les intérêts multiples, sans accorder les tendances divergentes afin de dégager une force unique axée vers le progrès.

La pêche rochelaise : dans l'attente d'une solution communautaire

De nombreux facteurs sont intervenus conjointement pour créer la situation de crise que la pêche française connaît aujourd'hui. La Rochelle a été frappée au premier rang.

Dans le cadre de la C.E.E., la politique agricole, de laquelle dépend la pêche, ne porte pas à ce secteur d'activité l'attention qu'il mérite. En effet, la P.E.O.G.A., par l'intermédiaire de sa section garantie, ne consacre à l'ensemble de la pêche communautaire qu'une part infime de ses interventions, puisqu'elle n'est que de 0,2 %.

Puis, en septembre 1976, la P.E.O.G.A. a versé un peu plus de 60 000 F à son organisme local, le P.R.O.M. Sud-Ouest, soit le dix millième des recettes totales du Fonds européen.

Cette faiblesse d'intervention

dont est victime la pêche rochelaise paraît anormale.

La pêche rochelaise emploie plus de mille personnes. Celles-ci ne peuvent pas d'être le parent pauvre du Marché commun agricole.

DES COMPARAISONS

La pêche participe pour 2,24 % de la valeur de la production finale de l'agriculture communautaire. Si une proportion directe existait entre le poids économique de l'activité subventionnée et le montant de la subvention de la P.E.O.G.A., celle-ci devrait représenter 2,24 % de la totalité des subventions. Or, elle n'est que de 0,2 %, soit 11,7 fois moins que n'aurait la seule équité. En valeur absolue, la pêche a perçu, en 1976, 5,5 millions d'unités de compte, alors que si la moyenne

avait été respectée, elle aurait dû percevoir 108,8 millions d'unités de compte.

Les professionnels de la pêche connaissent cette situation et la trouvent injuste. En effet, d'autres secteurs agricoles sont l'objet d'attention particulière et luxueuse. Ainsi, la tabac apparaît comme le grand privilégié. Alors même que les gouvernements menent à grande échelle des campagnes publicitaires anti-tabac, la Communauté européenne subventionne avec largesse cette culture. L'aide du P.E.O.G.A. en valeur relative, atteint 144 fois plus l'aide accordée à la pêche.

Le sperme, quant à la recette brute est légèrement supérieure à celle de la pêche, perçoit un montant de subvention 29 fois supérieur en valeur relative à celui versé à la pêche.

MIEUX RÉPARTIR L'EFFORT DU P.E.O.G.A.

Il est temps d'accroître l'effort du P.E.O.G.A. en faveur de la pêche au crevette, qui n'a pas d'argent. Les professionnels de la pêche réclament, en outre d'ajustement et de réajustement, que l'aide accordée soit de 2 % des dépenses totales faites par le P.E.O.G.A. au titre de la garantie, c'est-à-dire un chiffre qui ne serait que légèrement supérieur à celui concernant la tabac et l'huile d'olive.

L'effort serait raisonnable et supportable pour le P.E.O.G.A. Il correspondrait pour les professionnels de la pêche à un budget d'oxygène qui leur permettrait de surmonter les difficultés actuelles.

DES DIFFICULTÉS SPÉCIFIQUES

Mais les objectifs du milieu rochelais de la pêche vont plus loin. En effet, les idées du P.E.O.G.A. ne sont accordées qu'exceptionnellement aux pêcheurs communs à vocation industrielle. Or, les apports débarqués à la Halle à merée de LA ROCHELLE sont constitués pour la quasi-totalité par une espèce « subtile », c'est-à-dire morte, caudata, sole, saint-pierre, etc.

Le P.E.O.G.A. n'a donc guère l'occasion d'intervenir alors que les chalutiers rochelais doivent faire face à de graves difficultés d'exploitation que les autres.

Le professionnel rochelais se demande pourquoi il n'y a pas, en quelque sorte, crise à la médiocrité. Aujourd'hui, il est tard. Les milieux de la pêche ont résisté au maximum de leur capacité mais le découragement les saisit. Plusieurs chalutiers rochelais ont été désemparés ces derniers mois. Ils attendent, pour reprendre la mer, que le bilan d'exploitation des marchés ait des chances d'être équilibré. Cet équilibre est attendu de la mise en place d'une nouvelle réglementation communautaire. Celle-ci devrait intervenir rapidement, sans quoi la pêche rochelaise disparaîtrait, suivie d'autres petites pêches d'autres ports. Ce n'est ni l'intérêt du consommateur ni celui du Gouvernement français et encore moins de la Communauté européenne dont les eaux seront dépeuplées et les chalutiers d'autres pays qui auront pris quelques années à leur pêche et conçu une politique cohérente.



LA ROCHELLE, 5^e port de pêche français, 1^{er} pour la valeur moyenne du poisson débarqué, présente une diversité de chalutiers.

RHONE-POULENC INDUSTRIES

C'EST AUSSI...

les produits des terres rares

YTRIUM, GADOLINIUM, EUROPIUM, THORIUM

et leurs applications

TÉLÉVISION EN COULEUR

INDUSTRIE DU VERRE

ÉLECTRONIQUE

CATALYSEURS POUR L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

RHONE-POULENC INDUSTRIES

345, avenue Jean-Guitton

17000 LA ROCHELLE - Tél. (46) 34-98-11

EN AVION VERS LA ROCHELLE

Situé à 10 minutes du centre de la ville, l'aéroport de LA ROCHELLE-LALEU dispose d'un équipement adapté au trafic moderne : piste de 2 000 mètres, ILS, aides à la navigation.

Deux liaisons quotidiennes sont assurées avec PARIS-ORLY et une liaison avec LYON.

Le trafic, en accroissement régulier, répond aux besoins tant des relations d'affaires que des déplacements touristiques de plus en plus fréquents.

Informations : toutes Agences de voyages et Aéroport de LA ROCHELLE
Tél. : (46) 34-83-14

Cette page a été réalisée par la 40^e Chambre de Commerce et d'Industrie de La Rochelle.

Téléphone : (46) 41-03-33.

Les ostréiculteurs ne peuvent plus rester des artisans

Le danger viendra de Bretagne

Le bassin ostréicole de Marennes-Oléron produit par an 40 000 tonnes d'huîtres, plus de la moitié des huîtres françaises livrées à la consommation. Il fait vivre quinze mille personnes dans trois mille cinq cents exploitations, pour la plupart de structure familiale. Cette activité, essentiellement manuelle, d'agriculteur de la mer, au statut mal défini, traverse depuis plusieurs années de graves difficultés. Malgré tout,

l'attachement au pays reste très fort, y compris chez les jeunes. Au collège d'enseignement technique maritime et conchylicole de Ronces-les-Bains, ils se préparent à revenir sur les parcs avec des idées neuves. La profession en a bien besoin.

Pour saisir ce pays plat, il faut le prendre de haut. Au Chapus, de la terrasse du fort Louvois, la vue découvre à marée basse le quadrillage des parcs. A portée des barques de

couleurs, des hommes et des femmes, la pelle-fourche à la main, potaigent dans la boue jusqu'aux cuisses. Si ce n'était la mer au loin et les bateaux échoués, on dirait des jardins ouvriers. Oléron les protège comme une digue. La Charente et la Sèvre apportent ce qu'il faut d'eau douce. Entre fle et continent, l'huître a trouvé le milieu propice à son développement.

Les « claires » ont fait la réputation du bassin de Marennes-Oléron du temps des « portuaises », qui, déclinées en 1970, avaient déjà, un siècle plus tôt, sauvé l'huître indigène sur le déclin. Tout a fait par hasard d'ailleurs. Parce que l'équipage d'un bateau pris dans la tempête avait jeté sa cargaison par-dessus bord.

Mais, comme l'histoire ne se répète pas, quand il a fallu les remplacer, c'est par charniers, à grands frais, qu'ont été transportés les huîtres mères et les naissains du Canada et du Japon. Pour faire face à la vague de mortalité qui risquait de ruiner le bassin, la profession, pour une fois une, a agi vite. Les parcs ont été reconstitués de façon à répondre à la demande de la saison 1973-1974. La « japonaise », comme on l'appelle, même elle vient de Vancouver, s'est acclimatée, mais des ostréiculteurs nous ont dit qu'elle était plus difficile à cultiver que la « portugaise ». Elle est plus fragile, plus sensible aux variations de température et de salinité. Ce qui explique la forte mortalité due à la sécheresse de l'été dernier et à la tempête du mois de décembre, qui ont bouleversé le bassin (50 % sur certains bancs).

Ainsi, quand de tels phénomènes naturels se conjuguent avec les difficultés économiques, on en vient à se demander si cette activité, originale pourtant, peut survivre dans sa forme actuelle.

A cette question, M. Pierre Grolleau, président de la section régionale à la conchylicole de Marennes-Oléron, répond d'abord par une profession de foi : « Même si notre statut n'est pas reconnu, il nous reste l'attachement à la mer et à ses produits, l'attachement à notre région, l'attachement à nos habitudes et à nos gestes de travail. Tout cela pourrait bien s'appeler, pourquoi pas, « vocation » ! »

C'est un langage de père de famille, bien dans la tradition de l'ostréiculture. Chacun son petit lopin. Les concessions du domaine public maritime ne dépassent guère 1 hectare. Encore sont-elles morcelées et disséminées sur l'ensemble du bassin. Chacun son patron. L'individualisme est poussé à son comble. On ne compte pas moins de treize syndicats. Les ouvriers ont le choix entre deux seulement. Il est vrai qu'ils sont relativement peu nombreux, sauf durant les mois de fortes

expéditions, en novembre et en décembre, où l'on embauche une main-d'œuvre étrangère qui, souvent, vient de faire les vendanges dans la région. Si l'on ajoute que l'ostréiculteur n'a aucun droit sur ses parcs et que la mécanisation, à l'encontre de l'évolution générale, n'intervient à peu près pas dans une chaîne de fabrication longue et diversifiée, on voit à quel point cette activité peut être vulnérable.

Il suffit de remonter à l'année dernière. C'est d'abord, en janvier, le professeur Briso déclinant à l'Académie de médecine que 3 % des coquillages sont porteurs de virus pathogènes. On nous affirme à Marennes, que cette « bombe » a entraîné la mévente de plusieurs milliers de tonnes d'huîtres, qu'il a fallu stocker d'une campagne à l'autre. En décembre, nouvelles calamités : tempête et baisse des cours. Deux raisons à cette baisse : l'arrivée en force sur le marché des « grandes sardines », qui font leurs prix, et la concurrence des Bretons.

« C'est une question de méthode de travail », constate M. Jean-Pierre Arnaud, nouveau maître de Hiers-Brouage, comme vivant à 80 % de l'ostréiculture. « Alors que la moyenne

de nos exploitations est de 1 hectare, ils produisent des huîtres en eau profonde sur 30 ou 100 hectares d'un seul tenant. La nature du sol leur permet d'aller sur les bancs en tracteur. Le rendement breton est dix fois supérieur au nôtre. »

Et le président Grolleau de renchérir : « La Bretagne, avec son potentiel mécanique, c'est l'Amérique. Nous sommes les Chinois... » Image qui n'a rien de désabusé, le Comité interprofessionnel de la conchyliculture étant bien décidé à se battre en tentant d'élargir le marché, d'étaler les ventes, de créer des groupements d'éleveurs, et d'exportateurs. Il se bat en même temps pour obtenir le privilège d'une véritable appellation d'origine « fines de claires » et « spéciales de claires » désignant un mode de culture bien spécifique du bassin de Marennes-Oléron.

Depuis l'affaire Briso, on affirme qu'il est le plus surveillé du littoral. L'Institut scientifique et technique des pêches maritimes va pouvoir d'autant mieux contrôler la salubrité des eaux qu'il s'installe dans un centre de recherches tout neuf, près du pont sur la Sèvre. Rivière menacée de pollution par l'arrivée

des estivants dans des localités insuffisamment équipées. C'est pourquoi la récente mise en service de la station d'épuration La Tremblade est considérée comme un grand pas vers le salubrité du bassin.

A proximité du centre a été construite la station d'égouttement technique maritime conchylicole installée depuis dix ans à Ronces-les-Bains, dans locaux d'une colonie de vacances.

Les cinquante élèves, garçons et filles, qui sont là pour deux ans, ont conscience d'être pionniers. Et comme tels, à l'issue, ils sont bien décidés à bouleverser les structures et méthodes en introduisant l'électronique dans une activité qui, à cheval sur la mer et la terre, n'a pas avancé depuis siècle.

« Des ostréiculteurs charentais partent s'installer en Bretagne », déplore M. Boyard, conseiller général de Marennes-Oléron. D'autres vont à l'étranger de Thénos à Méditerranée.

Ce n'est pas le début d'exode. Mais à coup sûr l'ère de la relève a sonné.

P.-J. D.

PROPOSITIONS

Cinq mesures pour onze mille emplois

FIN avril, le département de la Charente-Maritime comptait 11 681 demandeurs d'emploi. Ce chiffre, corrigé du coefficient utilisé par le Bureau International du Travail, donne 14 926 chômeurs, ce qui place notre département dans les dix premiers au plan national.

Les jeunes de moins de vingt-cinq ans, au nombre de 5 619 (1 652 hommes et 3 967 femmes), représentent plus de 48 % des demandeurs. Les femmes, tous âges et professions confondus, représentent 61,88 %, soit 7 216 inscrites. Ce chiffre est supérieur de 6 % à la moyenne nationale.

La Rochelle et Rochefort connaissent actuellement une dégradation très nette. A cette difficile situation s'ajoutent des crises très sérieuses sur six grands secteurs : la pêche, la construction (bâtiment et travaux publics), l'aéronautique, la construction et la réparation navales, la bois, l'habillement.

La construction, qui connaît déjà un marasme, va être frappée par plusieurs centaines de licenciements ; déjà, certaines entreprises traditionnelles ont disparu. La part de la pêche de La Rochelle, qui employait, il y a deux ans, 1 000 marins et officiers, n'en compte plus que 250 actuellement. Des quatre-vingt-cinq chalutiers de grande pêche, il n'en reste plus que vingt-cinq. La pêche artisanale, occupant 200 marins répartis sur cinquante petits chalutiers, ne peut survivre que si le pêche industriel subside. En amont et en aval de la pêche, 2 000 emplois sont menacés.

Les chantiers de construction et de réparation navales du département n'ont, pour la plupart, aucune commande ferme pour le second semestre de cette année. De la SNACRP, qui emploie 1 200 salariés, aux petits chantiers de réparation, employant quelques personnes, ce secteur intéresse environ 3 000 salariés. Les Bateaux Océan ont vu leurs effectifs déjà réduits de plusieurs centaines de salariés, et des

perspectives de licenciements sont encore envisagées. A la CIA, habillage (anciennement Quevedo), qui employait plus de 800 personnes, l'effectif est actuellement de 280, et, de nouveau, 70 licenciements sont annoncés.

Les entreprises de la fonction publique et du secteur nationalisé, qui devraient pourtant être créatrices d'emplois, procèdent, elles aussi, à des réductions d'effectifs, soit par des licenciements, comme à l'hôpital de La Rochelle eut eut eut réductions budgétaires imposées autoritairement par le ministre, soit en ne maintenant réductions d'effectifs.

Les entreprises implantées avant la crise, notamment la C.I.T. à La Rochelle et Saintes, Chrysler à La Rochelle, n'offrent dans l'ensemble que peu d'emplois qualifiés. De ce fait, les jeunes sortant de scolarité ou d'apprentissage ont le plus grand mal à trouver un emploi correspondant au métier appris.

C'est une situation grave : en effet, un jeune ne pouvant pratiquer son métier pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, est ainsi condamné aux basses rémunérations, donc aux basses qualifications, donc aux basses rémunérations.

Face à cela, l'union départementale C.G.T. a fait un certain nombre de propositions qu'elle a consignées dans un mémoire remis aux pouvoirs publics du département. Ces propositions s'appuient sur cinq grands points : pas de licenciement sans reclassement équivalent, relèvement du pouvoir d'achat (80 % de notre production s'écoule sur le marché intérieur), réduction du temps de travail, satisfaction des besoins en main-d'œuvre des services publics et des administrations, diminution des dépenses avec allègement affectif de la charge individuelle de travail, arrêt de toute pratique systématique des heures supplémentaires.

Ces cinq mesures aboutiraient à la création minimum de 10 800 emplois.

PIERRE CODET,
secrétaire général de
l'Union départementale C.G.T.

Un département découvre de nouveau

Les P.M.E. jouent gagnent

A quoi ressemble l'économie d'un département à l'heure du redéploiement industriel ? La Charente-Maritime, qui, dans ce secteur, comprend pour plus de 90 % de petites et moyennes entreprises, est un bon champ d'étude. Alors que toutes les activités traditionnelles sont durement touchées par la crise ou, pour certaines d'entre elles, disparaissent complètement, des affaires se créent ou prospèrent. Petites ou moyennes entreprises, elles ont une production bien déterminée, un « créneau », comme disent les spécialistes. Plusieurs exemples illustrent ce qu'il faut bien appeler un renouvellement du tissu industriel.

Bien qu'il soit difficile en ce domaine de tracer un portrait-robot, deux ingénieurs ont, il y a quelques mois, à la demande de l'établissement public régional, essayé de définir les difficultés particulières des P.M.E. de Poitou-Charentes. Sur les deux cent cinquante entreprises visitées, plus de soixante-dix se trouvaient en Charente-Maritime. Les conclusions valables au niveau régional peuvent donc le rester à l'échelle de l'un des quatre départements de la région. Dans cette étude, la liste des handicaps relevés est longue ; deux surtout méritent

d'être relevés. D'une part, la technique domine trop souvent les aspects commerciaux ; peu ou pas de politique de vente ; une clientèle peu sélectionnée ; des chefs d'entreprise qui ont la volonté d'exporter, mais qui se trouvent embarrassés sur les marchés étrangers dont ils ne connaissent pas la langue ou certaines pratiques. D'autre part, les finances démentent le caractère permanent de dirigeants des P.M.E. : fonds propres insuffisants, endettement élevé, relations difficiles avec les banques, comptabilité archaïque et mal exploitée.

La peur

de grandir

Des lacunes ont été encore notées dans la gestion du personnel. D'un âge moyen de cinquante-cinq à soixante ans, le chef d'entreprise, c'est un excellent fabricant, n'est pas pour autant un bon manager. La maîtrise et l'encadrement restent trop peu nombreux, la main-d'œuvre, d'une bonne qualification en général, peut souffrir d'une formation non adaptée, celle-ci étant jugée souvent trop théorique et trop livresque.

Enfin, ce n'est pas sans appréhension que les patrons P.M.E. envisagent le développement de leur affaire. Ils s'hésitent parfois redouter de voir grandir !

On peut évidemment contester tel ou tel aspect de l'enquête ou refuser ce que l'on a d'excessif toute généralisation ; il n'en demeure pas moins que la plupart de ces caractéristiques se retrouvent dans l'un des deux de dresser bilan de santé des petites moyennes entreprises, sec par secteur.

Les P.M.E. de la mécanique générale travaillent sur commande sous-traitants, mais n'ont pas bénéficié aux commandes liées à la construction de centrales nucléaires. Dans le secteur du chimisme agricole, c'est la crise comme partout ailleurs dans le pays. « Pour s'en sortir, affirmer un bon observateur de la conjoncture locale, il faut une restructuration ou bien création d'un groupement d'intérêt économique (G.I.E.) est méritoire afin d'atténuer les risques autres que ceux de la région et du cognac en particulier. »

Les industries agro-alimentaires, enfin et surtout, n'ont connu tout le développement

Le Pineau des Charentes

Harmonieux mélange de jus de raisin et de Cognac, le Pineau fut « inventé » dans la Région de Cognac sous François I^{er}.

Sa force se cache sous une douceur de bon aloi : il est le mariage de la fraîcheur des grappes d'un des meilleurs cépages de France et du feu incomparable du Cognac — le feu de vie — après la fermentation du jus de raisin, la clarification et le débarras de ses impuretés.

Protégé par la Loi, il est, après un long vieillissement en fûts de chêne, livré à la consommation avec l'absolue garantie d'origine et l'approbation d'une Commission de Dégustation. Cette garantie est matérialisée par le timbre apposé sur chaque bouteille.

Tout aussi distingué que son aîné le Cognac dont il a la finesse et l'arôme, le Pineau se déguste très frais comme apéritif ou comme vin de dessert.

C'est un produit pur et sain, dont le terroir des Charentes peut justement s'enorgueillir.

Le Cognac

c'est
Tradition et évolution

La tradition
Ce sont les procédés d'élaboration d'un produit
plusieurs fois centenaires
L'amélioration constante de la qualité

L'évolution
Ce sont les méthodes de pointe en gestion
Organisation et information adaptées par l'interprofession

Le Cognac

c'est
60 000 familles de viticulteurs
300 millions de commerce
250 distilleries et coopératives
15 000 ouvriers et employés

Le Cognac

c'est
Une production annuelle de..... 140 milliards AF
Un stock évalué à près de..... 1 000 milliards AF
Un volume de ventes de..... 225 milliards AF
Un chiffre d'affaires Exportation de..... 180 milliards AF

Le Cognac c'est
un produit unique et prestigieux
Le seul produit français
exporté à plus de 80 % et
présent dans tous les pays du monde

فكرنا ان الامر

Bretagne

rop de chalutiers étrangers dans le golfe de Gascogne

Noire mer s'éloigne

RISQUE, licenciements, compression d'emplois, comptes en rouge. Ce langage, qu'on a l'habitude d'entendre chez les dirigeants et les salariés de la sidérurgie, du textile ou d'autres secteurs en difficulté, fait malheureusement partie du vocabulaire courant du monde de la pêche à La Rochelle. Qu'il s'agisse de la pêche au large ou du quartier de l'Encaen, sous la grande halle à marée, vaste zone comme une cathédrale géométrique, les lamentations s'élèvent aux larmes aux yeux.

La situation est inquiétante, note M. Michel Crépeau, le maire de la ville. Il y a eu d'anciennes crises, mais, le plus grave, c'est que, cette fois-ci, les armements paraissent désemparés. Comment est-on tombé si bas ? Quel est ce déclin si inexorable ?

La Rochelle a bâti sa réputation sur la capture, dans les

eaux du golfe de Gascogne, des espèces nobles — sole, merlu, daurade, langoustine — vendues à des prix traditionnellement élevés. Mais le plateau continental, labouré sans scrupules, est presque devenu un désert. Plus de frayères. Des pêcheurs peu respectueux de la pousse aux coquilles d'or, venus de Bretagne, d'Espagne, mais aussi des côtes saintongeaises (bien qu'on le nie ici), ont jeté leur filet inouïment, ramassant les poissons immatures.

Peu à peu, il faut aller pêcher plus loin, à l'ouest de l'Atlantique, dans le canal Saint-Georges, et plus au nord, dans des parages fréquemment habituellement par les Lorientais et les Etoiles. Mais les distances se calculent maintenant en litres de gas-oil. Nouveau coup dur pour les bilans lorsque l'on sait que l'effectif, qui était payé à La Rochelle 10 F en 1972, vaut 53 F aujourd'hui (45,50 F plus exactement, grâce à une subvention temporaire de l'Etat, pen orthodoxe d'ailleurs aux yeux de la Commission européenne).

En outre, les navires ne sont pas toujours adaptés en temps

ANNÉES	Nombre de chalutiers (à la fin de l'année)	Nombre d'armements	Effectifs (1)	AGE CHALUTIERS		Tonnage annuel débarqué	Chiffre d'affaires annuel (2)
				- 10 ans	+ 10 ans		
1966	64	13	770	15	49	13 843	59 425 000
1968	51	14	615	16	35	12 584	40 286 000
1970	35	15	425	12	23	11 189	40 286 000
1972	41	15	435	15	26	11 234	53 605 000
1975	35	12	425	20	15	9 894	59 023 000
1976	32	10	400	20	12	6 178	57 229 000
1977	(2)						

(1) Effectif réel à bord des chalutiers non compris l'effectif congé-maladie-accident qui se situe aux environs de 10 %.

(2) Au 31 mars 1977 : 23 chalutiers de la flotte « industrielle ».

moderne conçu pour « raffer » les poissons communs et ramener 30 à 50 tonnes de poissons peut-il équilibrer son exploitation s'il ne débarque que 5 ou 10 tonnes, constituées uniquement d'espèces nobles comme le vent la tradition (et comme le demandent les consommateurs) ?

L'adaptation relative des navires par rapport aux nouveaux genres de pêche imposés (à cause de la raréfaction des ressources et des protections maritimes des Etats) n'explique cependant pas toute la crise rochelaise. Ici, contrairement à Boulogne ou aux ports cornouaillais, à plus forte raison contrairement aux « ensembles poissonniers » britanniques

et dans, aucune industrie de transformation n'a été installée. Centre de froid ? Néant. Filetage ? Néant. Industries alimentaires ? Néant. Et lorsque les apports diminuent toute l'économie locale se trouve frappée de plein fouet.

M. Jean-Claude Menu, président des armateurs de La Rochelle, qui n'a pas l'habitude de mâcher ses mots et qui, aux assemblées générales de l'Union à Paris, ne craint pas de heurter les idées reçues ou de malmenier les motions professionnelles trop « molles », vient d'écrire une lettre au premier ministre dont le ton relève autant de la mise en garde comminatoire que du rapport économique. « Il n'y a pas de véritable politique des pêches à terme... Les professionnels sont extrêmement déçus par le fossé vertigineux entre les déclarations officielles et la réalité... M. Menu ne trouve pas d'excuse » aux lenteurs de l'administration qui plonge la pêche rochelaise « dans la déchéance ». « La pêche est la Cendrillon de la Communauté européenne », conclut M. Menu, et la mal-timée en France ».

En s'exprimant ainsi, M. Menu parle non seulement pour les armateurs, mais implicitement pour de nombreux marins. « Il est exact que, sur la plupart des chapitres du diagnostic, les marins pêcheurs C.G.T. font la même analyse que les armateurs », note M. Castaing, président du comité local des pêcheurs. C'est vrai pour les prix du poisson débarqué, pour le « pilage systématique du petit poisson pêché par les Espagnols avec des filets aux mailles réduites, mais également par certains artisans français d'autres ports qui participent eux-mêmes à détruire aujourd'hui leur propre avenir », comme il est écrit dans un tract de la C.G.T., qui n'hésite pas à mettre en cause « les flottes russes ».

Dans une ville où l'imagination perpétuelle semble être une méthode de gouvernement municipale — les bicyclettes, le stationnement aux églises, la musique — les pêcheurs vont-ils se croiser les bras ? La C.G.T. réclame, pour sa part, une aide immédiate et importante versée au Fonds régional d'organisation des marchés (FROM) pour compenser le manque à gagner des chalutiers, donc des équipages. Deuxième requête des syndicalistes : il faut protéger et surveiller en

permanence le golfe de Gascogne dans la limite des 200 milles afin que la faune et la flore puissent renaître.

On croirait entendre les armateurs. Par exemple, M. Laurent, aussi président du FROM, qui explique : « Si, pendant trois ou quatre ans, on prenait des mesures rigoureuses de protection dans le golfe, on peut être sûr que le stock de poissons se reconstituerait. C'est ce qui s'est passé pendant la guerre de 1939-1945. Une petite aide au gas-oil pendant ces trois ou quatre ans, et la pêche rochelaise repartira ».

Les subventions aux produits ? « En 1976, le FROM du Nord a reçu 2,5 millions du FEOGA de Bruxelles, le FROM Bretagne 393 000 F et nous seulement 23 000 F », proteste M. Laurent. M. Laurent rétorque : « Comparé à l'agriculture, rien n'a été obtenu auprès de la Communauté pour la pêche, particulièrement pour la pêche atlantique, le Marché commun de la pêche étant considéré comme un Club du Nord qui accorde des aides, d'ailleurs parcimonieuses, aux types de poissons pêchés dans le Nord et non aux espèces pêchées dans l'Atlantique ».

Mais tout ne va pas si mal sur les côtes d'entre Loire et Gironde. Les artisans pêcheurs, qui ont des charges moins lourdes, réussissent à dégager des marges bénéficiaires. Selon une enquête du journal Ouest-France, la progression de la production artisanale, en valeur, s'établit à 18 % en 1976, contre 8 % pour la flotte industrielle (ce qui, notons-le, prouve que les prix se « tiennent » à peu près). « Nous ne voulons pas nous laisser entraîner dans la chute de la pêche industrielle, et les propositions des artisans doivent être prises en compte », précise M. Yves Salaun, président de la jeune coopérative d'armement et de gestion Chagréco.

Les homards et les plaisanciers

D'autres artisans, avec l'aide du comité local des pêches, se sont lancés dans la « culture » scientifique des fruits de mer. On a commencé à réensemencer en pétoncles plusieurs pertuis. En outre, huit opérations de repeuplement des fonds en crustacés sont en cours depuis 1976. 80 000 larves de homards ont été immergées au nord de l'île de Ré. Mais il faut cinq ans de patience avant que le homard atteigne le « seuil » des 500 grammes et l'âge adulte. « On comprend la colère des pêcheurs lorsqu'ils voient, l'été, les plaisanciers capturer des petits homards. Pour eux, cela se traduit par un client de moins et un homard de moins », lance en plaisantant M. Bataille, chef du quartier maritime de La Rochelle.

Va-t-on voir les plaisanciers remplacer les pêcheurs professionnels ? Au-delà de son aspect quelque peu paradoxal et peut-être excessif, la question n'est pas irréaliste. D'un côté, La Rochelle s'affirme un peu plus chaque jour comme la capitale de la voile et le port des Minimes va devenir une sorte de « Rotterdam de la plaisance ». De l'autre, des chalutiers qui désarment, des équipages qui se dissolvent, des marins qui, comme le raconte avec regret l'administrateur en chef Bataille, s'égaillent dans la nature, et repartent vers leurs terres d'origine, la Bretagne essentiellement. Il est rare qu'un entendeur consulte repartir de ces marins devenus terriens. Ils ne forment pas ces cohortes puissantes de chômeurs que produisent, par exemple, le textile ou la sidérurgie en déroute. Individuellement, chacun trouve, tant bien que mal, à se rebaser. « C'est plus grave qu'une bonne crise », disent les vieux Rochelais, puisque c'est une fuite désordonnée devant la pêche... »

FRANÇOIS GROSCHARD.

PROPOSITIONS

Bel avenir pour les petits tonnages

La situation de la construction navale à La Pallice est préoccupante. En effet, aucun nouveau marché de construction de navires n'a été obtenu par les Ateliers de La Rochelle-Pallice depuis le début de décembre 1975. Cette situation coïncide avec l'arrivée commerciale massive en Europe des moyennes entreprises japonaises de construction navale qui ont offert des navires à des prix notablement inférieurs au minimum possible pour les chantiers français.

Depuis cette époque, les armateurs qui avaient passé commande aux Japonais ont eu, du reste, la désagréable surprise de voir la différence partiellement comblée par la réévaluation du yen. Cependant, par suite de mesures dont nous ignorons la nature, le Japon a continué à maintenir pour ses offres moyennes une différence du même ordre avec les prix européens.

Quelles sont les causes d'une telle situation ? Il est évident que la disparition quasi totale de commandes dans le monde des très grands navires (pétroliers, transports de gaz naturel liquéfié, gros vraqueurs) ne pouvait manquer d'avoir une importante répercussion sur le marché des navires moyens, même si, ce qui est le cas, les besoins concrets en navires moyens ne subissent aucun fléchissement. Ceci pour deux raisons : d'abord, les grands chantiers étaient tentés de s'alimenter à titre transitoire sur les marchés des navires moyens pour éviter une réduction brutale de leurs activités. Ensuite, les armateurs, atteints dans une partie de leurs activités, se sont vus contraints, pour des raisons financières, de réduire leurs investissements, même dans les domaines où les trafics restaient en expansion.

En conséquence, les chantiers japonais, qui, jusque-là, s'étaient étiquetés d'une façon modérée aux marchés européens, se sont jetés massivement sur ce secteur.

Des pays européens ont pris des mesures de sauvegarde efficaces : les Pays-Bas, la Norvège, l'Italie et l'Allemagne. Il est extrêmement urgent que le gouvernement prenne des mesures permettant aux chantiers français de traverser cette période difficile. Il n'existe aucune raison structurelle pour que, à moyen terme, la situation ne se redresse pas complètement. En effet, il ne faut pas oublier que les navires de moins de 200 mètres représentent plus de 85 % en nombre de l'ensemble de la flotte mondiale, que le trafic réalisé par ces navires moyens n'a jamais cessé d'être en expansion : il ne s'agit donc pas d'un problème de marché mais d'un pur problème de compétitivité. N'oublions pas non plus que les produits achetés par un chantier naval aux autres branches de l'industrie représentent environ 60 % du prix du navire et que, par conséquent, l'activité de la construction navale est une activité de pays déjà développés et non pas de pays en voie de développement.

En effet, si ces derniers voulaient exporter des navires, ils seraient contraints de concurrencer, comme tous les pays du monde, de 70 à 80 % de crédit à la livraison ; alors que, pendant les deux années précédant la livraison des navires à construire, ils seraient tenus d'acheter à des pays industriellement développés, et généralement au comptant, l'ensemble des matériaux et matériels s'élevant aux deux tiers de la valeur dudit navire. Il ne faut pas oublier enfin qu'en France, après de nombreuses et importantes restructurations qui ont conduit à la fermeture de huit chantiers, le potentiel de construction en matière de moyens navires est devenu effectivement inférieur aux besoins normaux de renouvellement et de développement de la seule flotte française. Ne pas maintenir le niveau actuel serait accepter délibérément pour l'avenir d'aggraver le déficit de la balance du commerce extérieur pour les besoins de renouvellement de la flotte française.

GILBERT FOURNIER.
Gérant de la Société des Ateliers et Chantiers du Havre et de La Rochelle-Pallice.

neaux industriels

P.M.E. jouent gagnent

indn d'une région riche. en fruits de la terre ou de l'élé-

istent les P.M.E. des industries de main-d'œuvre comme la assure et le textile pour lesquelles c'est trop souvent la défiture. Ces petites usines ou ces ateliers, pour la plupart installés dans des bourgades, provoquent lorsqu'ils sont mis des véritables crises locales de l'emploi. Ainsi, l'an dernier, lors de l'arrêt d'activité de la manufacture de chaussures à Saint-Agnulin, avec la au chômage de tout son personnel, plus d'une centaine de personnes. Ainsi encore tout récemment à Montendre, avec le plement collectif de quatorze ouvrières d'un atelier de confection appartenant à une usine de Bordeaux mise en ment judiciaire.

emploi en équilibre

us ici et là se manifestent des signes de régénéscence, surtout grâce à des créations locales. Les collectivités locales, le département et les communes ont mis l'accent, en effet, pour favoriser les créations d'emplois, une série d'aides qui n'ont pas semblé à l'heure des fruits. Outre des subventions pour acheter des usines industrielles, certaines (Rochefort, par exem-

ple, ou Saint-Jean-d'Angély) ont pu construire des usines-relais, sorte de bâtiments à tout faire, où un industriel peut s'installer pendant quelques mois, le temps d'édifier des locaux définitifs. Autre pratique, la rétrocession à l'industriel de bâtiments construits par la commune grâce à des prêts à taux avantageux.

Depuis quelques mois, des créations d'entreprises ont été enregistrées. Elles concernent des activités très particulières au marché « prometteur » et font bien souvent appel à l'innovation. Un fabricant de gants en caoutchouc à usage médical ou chirurgical, par exemple, s'implante à Rochefort ; il recrutera une cinquantaine d'ouvriers dès cet été et portera ses effectifs à cent cinquante personnes par la suite. Il souhaite même créer sur place un laboratoire d'études pour mettre au point de nouveaux produits. A Jonzac, une société de sérigraphie et de décalcomanie se décentralise, quittant des locaux trop exigus en plein centre de Paris. Ce déménagement servira d'ailleurs de test pour un autre département du groupe auquel appartient cette société. Près de Pons, une entreprise d'une soixantaine de personnes approvisionne près de 80 % du marché français en avions et en pagelles et elle espère faire cette année près de 40 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, y compris jusqu'à Hongkong.

D'autres firmes essaient de se convertir : un fabricant de

jouets abandonne le bois pour la peluche et intensifie la production de ses clients, des groupements de détaillants, mais aussi des grands magasins, visités avec des camions d'exposition. Un fabricant de caisses de munitions qui veut diversifier sa production crée une société d'emballage industriel.

Taux avantageux

Mais l'exemple le plus significatif est sans aucun doute celui d'un artisan serrurier installé à Marennes depuis dix ans et qui s'est spécialisé dans les appareils de chauffage et de conditionnement d'air. Ce chef d'entreprise a déposé le brevet d'une pompe à chaleur qui permet de réaliser des économies appréciables sur le chauffage et le conditionnement de locaux individuels. En plus de la production, l'entreprise souhaite disposer bientôt d'un bureau d'étude et d'un laboratoire d'essais de prototypes. Le personnel (trente salariés environ) pourrait atteindre une soixantaine dans les mois qui viennent.

Dix emplois ici, vingt-cinq là, quinze ailleurs. Les chiffres certes ne font pas impression, mais c'est leur addition, dans de nombreuses petites villes de Charente-Maritime, qui permettra peut-être de rétablir un certain équilibre de l'emploi.

JEAN-MICHEL AUDINEAU.

Pour une implantation de 500 à 6.000 m²,
voici pourquoi Saint-Jean d'Angély vous intéresse.

Une zone industrielle sur mesure
près de l'autoroute A10
à 4 h de train ou voiture de Paris
pour un site agro-alimentaire.

Ville-centre d'art roman
avec un complexe touristique
le long du Val de Boutonne
à 60 km de l'Atlantique.

Pour une meilleure qualité de vie,
Saint-Jean d'Angély
au cœur de la Saintonge Romane.
Tél. 15.46.32.00.45

PORTRAIT

Un P.-D.G. à la pagaie

ARTISAN lui, le « Petit Indien » est devenu un roi des fabricants de pagaies : 7 500 paires par jour. Il a réussi, au niveau mondial, à laisser loin dans son sillage les autres concurrents. Mieux, il s'apprête encore à creuser l'écart.

P.-D.G. d'une entreprise qu'il a créée après avoir cherché fortune dans la vente au détail des petits filets à cravette, Paul Bureau, quarante-sept ans, fils aîné du forgeron de Montils (880 habitants), est heureux. On n'arrête pas un homme qui a bâti la prospérité de son affaire à grande coupe de pagaie. Le maire de la commune ne voyait pas d'un bon œil le développement de cette entreprise pourtant exemplaire. Le Petit Indien n'a pas tué le calumet de la paix, il vient de s'installer au conseil municipal avec ses douze co-fondateurs. Secondé par son épouse, il pratique la même stratégie offensive dans les Salons internationaux des activités de loisir à Paris, à Cologne, à Hambourg ou à Chicago, pour faire connaître et pour vendre sa production.

L'idée est née d'un service rendu à un fabricant de bateaux gonflables qui avait besoin de quelques pagaies.

Aujourd'hui, parallèlement au formidable développement des loisirs sur l'eau, l'entreprise s'agrandit, car elle ne fournit plus à la demande. Le chiffre d'affaires, qui a atteint près de 6 millions de francs l'an dernier, a été multiplié par dix en dix ans. Les ventes à l'exportation dépassent 40 %. Les prévisions d'augmentation de production sont de l'ordre de 25 % par an.

Marqué à la grille du « Petit Indien » ou du « Tréfilé », les pagaies, les avirons et quelques autres articles de sport, de pêche, de plongée et de camping, au total quatre cents modèles différents, sont expédiés en Allemagne, en Hollande, en Grande-Bretagne, en Suède, aux États-Unis, etc.

Le matériel nautique saintongeais est même utilisé en Nouvelle-Calédonie et à Singapour, où, pourtant, on sait généralement mener sa barque sans le secours des Charentais.

En fin de compte, un tel résultat apparaît tellement simple qu'on s'est tenté de penser qu'il ne suffit après tout, pour l'obtenir, que de posséder du bois, de l'aluminium, quelques techniciens, des machines et une main-d'œuvre facile à trouver dans cette région rurale. C'est, évidemment, oublier que dans beaucoup de travail mené très sérieusement, une évacuation technique incontestable et un sens commercial peu commun, cette tentative pour s'imposer totalement sur un marché aussi spécialisé n'aurait été qu'un coup de pagaie dans l'eau.

L'entreprise fournit des possibilités d'emploi à une cinquantaine de personnes, dont les deux tiers sont des femmes, qui travaillent sous contrat d'octobre à juillet.

Chaque été, d'ailleurs, le P.-D.G. ne résiste pas à son tempérament de vendeur. Il loue plusieurs camions, qu'il charge de matériel, et il part avec une partie de ses employés approvisionner directement les détaillants sur les plages, discuter avec les marchands et les acheteurs, soumettre au bon d'essai de l'océan la dernière petite pagaie de la série.

Après une longue journée de travail, toute la tribu saintongeaise du Petit Indien s'endort sous la tente.

M. G.

Ré, Oléron, Aix dans l'étreinte des touristes

Le trésor des îles

TROIS îles : Ré, Oléron et Aix, trois îles voisines, très proches de cette côte d'Azur qu'elles regardent. Trois sœurs vouées à l'océan, à la pêche et à la viticulture. Trois jumelles enfin, très populaires, qui voient chaque été leur population passer brusquement de un à dix, voire à quinze habitants.

L'île de Ré est reliée au continent par un bac. Dans le port de La Pallice, un quai d'embarquement long comme une avenue, des barrières, aujourd'hui rangées, laissent deviner ce que doit être l'attente l'été. Trois heures au début et à la fin de ces deux mois « chauds » au lieu de huit heures au plus avant qu'aurait été mis en service les nouveaux bacs, qui facilitent le débarquement des véhicules.

Le prix du passage est élevé : 26 F en saison pour la voiture ou la caravane, plus 6 F par passager. L'insulaire bénéficie d'un tarif réduit qui revient à plus de 17 F.

Les voitures ont pris place sur le bac. Les occupants mettent pied à terre et bavardent. Les Rhétois souhaitent-ils un pont comme leur voisin ? « Oléron n'est plus une île, dit une dame. Un pont nous enlèverait tout le charme de Ré. Bien sûr, il faut attendre, mais il y a la promenade en bateau, et il faut voir le monde que cela attire. »

Et puis, ajoute une autre, le bac est une hantise. On se retrouve. Le pont supprimerait tout cela. L'ouvrage, dont le conseil général a approuvé le principe, doit pour l'instant dans les dossiers. Le moment n'est évidemment pas favorable à la construction. « Mais je suis persuadé qu'il se fera un jour », déclare M. François Blaisot, conseiller général du canton d'Ar-en-Ré.

« Bienvenue aux touristes » : la pancarte est traduite en quatre langues. « Crêperie », « Vélodrome », « Discothèque », « Quai à emporter », « Appartements meublés », « Camping » : les signes extérieurs de l'activité estivale ne manquent pas, et le touriste est plutôt assailli qu'accueilli. L'île, où autrefois l'habitat se groupait en villages entourés par la campagne, s'est ouverte de constructions de qualité médiocre. Mais, ici et là, le pays a gardé son caractère.

Champs maraîchers, rangs de vigne, gros nuages gris à l'horizon soulignés par une ligne verte et méchante : la mer. La culture des primeurs, encouragée par le climat doux, est une des activités notables de l'île, avec la vigne, qui fait partie de la zone d'appellation contrôlée du cognac.

Ré, l'ancienne forteresse qui protégeait La Rochelle, a conservé de grands ouvrages militaires. Le fort de la Frée sur la route de la Flotte, aux confins de la campagne et de la mer, n'est pas signalé comme il le mérite. Saint-Martin, la capitale, est gardée par deux portes, construites par Vauban, et par la citadelle, qui abrite l'ancien pénitencier des bagarriers. Il faut bon se promener le long de la mer sur les remparts gris, à l'ombre desquels poussent des figuiers. Entre les bras du môle, on aperçoit les maisons blanches couronnées par l'église. Grand vaisseau en partie ruiné par les canons anglais puis un siècle plus tard, par la tempête.

Dix mille habitants l'hiver, cent quatre-vingt mille l'été. « Tous nos problèmes viennent de ce déséquilibre », fait observer M. André Chaigne, conseiller général du canton de Saint-Martin-en-Ré. Pour recevoir cette population éphémère, pour la faire vivre pendant deux mois, toutes sortes d'équipements sont nécessaires. Il faut prévoir tout un réseau d'assainissement

et d'adduction d'eau, le matériel pour le ramassage des ordures et pour la lutte contre l'incendie. Ces équipements ne fonctionnent à plein que pendant l'été. Le reste du temps, ce sont les sédentaires qui en supportent la charge.

Tous sont d'accord : juillet et août sont deux mois fous. A côté des campings homologués, qui affichent complet, on assiste à la prolifération des campings sauvages, que les maires, faute de forces de police suffisantes, n'arrivent pas à endiguer.

La hausse du prix des terrains incite les agriculteurs à vendre et à s'en aller, mais, par ailleurs, elle empêche ceux qui voudraient accroître leurs terres de le faire. « Le volume des transactions immobilières est énorme, mais le produit des taxes n'est pas réparti sur l'île, fait remarquer M. Chaigne. Qui plus est, ceux qui construisent font appel à des entreprises du continent. Autant de revenus qui nous échappent. »

On le voit de loin. On admire sa blancheur, sa courbe et ses arches. Mis en service en 1966, le pont d'Oléron, le plus long d'Europe, fait 31 kilomètres. Les îliens le réclament. Ils l'ont, mais certains maintenant déchantent. « Les gens entrent, font le tour de l'île et ressortent. Avant, quand ils venaient, ils restaient. » Le pont est à péage. Le passage coûte 14 F pour les « étrangers ». Pour les insulaires, le tarif, qui était de 9 F, a été diminué de moitié l'an dernier. Pourtant, le Comité d'action et de défense des intérêts de l'île continue à réclamer la gratuité. « Nous sommes les seuls Français à payer pour rentrer chez nous », indique M. Albert Dauphin, le président du Comité. Qui plus est, depuis que le pont est en service, on nous a supprimé tous les bureaux administratifs. Chaque fois que nous avons une démarche à faire, nous devons aller sur le continent, donc payer. A cause de ce maudit péage, la voie pour nous, comme d'ailleurs pour les

Rhétois, est plus chère que sur le continent.

Les Oléronnais contribuent pour 1 % seulement au montant des recettes. Ne pourrait-on pas leur accorder la gratuité qu'ils réclament ? « Nous ne l'envisageons pas pour l'instant », déclare M. Pierre Cadet, directeur de la Régie des passages d'eau et directeur de l'office départemental de tourisme. « Le péage tient compte du service rendu. On ne peut le supprimer, ne serait-ce que par solidarité avec l'ensemble des insulaires. Le pont est par ailleurs la seule opération qui permette à la Régie d'éponger les déficits des autres îles. Déficit qui atteignent 3 millions par an pour le seul bac de Ré. En revanche, les croisières estivales que nous avons créées en 1967 sont excédentaires. Elles ont transporté 120 000 passagers pendant la saison 1976. »

De Napoléon

à Ben-Bella

Un pêcheur, la fourche sur l'épaule, se rend à son parc d'huitres. « Ils sont un peu courts de jardinières, dit un Oléronnais. Tous les jours ils doivent aller débarrasser les huitres des algues que la marée apporte. » Cette activité crée dans l'île un mouvement, une architecture — chaque ostréiculteur à sa baraque le long du port — et une géographie. L'île est traversée par des chemins qui alimentent des bassins. Ces anciens marais salants ont été transformés en « claires », où l'on élève les huitres du même nom. Les plages aussi sont caractérisées avec leurs rangées de pieux, les bouchots, autour desquels les moules viennent se fixer.

Oléron est envahi l'été comme ses voisines. De dix-sept mille habitants, la population passe à deux cent mille. « Nous avons été obligés de construire une usine de traitement des ordures ménagères qui nous a coûté 4,80 millions et qui n'était pas

d'une urgence absolue pour les seuls insulaires », déclare M. Claude Jousseume, conseiller général et maire du Châteauneuf-Oléron. La réalisation d'un réseau d'assainissement, la construction de stations d'épuration, qui étaient désormais que des déchets ne soient rejetés à la mer, se sont avérées indispensables, notamment pour protéger les ostréiculteurs de la côte est. Le bassin ostréicole Marennes-Oléron représente en effet 60 % de la production française. L'état de saleté des plages est alarmant, surtout sur la côte ouest, qui reçoit les déchets espagnols, reconnaissables à la marque des bouteilles. L'affluence estivale pose en outre des problèmes de sécurité — dix-sept moniteurs seront engagés cet été pour la surveillance des plages — et des problèmes médicaux. Les huit médecins de l'île ne suffisent plus pendant la saison.

A Oléron comme à l'île de Ré, pour remédier à la situation, on cherche à étaler les vacances. Des contacts sont pris avec des entreprises à caractère social et avec des établissements de retraités pour organiser des séjours qui s'étendront toute l'année. De leur côté, les colonies de vacances commencent à ouvrir des classes de mer en période scolaire.

« Il ne faut pas malgré tout brasser un tableau trop noir », déclare M. Jousseume. Oléron n'a 80 kilomètres de plages. La région est très poissonneuse et la Cotinière est le premier port crevettier de France. La navigation de plaisance se développe à Boyardville, qui peut accueillir maintenant cent vingt bateaux, ce qui donne du travail aux entreprises de construction maritime de l'île. La plus importante emploie cent personnes.

A la pointe de Fouras, le bac de l'île d'Aix est le royaume de la plaisance et de la voile sur roulettes. C'est que les voitures et les deux roues à moteur sont interdites dans l'île qui abrite

deux habitants d'origine : Napoléon, après son embarquement sur le Belléophon, et Ben Ba qui fut emprisonné au Liédot.

Le bourg est entouré de rizières et de douves. Passé pont-levis, on pénètre sur place d'Austerlitz, une prairie ombragée de tamaris. Un groupe de jeunes descend vers le port en jouant la guitare. A travers les arbres aperçoit la maison rose qui héberge la baronne Gourpa l'épouse américaine de l'arrêté petit-fils du général d'Empire restée célèbre dans l'île.

« Les gros problèmes », résume, déclare M. Pierre Bdry, le maire de cette petite communauté de deux-vingt-cinq habitants. Des deux mrs, nous n'avons l'eau à l'usage. Avant, nous devions nous contenter des puits. Les rochers sont en assez bon état. Mais est bien évident que toutes les difficultés que nous rencontrons en hiver s'aggravent en été. A accueilli trois mille résidents auxquels viennent s'ajouter trois mille visiteurs quotidiens, des croisières touristiques, ce sont ceux qui nous content le plus souvent leurs problèmes et leurs déboires. Et il faut se dire que chaque jour ramassage est à recommencer.

La préservation du site d'un état actuel est en préoccupation numéro un de la municipalité. « Nous ne nous faisons pas de l'écologie », dit le maire. Surtout, les constructions seront sévèrement réglementées, car le paysage, est de grande qualité, doit être protégé.

L'île est un des derniers droits où l'on goûte la tranquillité absolue, hors saison. C'en est en dehors des mois où il faut visiter les trois îles si l'on veut profiter du chaud, des villages calmes, parkings vides et des pittoresques.

FLORENCE BRETON

Du 19 au 30 mai, neuf cents dériveurs au rendez-vous

La Rochelle toutes voiles dehors

FONDEE en 1860, la Société des régates rochelaises — S.R.R. — ne se contente pas d'être un des plus anciens clubs français. Elle se distingue par son activité et par ses initiatives. C'est ainsi que la Semaine de La Rochelle, créée en 1964, a pris une importance exceptionnelle, sans équivalent en France, et a acquis un prestige qui l'apparente aux Semaines de Cowes ou de Kiel. Se déroulant à la Pentecôte, elle attire environ neuf cents dériveurs et plus de cent bateaux habitables.

Cette année, la XIV^e Semaine se dispute jusqu'au 30 mai, les principales épreuves étant courues du 27 au 30 mai (Pentecôte). Le championnat de France des Soling figure au programme de cette manifestation, qui joue d'autre part un rôle éliminatoire pour le championnat du monde des 505, qui aura lieu à La Rochelle du 7 au 17 août.

En effet, La Rochelle — qui dispose de deux cent cinquante places dans son ancien port, très pittoresque, et de mille six cents dans le nouveau port des Minimes — ne se distingue pas seulement par ses initiatives dans le secteur sportif et par son programme de courses, brillant et chargé, mais aussi par toutes les activités qu'elle exerce et qu'elle développe dans le domaine de la plaisance : bureaux de dessin, chantiers, voiliers, fabriques de mâts. Il

n'existe en France aucun rassemblement équivalent constitué autour de la voile ; celle-ci assure environ mille cinq cents emplois.

Au premier rang des architectes rochelais, il faut nommer Philippe Harlé qui a signé les plans du quart des voiliers habitables construits en France. Citons, entre bien d'autres, le Muscadet en contre-plaqué, le Sangria en plastique, qui a dépassé le cap des mille sept cents exemplaires, le Romanée en aluminium. Michel Joubert est connu pour de nombreux dessins parmi lesquels le Fokker chez Jeanneau, les Fifty chez Kirié, les Chasseron, les Gls Sea chez Gilbert. Il s'intéresse beaucoup à la compétition, tout comme ses cadets Jean Berret, Philippe Briand, Patrick Phélippeau.

Le contrôle

de M. Bich

La Rochelle est riche de chantiers grands ou petits. Les trois plus importants sont établis sur la zone industrielle de Périgny. Le chantier Michel Dufour, fondé par ce créateur et actuellement sous le contrôle de Marcel Bich, est dirigé par M. Pierre Fieux, est connu en France et à l'étranger pour ses voiliers de croisière spacieux et agréables. L'Arpège a été tiré à

plus de mille cent exemplaires. Actuellement le Dufour 2800 l'entreprise désigne désormais ses bateaux par leurs poids en kilos) est produit au rythme de une unité et demi par jour. Au bas de la gamme figure le 24.

Roger Mallard dirige une entreprise dont le nom fut jadis lié à la production de bateaux de pêche, puis de Corvette en contre-plaqué. Il se consacre aujourd'hui au plastique. L'Ecu de Mer, dessinée par Jean-Marie Finot a passé le cap des mille exemplaires, tandis que le nouveau Mallard 9 mètres, un half tonner dû à Philippe Harlé, trouve de nombreux amateurs. Architecte et constructeur, Henri Amel consacre son activité aux unités d'une certaine dimension, confortables et prêtes à sillonner les océans. Elyre, Euros, Mollem s'échelonnent de 11 à 18 mètres.

A côté de ces « géants », de petites entreprises travaillent dans un secteur déterminé. Le chantier Hervé, qui est aussi une voilerie, construit à l'unité des coques inédites en bois moulé qui sont souvent les têtes de file de séries réalisées en plastique. Moillard livre, en contre-plaqué l'Aquavit, grand frère de l'Armagnac, Quéré produit le Super Ariéquin.

A côté des chantiers proprement dits, on trouve à La Rochelle plusieurs entreprises travaillant uniquement pour la plaisance.

Tasker-France est la plus grande voilerie de l'Hexagone en

même temps qu'une ad-fabrique de mâts. A sa tête trouve Michel Briand, qui p sède un très beau palmier autre sportif en vue. Bertin Chéret, dirige la voilerie porte son nom. La Solera, dispose d'ateliers importants livre en série des mâts à de ne breux chantiers. La Soron produit des mâts et de l'accastillage. Spars, orientés vers compétition, construisent sur des mâts de dériveurs. T. Sails est une voilerie tour surtout, elle aussi, vers la tour.

Toutes ces entreprises appartiennent en réalité solidaires plutôt que rivales. A La Rochelle, la plaisance anime, rapproche des activités nombreuses et variées. Celles-ci retrouvent chaque année d'autres expositions, des étrangers, au Grand-Pavillon la cinquième édition a lieu du 16 au 19 septembre. Ce salon a lieu, fort bien organisé, bénéficie de deux caractéristiques précieuses : les bateaux y sont présentés à égal, au lieu d'être exposés en file. En outre, se situant en fin saison, il permet à la profession de connaître assez tôt les tendances de la clientèle et d'enregistrer des commandes de début d'une nouvelle année d'activités, alors que celle-ci est très entamée en janvier, moment du Salon de Paris. Nombre des entrées, qui se rapidement depuis 1973, date de création de cette manifestation se chiffrent par millions non par dizaines ou cent de milliers, mais les visiteurs sont presque tous des connaisseurs, ou tout au moins amateurs. On ne rencontre guère de badauds au Grand-Pavillon.

Enfin, du 27 au 30 octobre tiendra à La Rochelle le premier festival du film de voile.

Comme on le voit, il est facile de ne pas attribuer à port le titre de capitale française de la voile. Cette place, choisis, tous les plaisanciers la reconnaissent. Cependant, à la ville même, les sportifs et professionnels ont quelque souhait de recevoir de la part pouvoirs publics ou des collectivités locales, des témoignages plus marqués de cette préférence, ou tout au moins pour compter sur un effort plus net de concertation.

YVES ANDRI

pour une région vivante

CRÉDIT AGRICOLE



50 bureaux en charente-maritime

Joseph Lito

[illegible]

vante
COLE

LE MONDE AUJOURD'HUI

SOCIÉTÉ

Les jeunes et le « trac » de la vie

JAMAIS sans doute notre société n'a autant exalté ses enfants. Jamais elle ne leur a tourné le dos à ce point. Les murs des villes, les écrans de télévision, sont envahis de jeunes gens dynamiques et conquérants qui mordent la vie à belles dents.

La réalité, si l'on en croit la série d'articles que la revue *Projet* consacre dans son dernier numéro aux jeunes et à leurs premiers pas dans le monde des adultes, est tout autre : un formidable décalage. Mal préparés, psychologiquement et professionnellement, à sauter le pas, les générations d'après-guerre hésitent, reculent, perdent confiance. Selon une formule du docteur Pierre Benoussan citée dans ce numéro, les jeunes ont le « trac de la vie ».

Se faire à un métier

Pour Françoise Pilet, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris (I.E.P.), l'autorité des parents s'est assoupie au fil des années. L'école elle-même a perdu de sa rigidité. Mais le monde du travail, lui, n'a guère changé. Aujourd'hui, lorsqu'un jeune se présente à l'entrée de la vie active, il doit, comme par le passé, se faire à un métier. Mais il doit aussi se plier à un comportement qui lui est étranger. Intégrer un « modèle organisationnel » qui tranche avec ses habitudes d'élève. Ce qui explique certains replis sur soi et la remise en cause de « cette valeur sacrée portée par les adultes », le travail.

La transition est d'autant plus difficile qu'elle est souvent brutale. Jusqu'à vingt-cinq ou vingt-huit ans, un étudiant dépend étroitement de ses parents. Soudain, le voilà livré à lui-même. C'est le moment où, selon le docteur Benoussan, « tout peut craquer ». Aspect moins connu de la question, 87,7 % des moins de vingt-cinq ans vivaient, en 1968, chez leurs parents, même si près de la moitié d'entre eux étaient salariés. Prolongée à l'excès, cette situation rend le passage d'une « économie domestique » à une « économie monétaire et éducative » délicat. Ce décalage est considérable pour les jeunes gens. Mais il l'est davantage encore pour les jeunes filles. Malgré les déclarations de plus en plus vives, les emplois féminins restent, économiquement et socialement, inférieurs à ceux qu'occupent les hommes. Or, chez les jeunes, cette situation ne correspond plus tout à fait à la réa-

lité : les filles fréquentent les mêmes écoles que les garçons, et leur niveau de formation dépasse, en moyenne, celui de ces derniers, « comme le montre la comparaison de leur âge respectif en fin d'études ». Elevées dans un monde où l'inégalité recule, elles se heurtent à une société où le sexisme est resté tenace.

Quant aux échecs de l'école, qu'ils ne comptent pas sur la vie professionnelle pour compenser leur mauvais départ : « Au lieu d'atténuer les inégalités produites par les handicaps scolaires, souligne Pierre Grapin, chargé d'études au CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), l'entreprise tend, au contraire, à les renforcer. » Notre système économique ne fait pas qu'accentuer ces handicaps, il les crée, dans la mesure où ce sont les nécessités de la « division sociale du travail », qui commandent l'organisation du système éducatif, déterminant ainsi, avant même l'entrée dans la vie active, la place de chacun.

Est-ce cette fatalité qui conduit un nombre considérable de jeunes à se désintéresser de la marche des affaires publiques ? Il est significatif que 32,7 % des jeunes de dix-huit à vingt et un ans — les « nouveaux maîtres » — ne soient pas inscrits sur les listes électorales, soit une proportion quatre fois supérieure à celle observée chez les adultes. Quant aux jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans, ils représentaient, selon un sondage de juin 1976, 12 % des votants, mais 17 % des abstentionnistes.

L'opinion des jeunes de vingt à vingt-quatre ans, quand elle s'exprime, est aussi plus critique que celle de leurs aînés. Un sondage portant sur les élections cantonales du 7 mars 1976 montre par exemple que la gauche recueille chez les électeurs de cette tranche d'âge 71 % des suffrages (52 % chez les adultes), la majorité 31 % (adultes : 42 %).

Surtout, on observe chez certaines jeunes, notamment chez les étudiants, une sympathie pour l'extrême gauche, lors de proportion avec les voix recueillies par ce courant politique parmi les autres catégories d'électeurs. Les jeunes, dit Margaret Mead dans le *Foetus*, des générations, « ignorent ce qu'il faudrait faire, mais ils sentent qu'il existe un meilleur moyen de le faire ».

BERTRAND LE GENDRE.

* *Projet*, mai 1977, 10 F. 14, rue d'Assas, 75006 Paris.

Un appel pour la révision du code pénal à propos des relations mineurs-adultes

Quatre-vingts personnalités viennent de signer un appel à la commission de révision du code pénal demandant la modification des textes régissant les rapports entre adultes et mineurs. Ces relations sont actuellement soumises à des restrictions : détournement de mineur — dont le délit peut être constitué par le seul hébergement d'un mineur pour une nuit, — interdiction des relations sexuelles avec des enfants de moins de quinze ans, interdiction de rapports homosexuels quand les engagements des mineurs de quinze à dix-huit ans.

Les signataires insistent sur la nécessité de mettre à jour des textes qui ne tiennent pas compte de l'évolution rapide des mœurs. Ils demandent que le dispositif pénal soit allégé, que des textes, aujourd'hui passibles de la cour d'assises, soient jugés par un tribunal correctionnel.

Le code pénal de 1810 ne prévoyait aucune répression pour les actes sexuels non accompagnés de violence. C'est la loi du 28 avril 1832 qui a créé l'infraction d'adultère à la pudeur commise sans violence sur la personne d'un enfant de moins de onze ans. Cette minorité a été relevée à deux reprises : à treize ans en 1863 et à quinze ans en 1945. Les auteurs du texte font remarquer que le « qualification criminelle » aboutit aujourd'hui à des conséquences étonnantes. En effet, le législateur se fait complice du fœtus incriminé, d'autre part, il autorise le vente de contraceptifs aux filles de moins de quinze ans.

« Parmi les signataires de l'appel figurent Louis Althusser, Jean-Paul Sartre, Roland Barthes, André Breton, Simone de Beauvoir, Jean-Claude Baudry, Jean-Louis Bory, Bertrand Bruni, François Chatelet, Jacques Chénou, Copi, Alain Cuny, Gilles Deleuze, Jacques Derrida, Françoise Dolto, Michel Foucault, Fêteur, Michel Leiris, Gabriel Matzneff, Bernard Malenfant, Christiane Rochefort, Alain Robbe-Grillet, Jean-Paul Sartre, le docteur Pierre Simon et Philippe Sollers. »

SPORTS

BASKET-BALL. — Battu par la Hongrie 82 à 81 après prolongations, la France devait gagner ses deux dernières matches du tournoi d'Helsinki, contre les Pays-Bas et contre la Pologne, pour pouvoir participer, dans quatre mois, aux championnats d'Europe.

FOOTBALL. — Didier Six, l'ailier gauche international de Valenciennes, a signé son engagement avec le Racing Club de Lens pour une durée de trois ans.

OMNISPORTS. — M. Enrico Crespi (Italie) a été élu pour quatre ans président de l'Association de la presse sportive (A.P.S.). Le premier vice-président est M. Nicola Kiselev (U.R.S.S.). Les trois vice-présidents sont MM. Maurice Vidal (France), José Maria Lorenz (Espagne) et Matti Salmenkylä (Finlande).

TENNIS. — Adriano Panatta et Ilie Nastase ont été éliminés en quarts de finale des internationaux d'Inde. Les Américains Brian Gottfried et Vitas Gerulaitis, l'Australien Phil Dent et l'Italien Tomaso Zugarelli s'étaient qualifiés pour les demi-finales.

JUSTICE

EN DÉPIT DE L'ABSENCE DE PREUVES

Un ouvrier algérien est condamné par les assises de l'Oise

à vingt ans de réclusion pour meurtre

La cour d'assises de l'Oise a condamné, vendredi 20 mai, dix-neuf ans de réclusion criminelle, un ouvrier algérien, Youssef Kismoun, accusé d'avoir assassiné une septuagénaire, Robert Brunel, et épouse Liliane, pour complicité de meurtre. ont été condamnés respectivement à douze et cinq ans de réclusion criminelle, perpétuité contre Youssef Kismoun, et six ans de la même ; contre ses deux co-accusés. M^{rs} Gisèle Halimi, défenseur de Youssef Kismoun, a annoncé on terme du procès qu'elle allait se pour en cassation.

De notre correspondant

Beauvais. — Le 26 mai 1975, Mme Veuve Germaine Bécart, une commerçante retraitée, âgée de soixante-trois ans, est retrouvée morte à son domicile, à Creil (Oise), ligotée et bâillonnée. La vieille dame avait été étouffée avec un étron. Elle portait à la face et sur le corps plusieurs ecchymoses. Le mort remonta à deux jours.

Près de cinq mois après le meurtre, le 21 octobre 1975, Youssef Kismoun, un ouvrier algérien, âgé de vingt-six ans, est arrêté à la suite de la dénonciation d'une jeune fille âgée alors de quinze ans, Mlle Fabienne Brunel. Cette dernière avait alors qu'elle avait rapporté les accusations formulées par sa mère, Mme Liliane Brunel, âgée de quarante ans. Relâché, puis arrêté à nouveau le 26 novembre, Youssef Kismoun est inculpé, malgré ses dénégations, de tentative de vol qualifié et de meurtre.

Mme Brunel et son époux, M. Robert Brunel, sont également appréhendés et inculpés de complicité pour le meurtre de la commerçante. Tous deux étaient rendus, en compagnie de Youssef Kismoun et d'un autre ressortissant algérien, M. Ben Bekkal, à proximité du domicile de la victime le jour du meurtre. Les deux Nord-Africains étaient chargés de cambrioler la maison. Mais M. Ben Bekkal se serait enfui, en se rendant compte que les deux étaient habillés, laissant sur place son compagne.

Cependant, aucune preuve n'a jamais pu être avancée contre Youssef Kismoun. Aucune empreinte n'a pu d'autre part être relevée, soit sur aucun témoin à ce crime. Seule une dénonciation a permis d'inculper cet ouvrier algérien. Son avocat, M^{rs} Gisèle Halimi, parle d'une « véritable machination policière ».

On s'explique mal, en effet, la dénonciation au brigadier des Rouch du meurtrier pris et l'arrestation de ce dernier. D'autre part, la fille de Mme Brunel, qui est à l'origine de l'arrestation de Youssef Kismoun, a affirmé à l'audience que le brigadier Rouch lui a demandé de témoigner et l'ouvrier algérien. Le policier n'a pas fait, en revanche, ment expliquer que la mère, une jeune fille ait eu connaissance de détails qui ont permis aux enquêteurs d'accréditer l'accusation contre Youssef Kismoun ?

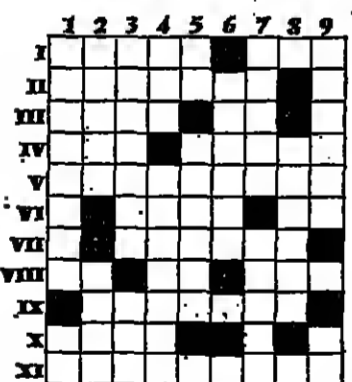
Le propriétaire d'un grand café lillois écroué

Le propriétaire du plus célèbre café de Lille, La Paix, situé au Général-de-Gaulle, M. A. Lassalle, soixante-quatre ans, inculpé d'abus de biens sociaux, de banqueroute et de fraude aux fonctions de conseil aux comptes et écroué le 20 mai à la maison d'arrêt de Loos-les-Lille. Il y a que mois, le commissaire aux comptes découvrit un déficit de 6 millions sur lequel M. Lassalle refusait de s'expliquer. Le conseil aux comptes et écroué le 20 mai à la maison d'arrêt de Loos-les-Lille. Il y a que mois, le commissaire aux comptes découvrit un déficit de 6 millions sur lequel M. Lassalle refusait de s'expliquer. Le conseil aux comptes et écroué le 20 mai à la maison d'arrêt de Loos-les-Lille. Il y a que mois, le commissaire aux comptes découvrit un déficit de 6 millions sur lequel M. Lassalle refusait de s'expliquer.

INFORMATIONS PRATIQUES

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1769



HORIZONTALEMENT
1. Leur école ne date pas d'hier : Pur esprit. II. Exposé avant le terme. — III. Instrument de fortune. Particule. — IV. Occupe une position horizontale : Sur lequel on se fait pression. V. Forment une nombreuse famille. — VI. Père putatif et plus ou moins généreux : Sord. — VII. Prénom masculin. — VIII. Arrière étranger. Conjonction. — IX. Alchimiste. — X. Jadis dressé par un scribe. — XI. But final à toute agitation humaine.

VERTICALEMENT
1. Prolonge quelque peu le sous-terrain trajet de la vérité : Arme épelée. — 2. Ne croient pas quand on le laisse dormir. — 3. Cause de lui, combien ont été pris la main dans le sac. — 4. D'aucuns s'y complaisent : Un collège de Saoy. — 5. Provoque des tempêtes : Se laissent facilement rouler. — 6. Abréviation : Une bouche de plus à nourrir. — 7. Volet tout, saut tout. — 8. Parfumé : Commune mesure.

Avis de concours

● Un concours d'entrée en première année d'études-ingénieurs de l'École française de radio-électricité d'électronique et d'informatic (preuves écrites) aura lieu les vendredis 3 et samedi 4 juin à Paris, Bordeaux et Rouen. Les inscriptions sont à adresser, avant le 28 mai, au secrétaire de l'école, 10, rue Amyot 75006 Paris.

— 8. Epreuves. — 9. Point souple : Servit à Garnier.

Solution du problème n° 1768

Horizontalement
I. Reprises (cf « croûte ») : Ermite. — II. « arandou Outi. — III. Lait : Pour. — IV. Uim : R.F. Id. : Dure. — V. Al : Isère : As. — VI. Ua : Muer : Cocoon. — VII. Lale : Targuer. — VIII. Lalle : Chaleur. — IX. Io : Elime : Elbe. — X. Démunies : RI. — XI. Tortus : Iman. — XII. Dinar : Etrennes. — XIII. R.C. : Mal : Asperges. — XIV. Réveil : Ro. — XV. Frise : Ocre : Toc.

Verticalement
1. Lucullus : Drip. — 2. Elal : Sal. — 3. Prélude : III : On. — 4. Rat : Miroir. — 5. Im : Rao : Etrave. — 6. Sifflet : Rnu : Le. — 7. E.N.O. : Recluse : To. — 8. Rhin : Tais : Tris. — 9. Ramier. — 10. Décalée : Epte. — 11. Rot : Rout : N.E. — 12. Mu : Décuré : INRI. — 13. Rou : Ri : Meg. — 14. Xi : Rari : Braser. — 15. Elle : Fria : Soc.

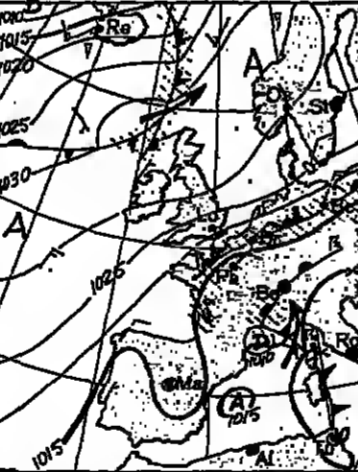
GUY BROUTY.

Visites et conférences

DIMANCHE 22 MAI
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES : 10 h, devant château, Mme Lagrange : « Le parc de Bagatelle et la roseraie ». 11 h, rue de la Chapelle, Mme Lagrange : « Le parc de Bagatelle et la roseraie ». 12 h, rue de la Chapelle, Mme Lagrange : « Le parc de Bagatelle et la roseraie ». 13 h, rue de la Chapelle, Mme Lagrange : « Le parc de Bagatelle et la roseraie ». 14 h, rue de la Chapelle, Mme Lagrange : « Le parc de Bagatelle et la roseraie ». 15 h, rue de la Chapelle, Mme Lagrange : « Le parc de Bagatelle et la roseraie ».

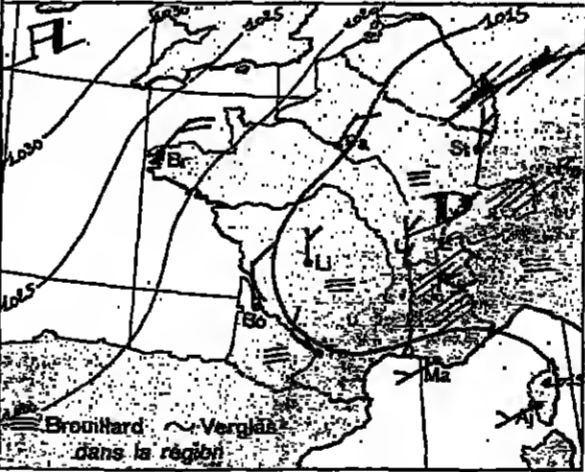
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24.05.77 A 0 h GMT.



Evolution probable en temps en temps entre le samedi 21 mai 0 heures et le dimanche 22 mai à 0 heures : Au cours de ces deux jours, la pression continuera à s'élever len-

tement sur la France et la Méditerranée. Le samedi 21 mai, le temps s'améliorera progressivement. Dimanche, des Alpes au Jura, les nuages s'éclairciront progressivement et il y aura quelques ondées orageuses. Des éclaircies assez belles se



Le 22 mai, le temps s'améliorera progressivement. Dimanche, des Alpes au Jura, les nuages s'éclairciront progressivement et il y aura quelques ondées orageuses. Des éclaircies assez belles se développeront toutefois l'après-midi. Le 23 mai, le temps sera nuageux et le ciel restera très nuageux. Le 24 mai, le temps sera nuageux et le ciel restera très nuageux. Le 25 mai, le temps sera nuageux et le ciel restera très nuageux. Le 26 mai, le temps sera nuageux et le ciel restera très nuageux. Le 27 mai, le temps sera nuageux et le ciel restera très nuageux. Le 28 mai, le temps sera nuageux et le ciel restera très nuageux. Le 29 mai, le temps sera nuageux et le ciel restera très nuageux. Le 30 mai, le temps sera nuageux et le ciel restera très nuageux. Le 31 mai, le temps sera nuageux et le ciel restera très nuageux.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel des 20 et 21 mai 1977.

UN DECRET

● Portant publication de convention internationale télécommunications.

Le Monde

Service des Abonnements : 75477 PARIS - CEDEX 10 C.C.P. 4287-23

ABONNEMENTS : 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - R.O.M. - T.O.M. 185 F. 185 F. 223 F. 274 F. TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 185 F. 274 F. 328 F. 379 F.

ÉTRANGER (par mandat) : I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE 135 F. 250 F. 365 F. 450 F. II. — TUNISIE 175 F. 325 F. 475 F. 625 F.

Par voie aérienne : Tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (toute lettre) ou par chèque bancaire (toute lettre) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : 600 lettres ou provinciaux (dall, semestres ou plus) : non-abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser l'abonnement et rédiger tous les noms propres et initiales d'impression.

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Jacques Savat, directeur de la publication. Imprimerie du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous droits, sauf accord avec l'administrateur. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57497.

SPECTACLES

théâtres

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)



Les théâtres de bonlieux

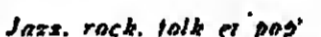
Coupe-Cloué : l'impression du Pè-
 les-Royal (sam. 20 p. 30).
 Edouard-Vier : la Théâtre-Fra-
 nçois (sam. 21 p. 10).
 Espace Pierre Cardin : Señor Pre-
 sidente (sam. 21 p. 8).
 Fondation de la Moribonde : la
 Religieuse (sam. 20 p. 30) ; dim.
 15 h.
 Gaudin : Maria-Bell : Une aspirine
 pour deux (sam. 21 p. 8) ; dim. 15 h.
 et 17 h.
 Hachette : la Cantatrice obscure ;
 la Leçon (sam. 20 p. 45).
 Le Théâtre-Français aux camelias
 (sam. 21 h.).
 Madeleine : Peau de vache (sam.
 21 h.).
 Michèle : Au plaisir, madame (sam.
 21 p. 10) ; dim. 15 h. 10 et 21 h. 10).
 M. J. : la Vieillesse (sam. 21 p. 10).
 Tourneuil : Sam. et dim. 20 h. 45.
 Nonetteville : Un chapeau de paille
 (sam. 21 p. 10) ; dim. 15 h. 10 et 21 h. 10).

La danse

Centre : le Cours Peyrol (sam. 21 h.;
 dim. 15 h. dernière).
 Palais : Artaud et la Peste (sam.,
 18 h.); San Francisco Mims Troupe
 (sam. 20 h. 30); Squat Théâtre
 (sam. 23 h.; dim. 22 h. 20);
 Théâtre de l'acte (dim. 15 h.);
 Music-Mime (dim. 18 h.); Alla
 Ah (dim. 20 h. 20).
 Palais-Royal : la Cage aux folles
 (sam. 20 h. 30; dim. 15 h.).
 Parc Floral de Paris : les Chiens de
 Dieu (sam. 20 h. 30).
 Paris-Nord : le Solidarité (sam.

Les concerts

Falsance : le Bos sous la cloche
(sam. 20 h. 45).
Poche-Montparnasse : Lady Strass
(sam. 21 h.).
Le Théâtre de la Martin : Polles bour-
geoises (sam. 14 h. 30 et 20 h. 30).
Récamier : les Fraises mûries
(sam. 20 h. 30).
Square Félix-Desnuelles : la Scène et
la Fer au siècle des cathédrales
(sam. et dim. 21 h. 30).
Séductions de spectacles : les
Dames du jeu (sam. 20 h. 45 ;
dim. 15 h. et 18 h. 30).
Théâtre Adyax : Tijuana Lady (sam.
20 h. 30, dernière).
Théâtre Campagne- Première : I. Solo
pour Vanina (sam. 19 h.). —

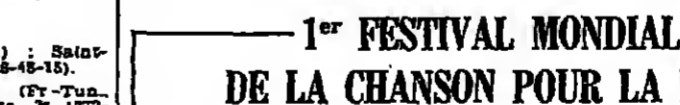


Théâtre d'Édgar : Loretta Strong
(seam. 20 h. 30).
Théâtre en Rond : Oranum sur le
Caféin (seam. 21 h.; dim. 15 h. s.).
18 h. 15.
Théâtre Assalon : Monique Morell
(seam. 22 h.). — Salle II : Peydau
Farrellet (seam. 21 h.).
Théâtre du Narval : Obaldia (seam.
20 h.).
Théâtre Orléans : le Casse-pieute
authentique (seam. 16 h. et
20 h. 30, dernière).
Théâtre 33 : On ne badine pas avec
l'amour (seam. 21 h.; dim. 15 h.).
Théâtre du 25-Rue-Cassidy : Sur un
éclat de jure mazariniste (seam. 20
h., dim. 17 h.).
Tristan-Bernard : l'Œuvre de non-
sens (seam. 21 h.; dim. 15 h.).
Vauvray : The Broadway (seam. 20
h. 30; dim. 15 h.).

cinémas

La cinémathèque

Challott, m.m., 14 h : Enthousiasme, de D. Vertov : Docteurne année, de D. Vertov : 15 h. 30 : L'Orève, de S.M. Krawtchouk : 16 h. 30 : L'Étrange Incident, de W. Wellmann : 22 h. 30 : All about Eva, de J.L. Maciewicz : 22 h. 30 : King Kong, de J. Bond : 23 h. 30 : La salle, 19 h. : A travers l'orage, de D.W. Griffith : 21 h : Isn't Life Wonderful, de D.W. Griffith : 22 h. 30 : L'Étrange Incident, de W. Wellmann : 16 h. 30 : Orfeu Negro, de M. Camus : 20 h. 30 : Le Limier, de J.L. Maciewicz : 22 h. 30 : King Kong, de J. Bond : 23 h. 30 : The Gorilla, d'A. Dwan : petite salle, 19 h : Sorrows of Satan, de D.W. Griffith : 21 h : Satanstie, de D.W. Griffith : 22 h. 30 : La



le lundi 23 mai à 20 h. 30 à l'OLYMPIA
23, boulevard des Capucines - 75008 Paris

Location ouverte à l'Olympia

- Location ouverte à l'Olympia

DINERS

● Ambience musicale ■ Orchestre

- P.M.R. : Prix moyen du repas. - J... h. : ouvert jusqu'à... h

LE CAFE D'ANGLETERRE 770-91-35
Carref. Richelieu-Drouot. 9^e. T.I.J.

LE PETIT POELON 533-35-10
39, rue du Montparnasse, 14^e
Fermé dimanche, lundi midi

Un cadre ravissant au plein cœur de Montparnasse. Environ 70 F

DINERS - SPECTACLES

L'DREE DD BOIS - 722-94-82
 Porte Mailhot. T.I.F.F.

Marcel BEKIER, présente : Golden Gate Quartet, Merla Négrée, Pierre Provence, Michel Lebb, le Trio Abel, Spect. animé par Michel Gaillard.

द्वितीयः

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE

— **TCHÉCOSLOVAQUIE** : mis en liberté provisoire, M. Václav Havel envoie promettre de « s'abstenir de toute activité politique ».

3. AFRIQUE

— **ISRAËL** : « Pas de paix si nous abandonnons le Judée et la Samarie », déclare M. Begin.

5. POLITIQUE

— La congrès du parti républicain à Fréjus.

6. ÉDUCATION

— Israël condamné par l'O.M.S. pour sa politique dans les territoires occupés.

6. MÉDECINE

— Israël condamné par l'O.M.S. pour sa politique dans les territoires occupés.

6. RELIGION

— Lettre à mon frère, point de vue par Pierre-Albert Chavagnon.

— Un nouvel aversissement de Paul VI à Mgr Lefebvre.

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 7 à 10 ET 21 à 24

— Au fil de la semaine : Le phénomène tennis, par Pierre-Thomas.

— Retrouvailles : Un dîner à Tanger, par Michel Tournier.

— Lettre de Sao-Tiago, par Philippe Decroix.

— **RADIO-TELEVISION** : Le festival de variétés de Montreux, par Catherine Humblot.

— Vers un « consortium national des stations libres » en Italie, par Catherine Guigon.

— Point de vue : « Autre chose, mais comment ? » par Maurice Servan.

25 à 27. ARTS ET SPECTACLES

— **MUSIQUE** : Le Crépuscule des dieux à Genève.

— **D'UNE RÉGION À L'AUTRE** : PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : Solim, mi-figure mi-cette.

— **EQUIPEMENT** : A PROPOS DE... : une campagne de la sécurité routière.

— **LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE** : La retraite, une peur ?

— **AFRIQUES** : M. Henri Fontvieille et le P.D.G. de Manufrance.

— **LA SEMAINE FINANCIÈRE**

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION

(9-18 et 21-22)

Aujourd'hui (24) : Carnet (27) ;

Météorologie (24) ; Mots croisés (24).

NOUVELLES BRÈVES

● Le Vietnam a proclamé sa souveraineté sur une zone de 200 milles au large de ses côtes, annonce l'Agence vietnamienne de presse, ainsi qu'une limite de 12 milles de ses eaux territoriales.

● Un jeune homme âgé de vingt-quatre ans a été retrouvé pendu dans un appartement situé rue du Général-Zimmer, dans le quartier de l'Esplanade à Strasbourg (Bas-Rhin). Son corps a été découvert dans l'après-midi du vendredi 20 mai par sa mère et sa sœur. Toxicomanes connus, il était infecté d'une forte dose d'un puissant analgésique avant de se donner la mort. Son identité n'a pas été révélée par la police.

● Violente collision : cinq urtrations dans la région lyonnaise. — Cinq jeunes gens soupçonnés d'être les auteurs de plusieurs vols collectifs dans le Rhône, la Dordogne et l'Ardèche ont été arrêtés à Saint-Priest (Rhône) et à Vienne (Isère) au cours des dernières semaines (nos dernières éditions).

● L'enquête ouverte après le meurtre d'une jeune fille, Marie-Madeleine, dix-neuf ans, pendu le corps a été retrouvé le 18 mai à Saint-Jean-en-Montois, près de Lille (nos dernières éditions) semble s'orienter vers l'hypothèse d'un crime passionnel, ainsi que le laisse entendre les enquêteurs.

● Jean-Paul Belmondo vient d'acheter pour environ 500 000 F les droits d'adaptation cinématographique du livre de Jacques Mesrine, l'Instinct de mort. Jacques Mesrine a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle. La publication de son livre avait donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire. Une action en justice pourrait être également entreprise, dit-on à la chancellerie, à l'occasion de la cession des droits cinématographiques.

A B C D E F G

DEVANT LES PARENTS D'ÉLÈVES LAGARDE

« L'opposition n'a aucun projet éducatif sérieux »

déclare M. René Haby

De notre envoyé spécial

Tours. — La deuxième journée du 58^e congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.E.P.), présidée par le docteur Antoine Lagarde, s'est achevée, vendredi 20 mai, par le discours du ministre de l'Éducation. A quatre mois de la mise en place de sa réforme, M. René Haby s'est efforcé de rassurer les huit cents parents congressistes inquiétés par les modalités d'application de ces mesures. Il en a profité pour attaquer l'opposition qui, selon lui, n'a « aucun projet éducatif sérieux ».

Le docteur Lagarde a énuméré les raisons qui fondent l'inquiétude des parents : difficultés d'organisation des chefs d'établissements, professeurs non préparés, insuffisance des moyens en enseignants et en matériel, notamment pour les travaux manuels, les sciences, la biologie, la physique, la musique et le dessin. Il a poursuivi : « Nous sommes inquiets de voir que votre proposition du travail indépendant ne sera pas assortie d'une pédagogie d'apprentissage pour les élèves moyens et d'un guide pour les activités d'approfondissement ; inquiets de la nouvelle organisation des classes ; inquiets de voir que la rentrée éducatif physique et sportive n'aura pas les moyens nécessaires pour une application convenable au cours préparatoire et en scolarité ».

Le docteur Lagarde est revenu sur les périls qui menacent la participation des parents à la vie de l'école primaire, lors de l'élection des futurs comités de parents. Selon lui, des consignes données par le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.) aux instituteurs de distribuer les bulletins de la Fédération Cornée à la sortie de l'école, posent des problèmes de fond. « L'école publique, a-t-il dit, est-elle la chasse gardée d'un syndicat qui veut imposer son monopole en favorisant une seule fédération de parents-noces ? » Le docteur Lagarde a conclu en demandant au ministre de « faire respecter le pluralisme et la démocratie ».

M. René Haby a répondu : « J'ai souligné toute l'importance que j'attache à la régularité des élections qui accompagneront la naissance de ces comités de parents à la rentrée prochaine. Il est essentiel, en effet, que ces élections se déroulent dans des conditions telles que chaque vote ait une portée réelle. Vous ne pouvez pas imaginer un groupe de parents disposant de possibilités absolument égales de se faire connaître des familles, et de chances égales d'obtenir leur confiance. Les textes qui vont paraître prochainement ont pour objet d'assurer cette égalité. C'est ainsi que, en début d'année, toutes les associations qui auront fait connaître leur existence aux directeurs d'école participeront à une commission chargée de mettre sous pli unique, dans des formes simples pour tous, les documents d'information nécessaires. Quelques semaines plus tard, à la veille des élections, les pouvoirs que le juge tient de la loi ont été impudemment déformés par des services de l'État, dont le premier souci est d'être de respecter cette loi. Dans les trois cas, c'est le plus choquant, les dispositions prises en haut lieu ont pu laisser croire qu'il s'agissait d'un accord sur lequel il n'y avait rien de politique prise à l'avance ».

La formation des maîtres

« Comparés objectivement, a poursuivi M. Haby, les textes des nouveaux programmes de scolarité et ceux qui étaient en vigueur jusqu'ici, font apparaître des différences de principe, des mesures partielles, et d'ailleurs opposées les uns aux autres ? Cette opposition qui prétend assumer le pouvoir de l'État, a-t-il dit, est-elle sérieuse ? Les adversaires politiques du gouvernement, et je le regrette, n'ont jamais fait de propositions d'aménagement des projets en cours (...) ».

Le J.O. publie le décret d'application de la réforme Haby à l'enseignement privé

Le décret d'application de la réforme Haby aux établissements d'enseignement privé, sous contrat, est publié au Journal officiel du 21 mai 1977.

En effet, les dispositions « relatives aux règles générales d'organisation des formations et des enseignements et aux programmes des établissements » à ces établissements. L'uniformisation de leurs structures pédagogiques (en écoles, collèges et lycées privés) devra être faite au plus tard pour la rentrée scolaire (1980-1981). Le décret ne modifie pas le sort des maîtres et des chefs d'établissement de l'enseignement privé.

Le numéro du « Monde », daté 21 mai 1977 a été tiré à 327 959 exemplaires.

(Publiote)

DES JAGUAR

DANS UN CHATEAU

A Charmoy, dans l'Yonne, Roland et Françoise URBAN vous invitent à visiter leur « Jaguaram ».

Des milliers de pièces neuves et d'occasions, préparation pour les courses VEC, restaurations complètes, self-service réparation. 10 000 documents automobiles à consulter.

CHATEAU DU CHARMEAU 89400 CHARMOY



Fontainebleau VI Biennale des Antiquaires

TOUS LES JOURS de 10 h à 19 h jusqu'au 22 mai

AU CONGRÈS DE L'UNION SYNDICALE DES MAGISTRATS

Le ministre et l'indépendance des juges

Après avoir été reçu, vendredi 20 mai, au congrès de l'Union syndicale des magistrats (U.S.M.), M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, a fait cette confidence : « J'ai posé mes mots ». Cette remarque s'appliquait à un passage précis de son discours, mais elle pouvait également refléter la mesure de l'ensemble des propos qu'il venait de tenir. Le ministre a dit sa compréhension du malaise profond exprimé par les magistrats réunis dans ce congrès, mais il n'a pas pour autant dissipé leur amertume et son auditoire n'aura pas encore été convaincu de la réalité du changement d'attitude que celui-ci réclame de la part du ministre de la justice (« Le Monde » du 21 mai).

Ennuyé devant le garde des sceaux les « causes » de ce mal judiciaire, M. André Braunschweig, président de l'U.S.M., a repris les thèmes des premiers débats du congrès et a notamment déclaré : « Les conditions de travail dans lesquelles les magistrats doivent exercer leurs fonctions, mais il a surtout mis l'accent sur les « causes morales » du malaise. M. Braunschweig s'est montré très précis. Déclarant que les magistrats avaient généralement « le sentiment de n'être jammis ou bien mal dénotés », il a fait état de trois cas récents où l'on avait pu « objectivement douter de l'indépendance de la magistrature » : l'affaire de Broglie, le non-lieu rendu dans l'affaire des écoutes dans l'affaire enchaînée et l'expulsion d'Aboud Danou.

« Est-il admissible, a déclaré le président de l'U.S.M., que des fonctionnaires de police aient pu tenir une conférence de presse en présence de leur ministre pour se plaindre de la situation ? Que les magistrats soient interrogés par la commission rogatoire d'un juge d'instruction avant que celui-ci ait reçu les procès-verbaux dont il devait être le seul destinataire ? Que les magistrats fonctionnaires de police aient affirmé triomphalement toute la vérité établie, alors que l'information ne faisait que débiter ? »

Pour le second cas, M. Braunschweig a ajouté : « Est-il tolérable qu'un autre juge d'instruction ait été entravé par des instructions gouvernementales empêchant que les témoins principaux viennent déposer à son cabinet ? » Puis il a posé cette dernière question : « Est-il admissible que des fonctionnaires d'occupation aient été réunis dans des débats inhabituels pour remettre en liberté un étranger arrêté trois jours plus tôt dans des conditions mal définies et dont la détention avait été prolongée ? Les magistrats fonctionnaires de police ont-ils été traités avec la même rigueur que ceux du gouvernement ? »

Sur ces trois affaires, M. Braunschweig a tiré les conclusions suivantes : « Dans le premier cas, le ministre de l'Intérieur s'est présenté complaisamment comme le garant de la justice ; dans le deuxième, le ministre de la Justice a-t-il toujours été celui de notre enseignement secondaire (...) La formation des professeurs qui enseignent dans les collèges fait actuellement l'objet de consultations intergouvernementales. Et nous pourrions, je l'espère, engager prochainement une concertation approfondie à ce sujet. (...) Cette formation gènera dans des conditions nettement améliorées par rapport à la situation actuelle, le niveau de l'enseignement. » — Ch. V.

FRANCIS CORNU

Le projet de pacte majoritaire

MM. LECANUET ET BARROT RÉPONDENT À M. CHIRAC

MM. Jean Lecanuet, président, et Jacques Barrot, secrétaire général du Centre des démocrates-sociaux, ont publié, vendredi 20 mai, le texte de la réponse qu'ils ont adressée à M. Valéry Giscard d'Estaing, président du R.P.R., qui avait proposé l'élaboration d'un pacte majoritaire. Ils écrivirent notamment :

« Nous avons demandé à M. le premier ministre de bien vouloir nous faire connaître ses intentions sur la meilleure manière d'arriver à la majorité pour la conduire au succès ».

« Votre proposition sur la signature d'un pacte majoritaire est l'une des modalités qui peuvent être envisagées pour assurer l'organisation de la majorité. En tout état de cause, le pacte ne devrait pas être le seul accord sur lequel se fonderait la majorité ».

« Nous souhaitons poursuivre le dialogue avec vous, ainsi qu'avec les autres formations de la majorité, dès que les orientations du premier ministre nous seront connues ».

Après son face-à-face avec M. Barre

J'AI MONTRÉ MA COMPÉTENCE ÉCONOMIQUE

déclare M. Mitterrand

L'International Herald Tribune a publié, vendredi 20 mai, des extraits d'un entretien accordé par M. Mitterrand au journaliste américain Joseph Kraft. Le premier secrétaire du P.S. déclare, à propos de son débat télévisé avec le premier ministre : « Puisque nous sommes en tête maintenant, il est de mon intérêt de maintenir le calme, de rassurer les gens, de bâtir la confiance. Sur les vingt-cinq millions de personnes qui ont voté le dimanche, il y a eu des voix qui ont voté pour moi, mais rien aux finances internationales. Quant aux cinq autres millions, ils ne savent probablement pas quelle position adopter. Mais, en parlant sur ce sujet, j'ai montré que j'avais une certaine compétence économique, que je n'étais pas seulement un homme politique. Les gens font confiance aux dirigeants qui peuvent parler d'économie ».

Interrogé sur la publication par le parti communiste, à l'occasion du débat, des comptes du programme commun mis à jour, M. Mitterrand déclara : « Les communistes ont cherché à m'attarder. Leur but est d'amener au pouvoir une gauche dans laquelle les communistes soient la principale partie de réforme et où la part des socialistes soit réduite ».

UNE GRÉVISTE DE LA FAIM MEURT

APRÈS SOIXANTE-SEPT JOURS DE JEÛNE

Une jeune femme âgée de trente-deux ans, Mme Mireille Bressolles, est décédée dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 mai au centre hospitalier de Dijon, après une grève de la faim de soixante-sept jours. Mme Bressolles avait entrepris cette action le 7 mars dernier à l'église Saint-Gervaise, dans le quartier Saint-Étienne, à Auxerre (Yonne), pour protester contre la décision de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale de la suspension de ses fonctions. Agent principal stagiaire au centre hospitalier d'Auxerre, Mme Bressolles, qui est mère d'un enfant, avait été suspendue le 19 mai 1977 « par suite de nombreux incidents qu'elle avait provoqués et de ses refus répétés d'obéissance » selon la direction de l'action sanitaire et sociale.

Après décision d'un conseil de discipline, Mme Bressolles avait cependant été affectée comme commis dans un autre service du centre d'Auxerre, puis à l'hôpital de Tonnerre. Elle avait intenté un recours contre cette décision, mais elle fut déboutée de sa requête par le tribunal administratif de Dijon, puis par le Conseil d'État. Mise en disponibilité sur sa demande pour convenance personnelle en novembre 1974, elle avait été rayée des registres le 1^{er} décembre 1976. Demandant sa réintégration dans l'administration hospitalière et dans son grade d'agent principal stagiaire, Mme Bressolles avait été reçue au début de cette année par le sous-directeur des hôpitaux de la région de la santé, qui lui avait indiqué que l'administration ne pouvait revenir sur les décisions prises.

Après plus d'un mois de grève de la faim, elle obtint finalement satisfaction le 12 mai en étant nommée agent principal à l'hôpital de Tonnerre. Mais son état s'étant aggravé, elle dut être transportée à l'hôpital de Dijon, où elle mourut le 20 mai, au centre de réanimation du C.H.R. de Dijon, où elle devait décider.

(Corresp.)

LE LANCEMENT DU SATELLITE EUROPÉEN DE TÉLÉCOMMUNICATIONS O.T.S. EST RETARDÉ

Le satellite européen de télécommunications O.T.S. (Orbita Test Satellite), qui devait être mis en orbite le 16 juin par un lanceur Delta, sera lancé au plus tôt le 20 mai, après plusieurs semaines de retards.

Correspondant à Washington, le satellite européen de télécommunications O.T.S. (Orbita Test Satellite), qui devait être mis en orbite le 16 juin par un lanceur Delta, sera lancé au plus tôt le 20 mai, après plusieurs semaines de retards.

Cet incident est fâcheux à plusieurs titres. Il vient d'abord après l'échec du tir du satellite scientifique Géos. Lancé le 20 avril dernier par une autre fusée Delta, ce satellite, qui était placé en orbite à une altitude de 1000 km, ne fonctionnait pas correctement. L'enquête a conclu au serrage insuffisant d'une pièce du montage de la fusée. Ce dommage a entraîné le retard du lancement de nombreux autres satellites.

Cet incident est fâcheux à plusieurs titres. Il vient d'abord après l'échec du tir du satellite scientifique Géos. Lancé le 20 avril dernier par une autre fusée Delta, ce satellite, qui était placé en orbite à une altitude de 1000 km, ne fonctionnait pas correctement. L'enquête a conclu au serrage insuffisant d'une pièce du montage de la fusée. Ce dommage a entraîné le retard du lancement de nombreux autres satellites.

O.T.S. n'était pas encore monté sur la fusée quand le moteur s'est détaché, et il a donc subi un dommage. La fusée sera réparée, et sera relancée à la fin de mai. Les Etats arabes du Proche-Orient ont, pour les années 80, plusieurs projets d'utilisation de satellites de télécommunications, et ont parfois déjà lancé des appels d'offre. Dans cette compétition, l'Europe a plusieurs handicaps sérieux en face de l'Amérique, entre autres celui de ne pas avoir encore fait ses preuves. L'un des rôles d'O.T.S. est de prouver la compétence européenne dans ce domaine. Cette preuve ne sera apportée que lorsque le satellite, qui, avec ses mille deux cents voies téléphoniques et ses deux voies de télévision, est l'équivalent de l'Intelsat-4, aura fonctionné de façon satisfaisante pendant deux ou trois ans. Encore faut-il qu'il soit lancé à temps.

MAURICE ARYONNY

Aggravation du déficit des Neuf envers le Japon

LES RELATIONS

Le président Carter restreint les ventes d'armes américaines

Une promesse tenue

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine

Actualités de la semaine